

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE
CONSEIL NATIONAL
DE LA
MAIN-D'ŒUVRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le Samedi 1^{er} Mars 1930, à 14 heures

PAR

J. GRELLET

Président : M. OUALID, *Professeur*

Suffragants : MM. PIROU,

Roger PICARD.

PARIS

DES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

1930

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

LE
CONSEIL NATIONAL
DE LA
MAIN-D'ŒUVRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le Samedi 1^{er} Mars 1930, à 14 heures

PAR

J. GRELLET

Président : M. OUALID, *Professeur*

Suffragants : MM. PIROU,

Roger PICARD.

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

1930

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent
être considérées comme propres à leurs auteurs.*



INTRODUCTION

Le Conseil National de la Main-d'Œuvre est un organisme récent dont la création a été rendue nécessaire par le développement de l'activité économique et l'extension des mesures sociales.

Sa constitution n'a été que l'une des phases de la réorganisation, entreprise dès la fin de la guerre, des services de main-d'œuvre.

Cette étude essaiera de faire connaître ce qu'est le Conseil National de la Main-d'Œuvre et de mettre en lumière le rôle qu'il a joué dans l'élaboration, toujours délicate, de la législation ouvrière.

PREMIERE PARTIE

L'ORGANISATION DU CONSEIL NATIONAL DE LA MAIN-D'ŒUVRE

CHAPITRE PREMIER

LA CRÉATION DU CONSEIL NATIONAL DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Le Conseil National de la Main-d'Œuvre a été institué par le décret du 3 février 1920 et entièrement réorganisé en 1925.

Le décret de 1920 fut pris dans les circonstances suivantes : La guerre avait amené une grande perturbation dans le marché du travail. Soucieux de procurer aux usines de guerre la main-d'œuvre nécessaire à leur bon fonctionnement, les pouvoirs publics s'étaient chargés eux-mêmes du recrutement et du placement des travailleurs et avaient constitué dans ce but de nombreux services. De ce fait l'après-guerre trouva les services de placement complètement désorganisés ou tout au moins incapables de suivre une politique de placement cohérente et coordonnée.

D'autre part, le rétablissement de la paix provoqua un phénomène assez nouveau dans notre histoire, à savoir une immigration extrêmement abondante d'ouvriers étrangers. Cette immigration avait diverses causes : d'abord la grande activité économique qui caractérisa, en France, l'après-guerre, jointe à une main-d'œuvre moins nombreuse par suite des vides qu'avaient laissés nos 1.500.000 morts ; ensuite le niveau des salaires relativement plus élevé en France que dans la plupart des autres pays, enfin et surtout les circonstances politiques et économiques qui, chez plusieurs pays belligérants, provoquèrent une sérieuse émigration.

Ces mouvements de population soulevèrent des inquiétudes tant en France qu'à l'étranger.

En France les patrons redoutaient l'introduction d'éléments d'une capacité ou d'une moralité douteuses ; les ouvriers voyaient d'un mauvais œil apparaître cette concurrence susceptible de déprécier les salaires ; enfin les pouvoirs publics avaient à craindre l'introduction en France de germes révolutionnaires ou de foyers d'agitation nationaux propres à amener des complications diplomatiques.

D'autre part les pays étrangers, inquiets de voir le développement de leur activité économique menacé par une pénurie imminente de main-d'œuvre, se plaignaient de ce que la France ne faisait rien pour fermer ses frontières et repousser une nouvelle, quoique pacifique, invasion.

Certains autres pays, au contraire, en pleine réorganisation politique, ne pouvaient donner du travail à toute leur main-d'œuvre et essayaient de lui trouver des débouchés à l'étranger et notamment en France.

Aussi des conventions furent-elles conclues avec certains pays (Pologne, Italie).

C'est dans ces conditions que la nécessité apparut en France de créer un organisme central capable

d'apporter des améliorations dans le marché du travail, tout en étudiant les moyens propres à coordonner l'activité des services de placement et à régler l'introduction en France de main-d'œuvre étrangère.

Le rapport de M. Jourdain, Ministre du Travail, en date du 30 janvier 1920, apporte d'intéressantes précisions sur les motifs qui ont poussé le Gouvernement à créer le Conseil National de la Main-d'OEuvre. Voici son contenu :

« Les récentes conventions conclues entre le
« Gouvernement de la République et certains Etats
« amis ou alliés (Pologne, Italie) en vue de régler
« les conditions d'échange de la main-d'œuvre entre
« les Etats contractants, prévoient que des précau-
« tions devront être prises en vue d'éviter que l'in-
« troduction d'une main-d'œuvre étrangère dans
« l'un ou l'autre des pays, soit de nature à porter
« préjudice aux ouvriers nationaux du pays.

« C'est ainsi que l'art. 5 du Traité de travail si-
« gné à Rome le 30 septembre 1919 stipule qu'une
« commission se réunira normalement à Paris au
« moins deux fois par an pour évaluer le nombre
« des ouvriers à recruter et indiquer les régions vers
« lesquelles les travailleurs immigrés pourront être
« dirigés de préférence et celles vers lesquelles il
« convient de ne pas les diriger et que chaque Etat
« se réserve de prendre sur son territoire l'avis des
« organisations patronales ou ouvrières intéressées.

« Il apparaît comme indispensable qu'il existe
« en France un organisme centralisant les renseigne-
« ments fournis par les Offices publics de placement
« sur l'état du marché du travail et les besoins de
« main-d'œuvre et qui apprécie dans quelle mesure
« il y a lieu de provoquer, de modérer ou d'arrêter
« l'immigration de main-d'œuvre étrangère en Fran-

« ce, en réglant l'afflux de cette main-d'œuvre selon
« les nécessités de l'industrie, du commerce et de
« l'agriculture.

« J'ai l'honneur de vous proposer de constituer
« à cet effet un Conseil National de la Main-d'OEuvre
« qui réunirait des représentants du monde ouvrier
« et des représentants du monde patronal en nombre
« égal, désignés par les grandes organisations syn-
« dicales, des délégués des départements ministériels
« compétents, c'est-à-dire de ceux qui participent
« à la protection ou au contrôle des étrangers en
« France et de ceux qui sont appelés à utiliser la
« main-d'œuvre étrangère dans leurs établissements
« industriels.

« Les Offices de placement seraient en outre re-
« présentés au sein de cette commission...

« Le Conseil National de la Main-d'OEuvre n'au-
« rait pas seulement pour attribution l'étude des
« questions relatives à la main-d'œuvre étrangère. Il
« serait appelé à donner son avis au Ministre sur tou-
« tes les questions qui se posent à l'occasion du re-
« crutement et du placement de la main-d'œuvre ;
« il constituerait ainsi une commission paritaire pla-
« cée auprès de l'Administration centrale, du même
« ordre que les commissions paritaires de patrons
« et d'ouvriers qui siègent auprès des offices de pla-
« cement départementaux et municipaux.

« L'institution de ce Conseil National de la Main-
« d'OEuvre répond aux vœux exprimés par le monde
« du travail. Au cours des séances de la Commission
« administrative de l'Office central de placement,
« patrons et ouvriers ont été d'accord pour exiger
« que le contrôle de l'introduction et de l'utilisation
« de la main-d'œuvre étrangère en France fût exercé
« souverainement par un organisme de ce genre. »

C'est sur ce rapport que fut pris le décret du 3 février 1920 instituant auprès du Ministère du Travail le Conseil National de la Main-d'OEuvre (1).

Ce Conseil, présidé par le Ministre du Travail, comprenait 10 membres patrons dont 6 désignés par la Confédération générale de la production française et 4 par la Confédération nationale des Associations agricoles ; 10 membres ouvriers désignés par les organisations centrales ouvrières dont 4 représentant les organisations agricoles et enfin 10 membres représentant différents ministères.

Des représentants des offices publics de placement et des services de recrutement et de contrôle de la main-d'œuvre étrangère pouvaient être appelés à siéger avec voix consultative.

Les attributions du Conseil étaient fixées par l'art. 4 du décret : « *Le Conseil National de la Main-d'OEuvre a pour objet de fournir des avis au Gouvernement sur les questions liées au recrutement et au placement de la main-d'œuvre nationale et étrangère.* »

La formule était très large. Le Conseil devait s'occuper aussi bien de la main-d'œuvre nationale que de la main-d'œuvre étrangère, c'est-à-dire de l'ensemble du marché du travail, sans avoir à se spécialiser dans les questions d'immigration. Il semble qu'il y ait sur ce point une divergence assez nette entre le décret de 1920 et le rapport qui l'a précédé.

Quoiqu'il en soit, le décret de 1920 resta lettre morte. Le Conseil National ne se réunit jamais pour la raison essentielle qu'il ne put pas se constituer et ce, par suite de conflits qui s'élevèrent au sujet de sa composition. La Confédération Générale du Travail, estimant que seule elle représentait le monde

(1) Voir annexe, page 175.

des travailleurs, refusa de désigner des délégués au Conseil National, ce qui empêcha la délégation ouvrière de se constituer. Comme le caractère essentiel du Conseil était d'être un organisme paritaire, cette carence de la C. G. T. provoqua l'échec du décret de 1920.

On ne devait aboutir définitivement que cinq ans plus tard et pendant ce lustre la question sommeilla.

Elle fut brusquement tirée de l'oubli à la fin de de l'année 1924. A cette époque les pouvoirs publics soucieux de parer à un chômage qui, quoique faible, n'en était pas moins persistant, décidèrent d'entreprendre toute une réorganisation des services de main-d'œuvre, réorganisation qui devait se faire dans le sens d'une concentration des différents services, c'est-à-dire d'une coopération étroite de ces services sous l'autorité unique du Ministre du Travail.

C'est alors que la nécessité apparut d'instituer un organisme central chargé à la fois d'assister le Ministre du Travail dans sa politique générale de main-d'œuvre et de coordonner l'activité des différents ministères intéressés.

Tout naturellement l'idée du Conseil National de la Main-d'OEuvre fut reprise et quelques temps après paraissait à l'Officiel le décret du 7 avril 1925 qui le reconstituait (1).

Ainsi donc, et il est indispensable d'y insister, le Conseil National de la Main-d'OEuvre fut créé dans le but essentiel d'apporter des améliorations dans l'organisation du marché du travail, au point de vue du recrutement et du placement tant de la main-d'œuvre française que de la main-d'œuvre étrangère, et de contribuer ainsi à faire disparaître

(1) Voir annexe, page 176.

le chômage. Son institution a donc été motivée par le désir louable de la part des pouvoirs publics d'amener un bien-être croissant dans la classe ouvrière.

L'étude qui va suivre nous montrera que la confiance mise par eux dans le nouvel organisme était bien placée.

CHAPITRE II

COMPOSITION DU CONSEIL NATIONAL DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Le Conseil National est rattaché à la Présidence du Conseil des Ministres. Cette innovation n'a rien qui puisse nous surprendre. Le Ministre du Travail n'est pas seul intéressé aux questions de recrutement et de placement des ouvriers. Bien d'autres départements ministériels s'occupent de cette matière. On a donc pensé à juste titre que le nouvel organisme devait être placé à un endroit d'où il aurait une vue d'ensemble sur l'activité des différents services, sans avoir à redouter la proximité ou l'influence de certains d'entre eux.

C'est pourquoi on le rattacha non pas au Ministère du Travail, comme l'avait fait le décret de 1920, mais à la Présidence du Conseil, ce qui le rendait beaucoup plus indépendant.

Le Conseil National de la Main-d'Œuvre est présidé par le Président du Conseil et, en l'absence de ce dernier, par le Ministre du Travail.

Il comprend 6 parlementaires (4 députés et 2 sénateurs), 6 membres titulaires et 3 membres suppléants représentant les employeurs de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, 6 membres titulaires et 3 membres suppléants représentant les ouvriers et employés de l'industrie, du commerce et

de l'agriculture et enfin 6 membres représentant les Ministères du Travail, de l'Agriculture, de l'Intérieur, des Affaires Etrangères, des Colonies et des Travaux Publics.

Les membres patrons et ouvriers sont nommés par le Ministre du Travail sur la proposition des organisations centrales des catégories professionnelles intéressées. Pour les représentants patrons et ouvriers de l'agriculture, il faut en outre l'avis du Ministre de l'Agriculture.

Divers hauts fonctionnaires peuvent être appelés à siéger avec voix consultative, ainsi que des représentants des offices publics de placement, des services de main-d'œuvre étrangère et de la Commission interministérielle de l'Immigration.

Une objection se présente ici. Nous avons vu que le Conseil National créé en 1920 n'avait jamais pu se constituer devant l'hostilité de la Confédération Générale du Travail. Or, il ne semble pas que le décret de 1925 ait apporté dans la composition du nouveau Conseil des modifications suffisantes pour faire changer l'attitude de la C.G.T.

De fait, cet organisme n'a pas modifié sa manière de voir. Et ce sont les pouvoirs publics qui ont dû s'incliner.

Aussi actuellement les membres ouvriers du Conseil National ne sont que des représentants de la Confédération Générale du Travail et sont désignés par elle seule.

Ainsi donc, de par sa composition, le Conseil National est un organisme essentiellement paritaire. Il ne pouvait en être autrement, étant donné l'importance des questions traitées et leur répercussion dans le monde du travail.

CHAPITRE III

FONCTIONNEMENT DU CONSEIL NATIONAL

DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Le décret de 1925 prévoit que le Conseil National se réunira sur la convocation de son président et au moins une fois tous les trois mois. Mais il ne parle pas de l'organisation des séances. C'était une lacune indispensable à combler, si on voulait assurer aux décisions du Conseil National une autorité suffisante.

Le Conseil étudia lui-même les termes du texte qui devait être pris en ce sens et bientôt paraissait le rectificatif attendu, sous la forme du décret du 30 novembre 1926 (1).

Le Conseil élit dans son sein une Commission permanente dont il détermine les attributions et les pouvoirs qu'il lui délègue.

Cette Commission assure l'expédition des affaires courantes dans l'intervalle entre deux sessions, l'exécution des décisions prises par le Conseil et la préparation de l'ordre du jour des séances dudit Conseil.

Etant donné l'abondance et l'importance des matières dont elle a à s'occuper, la Commission

(1) Voir annexe, page 178.

nomme elle-même des sous-commissions lorsque la discussion d'une question exige une documentation et une étude préalable assez approfondies.

Remarquons que, dès sa première séance et de sa propre initiative, le Conseil avait nommé en son sein une commission. Mais celle-ci n'avait pas une existence légale. Le décret de 1926 n'a donc fait sur ce point que consacrer un état de chose déjà existant.

Le même décret a pris une autre mesure également importante. Il a institué le Secrétariat général permanent du Conseil National de la Main-d'OEuvre. Cette création répondait à une nécessité urgente, un secrétariat étant à la base même tant du bon fonctionnement de tout organisme que de son meilleur rendement.

Dès lors on peut s'étonner que la mesure n'ait pas été prise plus tôt. Cela tient aux nombreuses discussions qui s'élevèrent tant au sein du Conseil National lui-même qu'entre le Conseil et le Gouvernement au sujet des pouvoirs à accorder au Secrétariat permanent, et de la coordination de son activité avec le Secrétariat permanent de la Commission interministérielle de l'immigration (les deux Secrétariats devant être créés simultanément). En fait, l'étude du Secrétariat de la Commission interministérielle fut disjointe. Elle fut reprise plus tard et aboutit au décret du 28 avril 1928 (1).

Le Secrétaire général permanent du Conseil National de la Main-d'OEuvre est nommé par décret sur la proposition du Président du Conseil, après avis du Ministre du Travail et du Conseil National de la Main-d'OEuvre (2).

(1) Voir annexe, page 183.

(2) Le Secrétaire actuel est M. Doignon, ex-chef de l'Office régional de la main-d'œuvre de Paris.

Les autres personnes affectées au Secrétariat du Conseil National sont désignées par arrêté du Ministère du Travail, après avis du Conseil lui-même.

Une somme de 25.000 francs est inscrite au budget de la Présidence du Conseil pour le fonctionnement du Secrétariat, qui peut ainsi disposer des moyens nécessaires pour remplir efficacement et d'une façon permanente sa mission.

Le décret de 1926 a ajouté d'ailleurs que le Conseil National pouvait créer tous les organes nécessaires à sa documentation et à ses publications.

Ce décret de 1926 a donc amélioré et mis au point l'organisation du Conseil National.

Mais il restait encore à régler une question qui, devant l'importance croissante des débats, exigeait de plus en plus une mise au point sérieuse : les méthodes de travail du Conseil. Aussi, dès que fut pris le décret de 1926, le Conseil adopta un règlement intérieur (1).

Ce règlement divisé en 9 articles est minutieusement établi. Il fixe notamment les conditions dans lesquelles les membres titulaires peuvent se faire représenter ou assister, lorsque, sur des questions particulières, l'audition de techniciens est désirable. Il détermine le mode de travail et les attributions de la Commission permanente. Il règle enfin la procédure même des séances du Conseil.

En résumé, voici comment fonctionne actuellement le Conseil National de la Main-d'Œuvre.

La Commission permanente se réunit à peu près une fois par mois sur la convocation de son président. Après lecture du procès-verbal de la séance précédente, elle discute les questions portées à l'ordre du jour.

(1) Voir annexe, page 178.

Puis elle reçoit communication des statistiques concernant les opérations des services de main-d'œuvre nationale et étrangère (industrie et agriculture), le mouvement des entrées et des sorties des travailleurs étrangers, ainsi que le compte rendu des enquêtes effectuées par le Service central de la main-d'œuvre étrangère.

Du fait de l'importance prise par la Commission, le Conseil n'a plus besoin de se réunir très souvent. Le délai maximum de 3 mois prévu entre chaque session n'est plus observé. En pratique, le Conseil National ne se réunit plus que deux fois par an, au printemps et à l'automne.

Ainsi aujourd'hui le Conseil National de la Main-d'OEuvre a une constitution bien établie. Il n'est plus à craindre que des détails d'organisation viennent comme au début ralentir son activité.

CHAPITRE IV

ATTRIBUTIONS DU CONSEIL NATIONAL DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Le Conseil National a ses attributions fixées par l'art. 1^{er} du décret de 1925.

« Il est chargé de donner son avis sur les mesures propres :

1° à assurer, par la coordination de l'action des services de placement, l'utilisation et la répartition de la main-d'œuvre disponible sur le marché du travail en tenant compte notamment des besoins de l'agriculture, de l'industrie et du commerce dans les diverses régions.

2° à régulariser et à contrôler le recrutement, l'introduction et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre coloniale et étrangère ».

Le texte est beaucoup plus précis et détaillé que celui de 1920. Celui-ci se contentait d'indiquer comme sphère d'activité du Conseil *« les questions relatives au recrutement et au placement de la main-d'œuvre nationale et étrangère »*.

Le décret de 1925 fait au contraire une distinction très nette entre les mesures sur lesquelles le Conseil devra donner son avis. D'abord les mesures qui seront prises en vue d'éviter tout chômage sur le marché national. Ensuite les mesures prises pour

faire entrer en France des travailleurs étrangers en vue de parer à une pénurie de main-d'œuvre.

D'un côté et avant tout, il faut s'assurer que tout le monde travaille chez nous, qu'il n'y a pas de chômeurs ; pour cela, il faut que les services de placement soient bien renseignés, donc bien organisés. Ils seront mieux à même alors de répartir les travailleurs sans emploi de manière à dégager les régions surchargées de travailleurs et à en procurer à celles qui en manquent.

D'un autre côté, et en supposant que le chômage ait été réduit dans toute la mesure du possible, il faut, si la demande de main-d'œuvre continue, faire appel à des éléments étrangers, de manière à éviter que certaines de nos industries ne soient gênées dans leur développement faute de main-d'œuvre suffisante. Mais on ne peut pas laisser entrer n'importe qui ou n'importe quelle quantité. Aussi une surveillance et un contrôle sévères devront être exercés, qui exigent eux aussi des services bien organisés.

Ainsi dans les deux cas il faut avant tout avoir des services de main-d'œuvre bien organisés et bien renseignés. Nous verrons comment le Conseil s'est occupé de cette question d'organisation. Retenons pour le moment que sa création n'a été qu'une des premières mesures prises en ce sens et a été faite dans le but d'étudier les suivantes.

Revenons aux attributions du Conseil National. « *Il est chargé, dit le décret, de donner son avis sur... etc...* ». Cela signifie que les résultats des délibérations du Conseil ne peuvent se traduire que sous forme de vœux, de conseils ou de projets. Ses décisions n'ont aucune force exécutoire par elles-mêmes. Le service qui lui a demandé un avis ou à qui il adresse un vœu est libre de ne pas en tenir compte.

Mais il est bien évident qu'en fait, étant donné la personnalité des membres qui forment le Conseil, ses vœux sont toujours suivis. La preuve est que certains projets de loi élaborés par le Conseil ont été adoptés, sans aucune modification, par le Parlement.

Sous le n° 1, l'art. 1^{er} du décret de 1925 demande au Conseil d'assurer, par la coordination de l'action des services de placement, l'utilisation et la répartition de la main-d'œuvre disponible sur le marché du travail.

Il en résulte que le Conseil va avoir pour première occupation d'étudier les moyens propres à assurer une bonne organisation des services de placement. Il étudiera ensuite la manière dont ces services pourront, dans les meilleures conditions, se renseigner sur l'état général de l'offre et de la demande de main-d'œuvre, et trouver les moyens de satisfaire l'une et l'autre.

Sous le n° 2, le même article 1^{er} demande au Conseil d'étudier les mesures propres à régulariser et à contrôler le recrutement, l'introduction et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre coloniale et étrangère.

Si précédemment on voulait éviter le chômage, on veut maintenant éviter un ralentissement de l'activité économique par la pénurie de main-d'œuvre. Le Conseil va donc avoir à étudier des questions très délicates concernant le remplacement d'une main-d'œuvre nationale déficitaire par des éléments étrangers.

Nous retrouvons ici une question dont s'était préoccupé le Ministre du Travail dans son rapport de 1920.

Le décret de 1925 laisse au Conseil le soin de trouver les mesures propres à régler tant en qualité

qu'en quantité cette introduction de main-d'œuvre étrangère.

Comme on le voit par ce qui précède, le Conseil National de la Main-d'Oeuvre a été créé avec un programme extrêmement chargé. Il faut reconnaître que depuis 1925 il l'a toujours suivi avec conscience et obstination. Les résultats qu'il a obtenus en font foi.

SECONDE PARTIE

LES TRAVAUX DU CONSEIL NATIONAL DE LA MAIN-D'ŒUVRE

CHAPITRE PREMIER

VUE D'ENSEMBLE DES TRAVAUX DU CONSEIL NATIONAL

Le Conseil National se réunit pour la première fois le 25 juin 1925, sous la présidence de M. Painlevé.

En ouvrant les travaux, le Président du Conseil définit le triple aspect du problème que devait résoudre le Conseil National :

« Protéger les travailleurs des champs et des usines contre le risque de chômage qui les menace toujours dans l'évolution actuellement si capricieuse et si changeante des échanges.

« Donner à la production la sécurité qui lui est nécessaire en adaptant les disponibilités de main-d'œuvre aux besoins des entreprises.

« Préserver et renforcer les réserves de notre race en tenant compte des apports des travailleurs étrangers. »

D'autre part, M. Painlevé appela tout spécialement l'attention du Conseil National sur l'intérêt et l'urgence de procéder à la réorganisation des services de main-d'œuvre et il posa le problème en ces termes :

« Les résultats obtenus par les services actuels de main-d'œuvre sont, à coup sûr, importants, mais leur organisation, improvisée pour répondre aux pressantes nécessités du moment, a besoin d'une mise au point. Ce sera là le premier sujet de vos délibérations. »

« Son importance ne vous échappera pas. Il convient en effet de rectifier, en les modifiant sur certains points, les solutions empiriques, imposées par la force des circonstances au cours des dix dernières années. »

Ces paroles font bien ressortir la préoccupation des pouvoirs publics à cette époque : réorganiser les services de main-d'œuvre.

Suivant le vœu de M. Painlevé, la Commission du Conseil National s'est occupée dès ses premières séances de cette question, ainsi que de celle de l'organisation des offices publics de placement.

Le Conseil s'est ensuite occupé de la réglementation des bureaux de placement. Puis il a étudié l'importante question du débauchage des travailleurs étrangers et de la protection du marché national.

Le Conseil a également consacré son activité à la question du statut des Nord-Africains, qui n'est d'ailleurs pas encore complètement liquidée.

Il s'est occupé de l'application de la loi sur l'emploi obligatoire des mutilés.

Il a étudié les mesures susceptibles de parer à l'instabilité des travailleurs étrangers dans l'agriculture.

Ses travaux sur le logement rural, la salubrité et l'hygiène dans les exploitations agricoles ont permis au législateur de prendre des mesures efficaces. Il en a été de même pour la question des baux ruraux et celle de la revision des usages locaux.

Il a enfin étudié diverses questions telles que : l'exode saisonnier des travailleurs bretons, l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les mines de fer et dans la marine marchande, le placement des enfants à la campagne, etc...

D'autre part le Conseil a fait effectuer soit par ses membres, soit par d'autres organismes, de nombreuses enquêtes relatives à l'état du marché du travail et principalement à l'emploi des ouvriers étrangers. Ces enquêtes, jointes à celles très nombreuses dont le Service de la main-d'œuvre étrangère lui communique les résultats, fournissent au Conseil National une documentation extrêmement abondante lui permettant de connaître exactement la situation actuelle et de prendre en conséquence toutes les mesures utiles.

Enfin, comme nous l'avons déjà dit, la Commission permanente du Conseil National reçoit, à chacune de ses séances, communication de différentes statistiques concernant les opérations des services de main-d'œuvre nationale et étrangère et le mouvement des entrées et des sorties des travailleurs étrangers.

Ainsi donc, depuis sa création, le Conseil National de la Main-d'Ouvre a connu une activité incessante.

Voyons les résultats qu'il a obtenus et les difficultés qu'il eut à surmonter pour y parvenir.

CHAPITRE II

LA RÉORGANISATION DES SERVICES DE MAIN-D'ŒUVRE (1)

Sous cette désignation un peu vague de « services de main-d'œuvre » on a pris l'habitude d'englober toutes les organisations à caractère officiel qui, rattachées directement ou non au Ministère du Travail, sont essentiellement chargées d'assurer le recrutement et le placement des travailleurs tant français qu'étrangers ou coloniaux.

Cela ne veut pas dire que le Ministère du Travail soit seul intéressé à leur fonctionnement car les problèmes soulevés à l'occasion du marché du travail sont devenus si complexes qu'ils tendent de plus en plus à déborder le cadre restreint dans lequel ils s'agitaient naguère. On assiste à une dispersion d'efforts qui, au seul point de vue budgétaire, risque de nous entraîner fort loin.

Il n'est donc pas surprenant que dans un but d'économie et de simplification on ait cherché à réorganiser les services de main-d'œuvre en les fusionnant.

Mais dans quel sens devait-on opérer cette con-

(1) Une partie des renseignements contenus dans ce chapitre ont été tirés d'un article de M. R. Templier, paru dans la Revue « Politica » (N° 42. Août 1925).

centration ? Au profit de la main-d'œuvre nationale ou au contraire en faveur du développement de l'immigration ?

D'un côté nécessité de garantir la main-d'œuvre française contre les inconvénients d'une concurrence étrangère d'autant plus redoutable qu'elle échappait à tout contrôle, faute de moyens d'action suffisants, et par conséquent de renforcer les services de main-d'œuvre existants ; d'un autre côté nécessité de remédier au déficit de main-d'œuvre qui, chaque année, s'accusait davantage dans la plupart des branches d'activité, en favorisant les courants migrants de travailleurs étrangers et en organisant sur une large échelle la répartition de ces travailleurs.

Tels étaient les différents aspects sous lesquels cette importante question se présenta à l'attention de nos parlementaires au début de l'année 1925.

Pour amener un peu de clarté dans cette matière, nous la diviserons arbitrairement. Dans une première partie nous verrons la question de la réorganisation des services de placement qui est complètement réglée à l'heure actuelle. Dans la seconde, nous étudierons celle des services d'immigration et de main-d'œuvre étrangères, question qui a longtemps soulevé, tant au sein du Parlement qu'au Conseil National de la Main-d'Oeuvre, d'ardentes polémiques.

PARAGRAPHE PREMIER

LES SERVICES DE PLACEMENT

1° *L'organisation ancienne.* — Le placement a longtemps été régi en France par la loi du 14 février 1904, incorporée dans le Code du Travail au Livre Premier, Titre IV, articles 79 à 99. Loi de circons-

tances imposée au législateur d'alors par la nécessité de mettre fin à l'agitation violente que les travailleurs de l'alimentation et les coiffeurs notamment entretenaient à l'encontre des bureaux de placement payants. Loi surtout prohibitive qui se révéla rapidement insuffisante et inefficace. Elle avait néanmoins le mérite d'avoir posé le principe du placement municipal gratuit, idée que déjà, en 1848, on avait tenté de mettre en application. Mais elle n'intervenait que pour obliger les communes de plus de 10.000 habitants à créer des bureaux municipaux de placement sans rien préciser de leur fonctionnement. Et c'est là surtout que s'avérait son insuffisance. Evidemment, si l'on s'en était tenu à ce régime de la loi de 1904, le placement public n'aurait pas fait beaucoup de progrès en France. Mais la guerre est venue, bouleversant les conditions normales du marché du travail.

D'une part, et surtout au début, on a pu voir beaucoup d'industries arrêtées dans leur développement, faute de main-d'œuvre, tandis que, d'autre part, au fur et à mesure que s'accroissaient les besoins de la Défense Nationale, une activité extraordinaire allait caractériser certaines autres industries.

Pour résoudre ces deux problèmes contradictoires, chômage et production intensifiée, il importait d'organiser le placement sur des bases autrement sérieuses que ne le permettait la loi de 1904. C'est pourquoi des organismes nouveaux s'étendant à l'ensemble du territoire se constituèrent rapidement.

On assiste, dès lors, à la création d'un Office central des réfugiés et chômeurs, d'un Office central de la main-d'œuvre agricole.

Aux bureaux municipaux prévus par l'article 85 du Code du Travail, Livre premier, vinrent se superposer dans le cadre départemental les Offices publics de placement, à forme paritaire et gérés suivant des méthodes commerciales.

Mais ce furent les circonstances plus que tous les projets ou propositions de lois qui contribuèrent à l'éclosion et au développement de ces organismes. La création des premiers offices publics de placement remonte à la fin de l'année 1915.

La hiérarchisation des services de main-d'œuvre se compléta par la suite, sans intervention du législateur, par l'institution d'offices régionaux et, au sommet, d'un Office central dépendant directement du Ministère du Travail.

Dans un grand nombre de villes, les bureaux municipaux furent peu à peu absorbés par les offices départementaux : il en résulta un meilleur rendement et des économies sérieuses. Fréquemment ces bureaux municipaux constitués aux chefs-lieux d'arrondissement devinrent autant de sections de l'office départemental siégeant au chef-lieu du département.

Au début de 1925 on comptait presque autant d'offices départementaux que de départements.

Les offices régionaux furent institués surtout en vue de compenser d'une région à une autre les offres et les demandes d'emploi qui ne trouvaient pas sur place leurs contre-parties.

Des travailleurs ne pouvant s'embaucher dans un centre, il s'agissait de les placer dans un autre où le besoin de main-d'œuvre se faisait sentir. Des chefs d'entreprise ne trouvant pas dans leurs localités les ouvriers qu'ils désiraient, se voyaient obligés de cesser leur fabrication ; l'office régional leur venait en aide en s'adressant aux offices départementaux de sa circonscription. La régularisation des mouvements de main-d'œuvre était la fonction essentielle des offices régionaux.

Ils avaient en matière de placement une activité propre se traduisant principalement sous forme de placement d'équipes agricoles, à l'occasion des grands travaux saisonniers.

Ils étaient également des centres d'impulsion et de contrôle des offices départementaux et, à ce titre, ils devaient veiller à ce que ces derniers se constituassent partout où cela était nécessaire. Il faut leur rendre cette justice qu'ils ont grandement contribué au développement du placement public à l'époque de la démobilisation.

Ils remplissaient une mission analogue d'impulsion et de contrôle à l'égard des fonds de chômage et des caisses syndicales et mutuelles de chômage.

Les offices régionaux étaient au nombre de 7. Ils étaient situés à Paris, Lyon, Marseille, Toulouse, Nantes, Lille et Strasbourg. L'étendue de leur circonscription était très variable (21 départements pour l'office de Paris, 3 pour celui de Strasbourg).

L'Office central de la main-d'œuvre institué au Ministère du Travail couronnait l'édifice. C'était essentiellement un organisme d'information, de centralisation et de contrôle.

Ainsi, sous l'influence des nécessités causées par la guerre, il s'était constitué en France toute une organisation de placement qui permettait de parer aux insuffisances de la loi de 1904.

Est-ce à dire que le Parlement s'était désintéressé de la question ? Nullement. Dès 1913, un projet avait été déposé sur le bureau de la Chambre. Ce projet remettait aux Préfets le soin de créer d'office un bureau de placement gratuit, si, dans un délai de deux ans, cette création n'avait pas été réalisée, dans les villes de plus de 10.000 habitants. Il fut renvoyé à la Commission du travail et devint caduc à l'expiration de la législature de 1914.

Il fut repris en février 1916 sous forme de proposition de loi. Son auteur, M. Chéron, avait surtout en vue de renforcer les mesures de rigueur contre le placement clandestin.

Au même moment, une autre proposition plus hardie allait jusqu'à monopoliser le placement au

profit des bureaux gratuits pour les professions où il était organisé. Cette proposition eut le même sort que les précédentes. A cette époque, on sentait de plus en plus la nécessité de résoudre le problème de l'organisation du placement. On prévoyait qu'au lendemain des hostilités, avec la brusque cessation des commandes de guerre et le renvoi des démobilisés dans leurs foyers, une crise économique se produirait.

La création dans chaque département d'un ou plusieurs offices de placement, administrés par des commissions paritaires de patrons et d'ouvriers et étroitement coordonnés par l'institution d'un Office central de placement, apparaissait comme le moyen le plus sûr de remédier aux inconvénients du chômage.

C'est de cette préoccupation qu'est sortie la proposition Strauss, texte le plus remarquable que nous ayons sur la question tant par sa préparation à laquelle de hautes personnalités ont été associées que par les discussions qu'elle a provoquées au Parlement.

S'inspirant de ce qui avait été réalisé en Angleterre en matière de placement, la proposition Strauss prévoyait l'organisation du marché du travail dans le cadre départemental, sous forme d'offices publics de placement à base paritaire et subdivisés eux-mêmes, le cas échéant, en sections professionnelles. Elle devait contribuer dans l'esprit de ses auteurs, à hâter le développement de ces offices en leur donnant un statut légal.

Mais il fallait compter avec certaines résistances. La proposition avait été adoptée au Sénat en mars 1917 ; elle fut retirée de l'ordre du jour des séances de la Chambre, à la suite d'une vive opposition qu'elle rencontra de la part du groupe des parlementaires agriculteurs, ceux-ci préconisant la création de deux organismes distincts : l'un pour le placement des tra-

vailleurs industriels, l'autre pour le placement des travailleurs agricoles.

La réforme n'aboutit que huit ans plus tard par le vote de la loi du 2 février 1925 (1).

2° *La législation actuelle.* — Cette loi modifie et complète l'article 85 du Code du Travail, Livre I, par toute une série de dispositions. Tout d'abord création *d'office* par le préfet d'un bureau public de placement dans les villes de plus de 10.000 habitants, si la municipalité ne prend aucune mesure dans ce but, avec toutes les conséquences budgétaires que cette création comporte (art. 85).

Ensuite institution, dans chaque département, d'un office public de placement dont l'objet est d'organiser et d'assurer dans toutes les communes de sa circonscription, le recrutement et le placement gratuits des travailleurs de l'agriculture, de l'industrie, du commerce, des professions libérales, des domestiques et des apprentis (art. 85 a).

Ensuite coordination des opérations grâce aux relations étroites que les bureaux municipaux devront entretenir avec l'office de placement de leur circonscription ou que les offices devront avoir entre eux (art. 85 b).

La loi prévoit que les Conseils généraux pourront s'associer en vue de la création et du fonctionnement d'offices interdépartementaux (elle ne parle pas d'offices régionaux) et, pour régler les grands mouvements de main-d'œuvre, elle envisage l'action d'un office central, rattaché directement au Ministère du Travail.

Elle n'entre pas dans le détail de la vie intérieure des offices, laissant ce soin à un règlement

(1) Voir annexe, page 185.

d'administration publique, mais elle pose les deux grands principes qui devront désormais présider au fonctionnement de ces organismes « *la spécialisation professionnelle et le contrôle paritaire* » (art. 85 c).

C'est le Conseil National de la Main-d'Oeuvre qui fut chargé de l'élaboration du règlement d'administration public prévu par la loi et, ce, dès sa première séance, le 24 juin 1925. La Commission permanente du Conseil National s'en occupa immédiatement. Mais le texte qu'elle rédigea provoqua de nombreuses observations de la part de plusieurs départements ministériels et du Conseil d'Etat.

Il fallut opérer une assez longue mise au point. Toutes les difficultés soulevées furent cependant réglées facilement, l'expérience acquise en matière d'organisation du marché du travail, avant le vote de la loi, ayant permis de prévoir toutes les modalités d'application.

Après être retourné une seconde fois devant le Conseil d'Etat, le projet de règlement devint définitif sous la forme du décret du 9 mars 1926 (1).

Ce décret complète la loi de 1925 sur tous les points que celle-ci avait laissés dans l'ombre : fonctionnement de l'Office quant à son local et quant à son personnel (article I) ; composition de la Commission administrative de contrôle (art. II et III) ; rôle et fonctionnement de cette commission (art. IV et V) ; commissions adjointes et section agricole de l'Office (art. VII) etc...

En ce qui concerne les Offices régionaux, dont la loi de 1925 ne fait pas mention, M. Boissard, rapporteur du budget du Travail pour l'exercice 1923, avait envisagé leur rattachement aux offices locaux. Sans les supprimer il proposait de remanier leurs

(1) Voir annexe, page 187.

circonscriptions en leur donnant des étendues à peu près équivalentes, la valeur de 7 à 9 départements, en sorte qu'aux sept offices régionaux actuels seraient venus s'ajouter ceux de Rouen, Nancy, Bordeaux et Tours (ou Limoges). On semblait donc déjà s'acheminer vers l'institution d'offices interdépartementaux, mentionnés dans la loi de 1925. L'avantage de ce système était de renforcer l'activité interlocale des offices qui, de plus en plus, tend à prendre de l'importance.

Et en même temps on envisageait une sérieuse compression des dépenses. M. Boissard estimait que dans la plupart des sièges d'offices régionaux, la même personne pouvait assurer à la fois les fonctions de chef d'office régional et de directeur d'office départemental. L'unification semblait, en effet, pouvoir être aisément réalisée, tant au profit des offices départementaux en ce qui concerne les opérations de compensation de main-d'œuvre qu'au profit de l'Office central quant à la coordination et au contrôle des services locaux d'où simplification d'une part et économie de l'autre.

Cette réforme, préconisée par M. Boissard et réclamée par les Offices eux-mêmes, n'a pas encore été entièrement réalisée à l'heure actuelle.

A Paris, l'unité de direction s'est faite au profit de l'Office central de la main-d'œuvre nationale.

L'organisation des services de placement préoccupe d'ailleurs toujours les pouvoirs publics. Le Ministère du Travail a procédé il y a quelque temps à une enquête relative d'une part aux relations existant entre les Offices départementaux et les Directions agricoles, d'autre part au rôle des Commissions administratives.

Cette enquête a été communiquée au Conseil National de la Main-d'OEuvre qui en a tiré des observations utiles sur la manière dont était appliquée la

législation et les remèdes à apporter à ses imperfections (1).

Il constate que l'entente n'est pas toujours parfaite entre tous les services, notamment entre les Offices publics de placement et les services agricoles. Mais les causes n'étant pas graves (inobservation des instructions, oppositions personnelles), le remède est aisé à trouver.

Le Conseil National demande que les Commis-

(1) Voici le vœu du Conseil :

« Il résulte de l'exposé des faits et de l'enquête plus générale effectuée par le Ministère du Travail dans les différentes régions, que la liaison entre les Directions des services agricoles, les organisations agricoles et les Offices publics de placement, s'effectue, en général, d'une façon satisfaisante.

« Là où la collaboration laisse à désirer, cette situation semble résulter soit d'une mauvaise compréhension, d'une mauvaise application des instructions reçues, soit dans quelques cas, d'oppositions personnelles. Ces cas particuliers étant connus, des dispositions seront prises pour améliorer la situation dans les départements en cause.

« Après lecture du rapport sur l'enquête générale relative aux Commissions administratives paritaires des Offices départementaux de placement, le Conseil National a constaté que la grande majorité des Commissions paritaires a été constituée conformément à la loi du 2 février 1925. Il demande que les départements qui n'ont pas encore leur commission paritaire la constituent d'urgence.

« Le Conseil National demande également que la désignation par roulement de membres patrons et ouvriers pour le contrôle de l'Office de placement, soit remplacée, dans les offices importants, par l'institution de la Délégation permanente prévue par l'article 6 du décret du 9 mars 1926, une telle délégation permanente existant déjà dans certains départements.

« Le Conseil National estime que les membres patrons et ouvriers des Commissions administratives et des Délégations permanentes devraient être invités à être plus assidus aux réunions et à servir de liaison entre l'Office de placement et leurs syndicats patronaux et ouvriers.

« Le Conseil National est d'avis que la création d'un guide à l'usage des administrateurs des Offices départementaux de placement serait très utile pour leur faire connaître les limites dans lesquelles s'étendent leurs attributions et les travaux qui leur incombent. »

sions administratives paritaires des Offices publics de placement soient constituées partout où elles manquent. Il préconise l'extension du système de la Délégation permanente, et de son rôle, notamment au sujet des relations entre les Offices de placement et les syndicats patronaux et ouvriers.

Ainsi donc le Conseil National ne se charge pas seulement d'élaborer des textes législatifs ; il s'occupe également de la manière dont ces textes sont mis en pratique et de trouver les remèdes propres à en assurer une meilleure application. Il y a là un excellent système qui ne peut que contribuer à relever l'utilité du Conseil National et à intensifier son activité.

PARAGRAPHE II

LES SERVICES D'IMMIGRATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE

Les services de main-d'œuvre étrangère ne devaient pas manquer d'apparaître rapidement insuffisants, en présence des besoins de plus en plus pressants de main d'œuvre qui affectent notre économie nationale.

Sur cette importante question inséparable de la précédente, de nombreux projets de réforme ont été proposés, mais aucune réglementation d'ensemble n'est encore intervenue à l'heure actuelle.

1° *Proposition de M. de Warren.* — Le 17 mars 1921, M. de Warren déposa sur le bureau de la Chambre une proposition de loi tendant à instituer un Office national d'immigration qui serait rattaché au Ministère des Affaires Étrangères.

Dans l'exposé des motifs, l'auteur de la proposition, après avoir déploré la multiplicité des services d'immigration et les inconvénients que cela entraînait tant au point de vue budgétaire qu'au point de vue du bon fonctionnement de ces organismes, concluait à la création d'un Office d'immigration pour remédier au déficit de main-d'œuvre dont toutes les branches de la production, mais surtout l'agriculture, étaient affectées. Cet Office, il le rattachait au Ministère des Affaires Etrangères parce qu'il lui apparaissait qu'aucun département ministériel n'était plus qualifié pour intervenir, soit dans le recrutement et le rapatriement des travailleurs étrangers, soit dans la discussion des conventions de travail à conclure avec les pays d'immigration.

Pour donner à cet Office toute la souplesse désirable, il le dotait de l'autonomie administrative et financière et le fractionnait en une section agricole et une section industrielle.

Le 12 octobre 1922, dans un projet contresigné par les Ministres intéressés, Ministres de l'Intérieur, de l'Hygiène, du Travail, de l'Agriculture et des Régions Libérées, le Gouvernement reprenait, en la simplifiant, la proposition de Warren.

L'Office national d'immigration devait avoir, dans ses attributions : 1° l'introduction de la main-d'œuvre étrangère ou coloniale, ainsi que les conditions de l'établissement de cette main-d'œuvre en France ; 2° l'administration de bureaux frontières ; 3° le contrôle du recrutement sur place, ainsi que le contrôle de la réception et de l'hébergement des travailleurs introduits par les organisations industrielles ou agricoles et de leur rapatriement ; 4° la surveillance de l'application des conventions du travail ; 5° l'étude des traités internationaux relatifs à l'immigration (article 2 du projet).

La plupart des idées qui ont présidé à la création d'un Office d'immigration se retrouvent dans

les projets de réorganisation des services de main-d'œuvre étrangère fonctionnant au Ministère du Travail.

Il n'a plus été question cependant de centraliser au Ministère des Affaires Etrangères tout ce qui se rapporte à l'immigration. Le rapporteur du budget du travail pour l'exercice 1925, M. Nogaro, déclarait, en effet, qu'exception faite des Ministères du Travail et de l'Agriculture dont les services de main-d'œuvre ont des fonctions analogues, tous les ministères qui interviennent dans les questions d'immigration le font sans empiéter sur le terrain d'autrui, en vertu de leurs attributions propres et normales.

Mais tout en acceptant le maintien du Service de la main-d'œuvre étrangère dans le cadre du Ministère du Travail, on aurait voulu le transformer en un office, c'est-à-dire en un service public fonctionnant sous le contrôle d'un Conseil d'administration composé à la fois de représentants de l'Etat pris dans les ministères intéressés, et de représentants de groupements professionnels tant industriels qu'agricoles.

Voici dans ses grandes lignes en quoi aurait consisté la réforme.

2° *Projet de M. Nogaro.* — L'Office de la main-d'œuvre étrangère comporterait essentiellement à Paris une section industrielle, une section agricole, une section de contentieux et d'information ; en province, des organes d'inspection ; aux frontières des centres d'hébergement et de contrôle, sur le modèle de ceux qui fonctionnent déjà, mais renforcés et plus nombreux.

Il serait doté de l'autonomie financière et administré par un Conseil d'Administration dont les éléments seraient empruntés à la Commission interministérielle de l'immigration, au Parlement et aux groupements intéressés.

Il serait alimenté d'une façon permanente par le produit des recettes résultant de la participation des employeurs au recrutement des travailleurs.

Pour justifier l'institution nouvelle, M. Nogaro, dans son rapport et à la tribune de la Chambre, s'efforça de démontrer que les services actuels des Ministères du Travail et de l'Agriculture n'avaient pas les moyens d'action nécessaires ni la compétence voulue pour contrôler non seulement le placement, mais l'installation des divers éléments étrangers et leur répartition sur notre territoire.

« Si le placement, dit-il, constitue en effet l'occasion d'un contact avec les étrangers, la protection qu'il convient de leur assurer est infiniment plus complexe : mesures d'hygiène, hospitalisation, fréquentation scolaire des enfants, questions d'état civil... ».

Il est de fait qu'avec la formation de véritables agglomérations de population étrangère, notamment dans les régions dévastées, dans les départements de l'Est et du Sud-Ouest, l'administration française est souvent dans l'obligation d'abdiquer une partie de ses pouvoirs.

Et c'est pour mettre fin à cette situation, nuisible à notre réputation et contraire aux intérêts de nos nationaux, que M. Nogaro se prononçait en faveur d'un Office de main-d'œuvre étrangère qui, pour employer ses propres termes, sortant *« du cadre étriqué et inadéquat »* des services ordinaires de main-d'œuvre deviendrait *« l'organe d'exécution commun de divers ministères chargés de réaliser une politique d'immigration rationnelle »*.

A l'opposé d'un système dont la caractéristique est de spécialiser les services de main-d'œuvre en vue de l'immigration, il en est d'autres qui, s'inspirant également de la nécessité d'une refonte générale des services existants, n'envisageaient le problème de

l'immigration que comme un aspect d'un problème plus vaste, celui de la main-d'œuvre.

3° *Conception de M. Boissard.* — Tout en se déclarant partisan d'un Office national d'immigration qui, sous le contrôle du Ministère des Affaires Etrangères, serait chargé de toutes les opérations de recrutement effectuées à l'extérieur du pays, des négociations et conventions diplomatiques s'y rattachant et de l'administration des centres d'hébergement et de contrôle, M. Boissard admettait, en regard de cet Office et sur le pied d'égalité, un Office national de la main-d'œuvre placé sous l'autorité immédiate du Ministère du Travail.

Chargé, à l'intérieur du pays, de la répartition, du placement, de la protection et du contrôle des immigrants destinés à l'industrie et au commerce, l'Office national de la main-d'œuvre comporterait deux sections principales : 1° Main-d'œuvre nationale ; 2° Main-d'œuvre étrangère.

Localement, le placement des immigrants et des travailleurs nationaux serait assuré par un service public unique : l'Office départemental ou municipal de placement.

La main-d'œuvre agricole étrangère serait l'objet d'une organisation spéciale rattachée au Ministère de l'Agriculture.

Le projet de réorganisation des services de main-d'œuvre conçu sous cette forme recueillit tout au moins l'adhésion de principe du Ministre du Travail d'alors, M. Albert Peyronnet.

4° *Conception de M. Brancher.* — Dans le même ordre de préoccupation, mais avec un souci encore plus net d'unification, M. Brancher, ancien chef du Service de la main-d'œuvre agricole au Ministère de l'Agriculture, eut l'occasion, au sein de l'Association nationale pour la protection légale des travailleurs, de défendre l'idée d'un office national comportant

trois sections : une section industrielle et commerciale, une section agricole et une section de l'immigration.

Pour ne parler que de cette dernière, dans l'esprit de M. Brancher, elle était considérée en quelque sorte comme une annexe des deux précédentes et devait remplacer les services éparés dans différents ministères et ayant dans leurs attributions les questions d'immigration.

Nous ne saurions entrer dans le détail de ce système que ses adversaires qualifient d'hybride parce que l'organisme préconisé, office doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière, aurait un caractère de quasi-monopole en même temps qu'il échapperait au contrôle suffisamment direct et rigoureux de l'Etat.

Mais du fait que les questions d'immigration ne sont pas isolées du reste, pour être résolues sur un plan supérieur, on peut mesurer la différence qui existe entre ce système et celui préconisé par M. Nogaro.

5° *Conception de M. Chabrun.* — Reprenant en partie la conception de son ancien collègue Boissard, M. Chabrun, député, déclarait lors de la discussion du Budget du travail, au début de 1925 : « *Les services de main-d'œuvre doivent-ils être exclusivement des services d'immigration, peuvent-ils être un grand service d'immigration avec, à côté, des services de main-d'œuvre ? Je réponds : l'immigration est une chose et la main-d'œuvre en est une autre... Le service que j'entrevois serait un service général dans lequel on s'occuperait à la fois de la main-d'œuvre française et de la main-d'œuvre étrangère* ».

6° *La position du problème devant le Conseil National de la Main-d'Œuvre.* — C'est précisément au moment où ce mouvement d'opinion se développait et où de nombreux projets étaient proposés, que le

Conseil National de la Main-d'OEuvre fut constitué et fut chargé par le Président du Conseil de s'occuper le plus rapidement possible de cette question de réorganisation des services de main-d'œuvre.

Lors de la discussion de la loi de finances de 1925, les articles 308 à 311, concernant la création d'un office de la main-d'œuvre étrangère et d'un office central de la main-d'œuvre nationale, avaient été disjoints sous réserve que le Gouvernement déposerait ultérieurement un projet de loi sur la question. Les discussions qui devaient se produire au sein du Conseil National avaient précisément pour but de l'éclairer et de lui permettre de prendre position.

Par une coïncidence heureuse, MM. Chabrun et Nogaro, qui avaient fourni en la matière de remarquables travaux, étaient membres du Conseil National. Celui-ci pouvait donc mieux que n'importe qui se faire une opinion.

La Commission permanente du Conseil National chargea MM. Chabrun et Nogaro de faire un rapport sur la question. Naturellement, les deux députés reprirent dans leurs rapports les idées qu'ils avaient déjà développées à la tribune de la Chambre.

M. Chabrun notamment précisa son point de vue. Il se prononçait très nettement en faveur d'un « Office de la main-d'œuvre administré par des représentants de l'Etat et des représentants des professions, s'occupant *avant tout* du problème et du contrôle de la main-d'œuvre tant nationale qu'étrangère, aussi bien industrielle qu'agricole, avec sous ses ordres, les offices régionaux réorganisés et unifiés et les offices départementaux tels que les a définis la loi du 2 février 1925 ».

Cet office, qui serait rattaché au Ministère du Travail « *pourrait borner son activité à l'organisation du marché du travail à l'intérieur du pays ; il accueillerait l'immigrant à la frontière, le soumettrait à la visite sanitaire, s'assurerait qu'il ne s'agit*

pas d'un indésirable et veillerait à ce qu'il se rende dans son lieu d'embauchage ; il suivrait le travailleur quel qu'il soit, national ou étranger, même s'il n'avait pas été placé ; il placerait les sans travail ».

M. Chabrun allait même plus loin. Il se demandait s'il ne conviendrait pas de donner à l'office ainsi constitué, un rôle dans le recrutement des travailleurs à l'étranger, rôle de direction s'il s'agissait de missions d'Etat, rôle de contrôle sur place s'il s'agissait de services privés de recrutement. Dans les deux cas, la Commission interministérielle de l'immigration pourrait servir d'intermédiaire entre les représentants de l'office et nos agents diplomatiques.

De leur côté, les offices publics de placement apportèrent au Conseil National leurs observations sur la question. Craignant sans doute qu'en renforçant les services d'immigration on en vienne rapidement à perdre de vue la protection qu'en période de chômage surtout on doit assurer à la main-d'œuvre nationale, les directeurs des offices publics de placement, exprimèrent l'avis « *qu'il était dangereux du point de vue technique de l'organisation rationnelle du marché du travail, de vouloir résoudre fragmentairement un problème qui comporte divers aspects et qui réclame une solution d'ensemble tenant compte des besoins et des intérêts en présence* ».

On sait que les offices publics de placement, non seulement sont appelés à faire du placement de travailleurs étrangers, mais sont consultés chaque fois que se pose la question de l'introduction en France d'un travailleur étranger ou celle de son maintien de séjour, sur la situation du marché du travail dans la spécialité de l'intéressé. Renseignement précieux qui, joint aux renseignements démographiques que, normalement un office de main-d'œuvre devrait posséder, pourra contribuer à assurer sur notre sol une répartition judicieuse des activités.

Les offices publics de placement ne niaient pas l'importance des problèmes d'immigration. Contrairement à ce qu'on avait pu prétendre à leur sujet dans certains milieux patronaux, ils étaient tout disposés à favoriser l'introduction de travailleurs étrangers chaque fois que, dans une catégorie professionnelle, le déficit de main-d'œuvre était trop accusé ; après s'être assurés qu'à valeur professionnelle égale, l'emploi à tenir ne trouvait plus d'occupants parmi la main-d'œuvre disponible, ils ne faisaient aucune difficulté pour accorder le visa d'introduction.

On conçoit que pour un pays qui, comme le nôtre, fait plus appel à la main-d'œuvre étrangère qu'il n'est lui-même pourvoyeur de main-d'œuvre à l'étranger, toute la question d'immigration se confondît avec la question générale de main-d'œuvre.

Si le problème s'était borné à l'introduction en France d'une main-d'œuvre de complément pour combler les vides que déplore notre industrie, la solution aurait été relativement facile. Mais la science de l'immigration tient aussi à des questions d'adaptation, de stabilité qui se posent pour les travailleurs étrangers, une fois la frontière franchie par eux. S'imagine-t-on en effet, que l'immigrant va se stabiliser dans l'emploi où il a été incorporé sous prétexte qu'un contrat le lie pour une durée déterminée à son employeur ? Questions de police et d'hygiène mises à part, ce serait bien mal connaître la mentalité de certains travailleurs étrangers que de croire toutes difficultés aplanies du fait que la situation de ces étrangers se trouve régularisée. Même si on parvient à réduire les cas d'irrégularité à l'abri desquels se font un grand nombre d'introductions, il faut compter avec les brusques ruptures de contrat. Que ce soit au détriment de l'une ou l'autre branche d'activité, ces départs, au mépris des clauses du contrat de travail, risquent, s'ils deviennent fréquents, de jeter un trouble sérieux dans le marché

du travail. Comme, d'autre part, pour sanctionner une rupture abusive de contrat, il n'est guère possible de refouler le contrevenant sur son pays d'origine, on en est réduit à exercer des mesures de rigueur contre le nouveau patron qui n'a pas pris soin de s'assurer, avant d'embaucher un ouvrier étranger, que ce dernier était « libre de tout engagement ».

Les groupements professionnels, syndicats ouvriers et patronaux étaient également intéressés à ces problèmes et aux projets de réorganisation des services de main-d'œuvre.

Si les syndicats patronaux avaient davantage le souci de voir les pouvoirs publics adopter une politique d'immigration bien définie dans le sens « *d'une coordination plus étroite entre les divers services ayant dans leurs attributions la main-d'œuvre étrangère et sous l'autorité d'un organisme central dépendant du Ministère des Affaires Etrangères* », les syndicats ouvriers demandaient que « *les services actuels soient modifiés en vue de donner des garanties aux ouvriers français et aussi aux travailleurs étrangers* ». (1)

Ces garanties, ils craignaient qu'elles ne leur fussent enlevées par une immigration excessive et insuffisamment contrôlée ; aussi réclamaient-ils que le recrutement de la main-d'œuvre étrangère ne s'opérât pour une localité ou une région qu'en vertu de contrats spécifiant bien des conditions de travail égales pour tous. Et pour assurer le respect de ces droits, ils n'avaient guère confiance qu'en un « Office général de main-d'œuvre française et étrangère » composé de représentants des départements ministériels intéressés, de représentants des offices de placement et de représentants des organisations patronales et ou-

(1) Cf. R. Templier, *Op. cit.*

vières, les questions de placement et le main-d'œuvre étrangère leur apparaissant « intimement liées ».

Le Secrétaire du Syndicat du bâtiment alla même jusqu'à écrire « *Dans notre pensée, il n'y a pas de question de main-d'œuvre étrangère ; c'est une question de main-d'œuvre tout court et de sa juste répartition où besoin est* ».

On le voit, du côté ouvrier, la question adoptée était nette ; en France, aucune solution ne saurait être trouvée au problème de la main-d'œuvre étrangère sans une organisation rationnelle du marché du travail.

A la séance du 7 janvier 1926 de la Commission permanente du Conseil National de la Main-d'OEuvre, M. Lapierre, délégué ouvrier au Conseil, demandait qu'un « Office National de la Main-d'OEuvre » fût constitué par la fusion des organismes existant à ce jour et indiquait quel aurait pu en être la composition et le rôle.

Ainsi nantie de multiples renseignements puisés à différentes sources, la Commission permanente du Conseil National étudia longuement la question. Elle n'a encore pu aboutir à une solution définitive par suite de l'intransigeance dont les adversaires ont fait preuve jusqu'ici.

Les conceptions que nous avons exposées ne sont cependant pas tellement inconciliables. On annonce d'ailleurs que des concessions ont été faites de part et d'autre, notamment en ce qui concerne la main-d'œuvre agricole.

Quand il s'agit de l'avenir économique de notre pays on peut bien admettre que le caractère absolu de certains principes, excellents en soi, mérite quelque tempérament.

Quelle que soit la solution qui sera adoptée, on doit se réjouir de voir notre pays, pour des problèmes aussi complexes et aussi délicats, entrer résolument dans une voie où d'autres l'avaient précédé depuis longtemps et avec plein succès.

Remarquons cependant que si une réglementation générale n'est pas encore intervenue, des mesures ont été prises sur certains points particuliers.

Nous rappellerons pour mémoire comment un commencement de coopération des services techniques a été exécuté par la création en 1920 de la Commission interministérielle permanente de l'immigration et par celle postérieure du Conseil National de la Main-d'OEuvre.

Nous avons vu comment ces deux organismes avaient été renforcés par l'adjonction de secrétariats permanents.

Il est une autre question qui a été réglée après avoir longtemps languie : c'est celle de la permanisation des services de main-d'œuvre.

PARAGRAPHE III

LA PERMANISATION DES SERVICES DE MAIN-D'ŒUVRE

Comme on espérait toujours qu'une solution rapide allait être donnée au problème de la réorganisation de ces services, on avait conservé au personnel le statut provisoire institué pendant la guerre. Ce personnel restait donc dans une incertitude qui finissait par lui peser.

Le 10 février 1927 la Commission permanente du Conseil National émit un vœu, demandant au

Gouvernement d'étudier la possibilité de permaniser les services de main-d'œuvre.

Le 28 mars suivant, c'est le Conseil National lui-même qui émettait un vœu demandant au Président du Conseil de reconnaître le caractère permanent aux services de main-d'œuvre en donnant au personnel une vie légale de titulaire permanent.

Ce vœu a été transformé en réalité par l'article 103 de la loi de finances du 28 décembre 1927 (1). Plusieurs emplois de titulaires étaient créés au Ministère du Travail en remplacement d'un nombre égal d'emplois d'auxiliaires.

Les décrets de permanisation, mettant cette réforme en exécution, ne parurent que beaucoup plus tard. Ils furent pris les 13 et 14 avril 1929.

Le décret du 13 avril établit le statut du personnel titulaire des services de main-d'œuvre (2). Les décrets du 14 avril déterminent, l'un les cadres et traitements du personnel titulaire des services de main-d'œuvre (3), l'autre le statut et le mode de rémunération du personnel auxiliaire et temporaire des services de main-d'œuvre (4).

Signalons en passant que le Service de la main-d'œuvre agricole, qui ne fait pas partie du Ministère du Travail, avait été permanisé antérieurement par un décret du 28 février 1929. Nous en reparlerons plus loin (5).

Il apparaît indispensable, avant de clore ce débat, de tracer un tableau rapide de l'organisation actuelle des services de main-d'œuvre en France.

(1) Voir annexe, page 192.

(2) Voir annexe, page 193.

(3) Voir annexe, page 193.

(4) Voir annexe, page 194.

(5) Voir page 57.

PARAGRAPHE IV

ORGANISATION ACTUELLE DES SERVICES DE MAIN-D'ŒUVRE

Sous réserve des attributions spéciales dévolues au Ministère de l'Agriculture, les services de main-d'œuvre sont placés sous l'autorité et le contrôle du Ministre du Travail et rattachés à la Direction du Travail.

Ils se composent : 1° des services de placement des travailleurs ; 2° d'un service de la main-d'œuvre étrangère ; 3° d'un service central chargé de la direction générale des services de main-d'œuvre.

1° *Services de placement.* — Ils comprennent des services locaux, des services régionaux et des services centraux.

1° **SERVICES LOCAUX.** — Ce sont, à la base de l'organisation, les offices publics de placement locaux : *bureaux municipaux et offices départementaux*. La plupart des bureaux municipaux fonctionnent en liaison avec les offices départementaux ou mieux, ainsi que l'Administration y pousse, comme sections de l'office départemental.

Bureaux municipaux et offices départementaux sont administrés et entretenus par les municipalités et les départements. Leur budget est généralement incorporé au budget municipal ou départemental. L'Etat leur alloue des subventions.

Leur fonctionnement technique est réglé par une commission paritaire.

Leurs attributions sont les suivantes : ils effectuent dans leur ressort, le placement des travailleurs des deux sexes, de toutes catégories, français et

étrangers, pour l'agriculture, le commerce et l'industrie. Ils recherchent les offres et les demandes d'emplois, en se tenant en rapport, si besoin, avec les offices voisins.

Ils effectuent, le cas échéant, le contrôle technique du chômage, étant chargés du visa des cartes de secours des chômeurs.

Ils tiennent des statistiques du marché du travail. Dans plusieurs villes ils ont été chargés d'effectuer l'orientation professionnelle des adolescents.

2° SERVICES RÉGIONAUX. — *Les Offices régionaux* sont rattachés directement au Ministère du Travail. C'est l'Etat qui nomme leurs agents et assume les frais de leur fonctionnement. Représentants du Ministère, leurs attributions, vis-à-vis des offices locaux, se trouvent justifiées par la loi du 2 février 1925.

Ils interviennent près des autorités locales pour faciliter la création et le développement des organismes locaux. Ils transmettent aux offices locaux les directives de l'Administration centrale, les conseillent, les aident, collaborent avec eux. Ils contrôlent non seulement leur action technique mais aussi leur gestion.

Ils assurent la compensation des offres et des demandes d'emplois entre les divers départements ou les diverses régions.

Ils organisent les migrations intérieures à l'époque des grands travaux saisonniers agricoles.

Il existe actuellement 7 offices régionaux situés à Paris, Lyon, Marseille, Lille, Nantes, Toulouse et Strasbourg.

3° SERVICES CENTRAUX. — Ce sont, à Paris : l'Office Central de la Main-d'Oeuvre et le Service de la main-d'œuvre étrangère.

L'Office central de la main-d'œuvre centralise les

informations des offices locaux et régionaux et des fonds de chômage. Il établit les statistiques hebdomadaires et annuelles, assure la publication du Bulletin du marché du travail, qui est inséré au Journal Officiel.

2°. *Service de la Main-d'Œuvre étrangère.* — Ce service collabore avec les offices de placement pour l'instruction des demandes de main-d'œuvre étrangère.

Il est chargé de recevoir les ouvriers étrangers à la frontière, d'examiner leur situation et de les acheminer sur le lieu du travail.

Il lui appartient de vérifier la situation faite aux étrangers arrivés au lieu d'emploi (conditions de travail, salaires, etc...).

Il instruit les réclamations transmises par les ouvriers étrangers.

Il replace les ouvriers étrangers sans travail et ce en liaison avec les Offices de placement.

Enfin, il vérifie les conditions d'établissement des étrangers au point de vue démographique et communique aux différents ministères les renseignements pouvant les intéresser.

Ce service comprend : 1° Un service central à Paris ; 2° des missions pour le contrôle du recrutement à l'étranger ; 3° des dépôts et des postes frontière ; 4° un contrôle à l'intérieur.

Il reste en rapport avec les Offices de placement tant pour l'instruction des demandes d'introduction que pour le placement des étrangers.

3° *Direction générale des services de main-d'œuvre.* — C'est le Ministre du Travail, responsable devant le Parlement de la politique générale de la main-d'œuvre et de la gestion des crédits inscrits au budget pour assurer le fonctionnement des services, qui assume la direction générale de ces derniers.

Il est assisté dans cette mission par le Conseil National de la Main-d'Œuvre.

C'est du Ministre du Travail qu'émanent les instructions et circulaires adressées tant aux services d'Etat qu'aux services locaux pour fixer leurs méthodes de travail et les rapports qui doivent exister entre eux.

C'est à lui qu'appartient la décision en dernier ressort.

4°. *Service de la Main-d'Œuvre agricole.* — Le Service de la main-d'œuvre et de l'immigration agricoles collabore avec les Offices de placement pour l'instruction des demandes de main-d'œuvre agricole.

Il doit être considéré à part car il dépend du Ministère de l'Agriculture.

Il a été permanisé, on le sait, par le décret du 28 février 1929 (1).

Il a pour mission de s'occuper de toutes les questions concernant :

les conditions de travail en agriculture,
l'immigration des travailleurs de l'agriculture
et des exploitations forestières,

la colonisation intérieure par la mise en exploitation des petits domaines ruraux,

la législation relative à la main-d'œuvre agricole étrangère,

l'apprentissage agricole et horticole,

l'organisation scientifique du travail en agriculture et la préparation de la mobilisation de la main-d'œuvre agricole.

Il s'occupe également des questions sociales ouvrières en agriculture notamment de celles qui se rapportent au logement et à l'hygiène des travail-

leurs ruraux, aux allocations familiales en agriculture, aux salaires ainsi que celles qui sont soumises à l'examen de l'organisation internationale du Travail (art. 1^{er} du décret).

Il comprend : 1^o un service central à Paris ; 2^o des services départementaux (Offices départementaux agricoles) ; 3^o des postes ou dépôts d'immigration ; 4^o un contrôle à l'intérieur.

En somme, les services de placement sont à la tête de l'organisation. Pour la main-d'œuvre nationale et industrielle, ils sont seuls compétents. Pour la main-d'œuvre nationale et agricole, ils doivent collaborer avec le service de la main-d'œuvre agricole. Pour la main-d'œuvre étrangère, c'est avec le service de la main-d'œuvre étrangère. Enfin pour la main-d'œuvre étrangère et agricole, il leur faut l'avis des deux services à la fois.

Toute cette organisation est en somme assez homogène et fonctionne d'ailleurs à la satisfaction générale.

Remarquons que tous les renseignements et statistiques concernant les opérations de l'ensemble de ces services de main-d'œuvre ainsi que le compte-rendu des enquêtes effectuées par eux sont communiqués à la Commission permanente du Conseil National, à chacune de ses séances. De ce fait la Commission permanente est à même de présenter toute observation utile sur les moindres détails d'organisation de ces services, de suivre leur activité notamment aux périodes de crises, d'étudier les causes et remèdes au chômage, enfin d'apporter au Gouvernement des suggestions utiles.

Au surplus les membres du Conseil National ont reçu une documentation abondante sur l'organisation de tous les services dépendant soit du Ministère du Travail, soit du Ministère de l'Agriculture.

CHAPITRE III

RÉGLEMENTATION DU PLACEMENT

Le placement est une question dont le Conseil National s'est occupé dès ses débuts. C'est d'ailleurs naturel puisqu'il a en partie été créé dans le but d'améliorer son organisation.

Nous ne retracerons pas ici l'histoire du placement privé en France. Nous nous bornerons simplement à l'étude de la nouvelle législation élaborée par le Conseil National et qui date de 1928.

1° *La législation ancienne.* — Jusqu'à cette époque, la matière du placement était régie par le décret du 25 mars 1852 et la loi du 14 mars 1904, ces deux textes ayant été incorporés au Code du Travail, Livre I, Titre IV, articles 79 à 99.

On distinguait les bureaux de placement payants, soumis au régime de l'autorisation préalable, et les bureaux gratuits, créés par les municipalités, les syndicats, les bourses du travail et qui étaient dispensés de cette autorisation, devant seulement faire une déclaration à la Mairie.

Cette législation était orientée dans le sens d'une suppression du placement payant et d'une extension du bureau gratuit. Son principe était excellent et constituait une réaction contre les abus qui à la fin du 19^e siècle avaient soulevé l'opinion contre les bureaux payants. Mais elle n'était pas parfaite. Elle était

souvent rédigée en termes trop généraux, ce qui rendit certaines de ses prescriptions inefficaces et les sanctions inopérantes.

C'est ainsi que l'art. 85 du Code du Travail, obligeant les municipalités à tenir un registre constatant les offres et les demandes d'emplois, était resté à peu près lettre morte. Nous avons vu comment était intervenue à ce sujet la loi du 2 février 1925. Nous n'y reviendrons pas.

Mais la législation de 1852 et de 1904 contenait d'autres lacunes également importantes.

Elle prévoyait bien que le fonctionnement des bureaux de placements serait surveillé, mais elle n'entrait dans aucun détail, chargeant seulement l'autorité municipale de prendre les arrêtés nécessaires à cet effet.

De même elle ne prévoyait pas toutes les petites fraudes susceptibles de léser les travailleurs tant au point de vue pécuniaire qu'au point de vue de la concurrence.

C'est dans ces conditions que le Conseil National de la Main-d'OEuvre fut chargé d'élaborer un projet de texte de loi modifiant un certain nombre d'articles du Livre I du Code du Travail et tendant à rendre plus efficace le contrôle des bureaux de placement privés et payants.

La Commission permanente du Conseil National s'occupa longuement de la question et consacra une partie d'un grand nombre de séances à la discussion du texte du projet de loi rédigé en ce sens.

Ce projet avait pour but de réprimer de nombreux abus résultant du fait que les syndicats subordonnaient le placement des travailleurs à certaines prestations qui transformaient le bureau dit gratuit en un véritable bureau payant. Naturellement ce projet souleva les protestations des syndicats, protestations que la Commission permanente enregistra avec sérénité.

Un peu plus tard, en avril 1926, un vœu fut émis par la Commission permanente du Conseil National tendant à ce que les statistiques des placements effectués par les bureaux subventionnés fussent exigées de ceux-ci et que les bureaux non subventionnés fussent invités à les fournir.

En juin 1926, la Commission permanente examina une proposition de loi de M. Paulin, tendant à réglementer l'intervention de l'autorité municipale dans le fonctionnement des bureaux de placement et à en rendre le contrôle plus efficace.

A la lumière de toutes ces discussions, la Commission permanente adopta enfin en janvier 1927 le projet du texte de loi. Ce projet fut lui-même adopté sans modification par le Parlement et devint la loi du 19 juillet 1928, modifiant les articles 79, 81, 82, 83, 88 et 102 du Livre I du Code du Travail (1).

Voyons rapidement les nouveautés apportées par cette loi.

2° *La loi de 1928.* — Tout d'abord elle étend la nomenclature des professions dont l'exercice est incompatible avec celle de gérant ou d'exploitant d'un bureau de placement, payant ou gratuit. Elle renforce et précise les termes de l'interdiction qui est faite aux personnes exerçant ces professions, des commerçants généralement, de gérer ou d'exploiter, directement ou indirectement, aucun bureau de placement, payant ou gratuit, ou même d'en posséder un dans les dépendances des locaux qu'elles occupent (art. 81).

Le législateur n'a pas voulu que le chômeur, venant chercher une place dans un bureau installé dans une boutique, dans un magasin ou tout autre local servant à l'exploitation d'un des commerces visés, fût obligé ou se crût obligé ou même fût tenté

(1) Voir annexe, page 197.

d'y consommer ou d'y acheter des denrées alimentaires, des articles d'habillement, des objets d'usage personnel, etc... L'expérience a en effet démontré, en France comme à l'étranger, que c'était là une des formes courantes de l'exploitation des chômeurs en quête d'emploi.

Tous les bureaux de placement, payants et gratuits, sont tenus d'envoyer chaque semaine à l'Office départemental de placement la statistique des offres et des demandes d'emplois et des placements effectués. L'Office sera ainsi en demeure, en bloquant toutes les statistiques, y compris les siennes, de donner une situation plus complète du marché du travail.

Le contrôle des statistiques des bureaux de placement, ainsi que le respect de la gratuité dans les bureaux gratuits, sont assurés, concurremment avec les officiers de police judiciaire par des agents appartenant aux services publics de placement (art. 81 a et b).

Le législateur a voulu que ces statistiques soient régulièrement et exactement établies.

La loi de 1928 règle une question que ne prévoyait pas la législation ancienne et que nous étudierons plus en détail dans le chapitre suivant, celle du placement des ouvriers étrangers et coloniaux.

Le recrutement, l'introduction et le placement en France des travailleurs étrangers et coloniaux, ne peuvent être faits par les bureaux de placement, à moins d'une autorisation préalable spéciale du Ministre du Travail ou de l'Agriculture. La même autorisation est nécessaire pour le recrutement en France de travailleurs de toutes nationalités à destination de l'étranger ou des colonies (art. 82 a).

La loi maintient le principe de la liberté pour les bureaux de placement gratuits ; toutefois, elle exige l'autorisation préalable lorsque le placement des travailleurs adhérents aux groupements, qui peu-

vent créer des bureaux gratuits, en constitue le but principal (article 83).

Pour les bureaux payants, la permission est accordée, après avis de l'Office départemental de placement, soit par le Maire, soit par le Préfet, soit par le Ministre du Travail, suivant que l'activité du bureau reste confinée au territoire communal ou qu'elle s'étend à plusieurs communes ou à plusieurs départements (art. 88). Si l'avis de l'Office est prévu c'est parce qu'il est chargé, aux termes de l'art. 85 a, d'organiser et d'assurer dans toutes les communes de sa circonscription le recrutement et le placement des travailleurs. Il est donc qualifié pour dire si la création d'un bureau répond réellement à un besoin ou si, en dispersant les demandes et les offres d'emplois, elle ne contribuera pas à désorganiser le marché du travail.

La loi interdit aux bureaux de percevoir ou d'accepter des dépôts ou cautionnements et de vendre des feuilles d'offres ou de demandes d'emplois.

Enfin les sanctions, tout en restant les mêmes (emprisonnement de 6 jours à 1 mois, amende de 16 à 100 francs), sont étendues aux obligations nouvelles imposées par la loi.

Ainsi la législation du placement a été très heureusement complétée par les travaux du Conseil National de la Main-d'OEuvre. Elle a apporté dans cette matière un sérieux contrôle tant préventif que répressif susceptible de faire disparaître les abus qui avaient pu se donner libre cours sous la législation ancienne. C'est au Conseil National que revient tout le mérite d'avoir résolu les difficultés et combattu les hostilités qui s'étaient dressées lors de la réforme. Les travailleurs doivent lui être reconnaissants de son effort qui a contribué à une amélioration de leur situation et à une meilleure défense de leurs intérêts.

CHAPITRE IV

LA PROTECTION DU MARCHÉ DU TRAVAIL NATIONAL

Le problème de la protection du marché du travail national tient une place extrêmement importante dans les questions de législation ouvrière. On s'en préoccupait depuis longtemps, mais ce n'est qu'après la guerre qu'elle pût être réglée à la satisfaction générale et ici encore tout le mérite en revient au Conseil National de la Main-d'OEuvre.

Pour bien éclaircir cette matière, nous la divisons arbitrairement en plusieurs parties :

PARAGRAPHE PREMIER

L'IMMIGRATION

1° *La législation ancienne.* — Avant la guerre on peut dire qu'il n'existait pas de réglementation de l'immigration au point de vue de la protection du marché du travail. La loi du 3 mars 1822, relative à la police sanitaire et qui est encore en vigueur, permettait seulement de prendre des mesures pour éviter l'introduction dans notre pays de maladies transmissibles. Mais cette loi et les règlements pris pour son exécution visaient surtout les frontières maritimes ; ce n'est qu'à titre extraordinaire qu'ils prévoyaient des mesures sur les frontières de terre.

Il existait bien une loi du 8 août 1893, modifiée par la loi du 16 juillet 1912, qui, d'après son titre, était « relative au séjour des étrangers en France et à la protection du travail national », mais elle se bornait à imposer à tout étranger, non admis à domicile, arrivant dans une commune pour y exercer une profession, l'obligation de faire au maire ou au commissaire de police une déclaration de résidence, en échange de laquelle il lui était délivré un « certificat d'immatriculation ». Ce certificat ne pouvait être refusé que si l'étranger ne justifiait pas de pièces d'identité. Muni de ce certificat, il pouvait occuper n'importe quel emploi. Il pouvait changer de résidence et occuper dans sa nouvelle résidence un emploi quelconque : il lui suffisait de faire viser son certificat.

La protection apportée au travail national par cette loi était donc à peu près illusoire. Cependant, avant la guerre, bien que la France fit déjà appel à une main-d'œuvre étrangère complémentaire, la proportion de l'élément étranger dans notre population était à peu près stationnaire.

De 1880 à 1911 elle oscilla entre 2,6 et 3 %, ainsi que l'indiquent les chiffres ci-après, tirés des résultats des dénombrements de la population publiés par le Ministère de l'Intérieur :

Année de recensement	Nombre d'étrangers	Proportion p. 100 de la population totale
1872.....	740.668	2,03
1881.....	1.001.090	2,67
1886.....	1.126.531	2,97
1891.....	1.130.211	2,97
1896.....	1.051.907	2,80
1901.....	1.033.871	2,69
1906.....	1.046.905	2,69
1911.....	1.159.835	2,95

Ce million d'étrangers était le résultat d'une immigration individuelle et spontanée. Les ouvriers étrangers qui étaient d'abord venus dans notre pays pour n'y rester que peu de temps finissaient par s'y fixer. La sélection qui s'opérait ainsi n'était pas mauvaise. Les étrangers qui se fixaient en France étaient déjà un peu assimilés ; leur petit nombre et le contact direct avec nos populations complétaient cette assimilation. « *Comme l'immigration elle-même, l'assimilation était spontanée.* » (1).

Ce n'est que très peu de temps avant la guerre que le problème commença à se poser sous un autre angle. Nos mines de l'Est, puis celles de Normandie ayant eu tout à coup des besoins massifs de main-d'œuvre, il fallut chercher à l'étranger des travailleurs disponibles. On en trouva, mais cela provoqua une intervention des pouvoirs publics et c'est ainsi que fut créé le précédent du recrutement collectif.

Pendant la guerre ce recrutement se développa et c'est de cette façon que l'immigration française changea d'aspect. L'immigration collective se substitua à l'immigration individuelle.

Un premier résultat fut un accroissement considérable de l'élément étranger en France. Dès la fin de la guerre ce mouvement s'étendit tant dans les frontières de 1914 que dans les frontières actuelles, si l'on s'en rapporte aux comptes-rendus des deux derniers dénombrements de la population publiés par le Ministère de l'Intérieur.

(1) Cf. : B. Nogaro. — La politique française d'immigration et son évolution récente. Revue de l'immigration (N° 6, Octobre 1928).

Année de recensement	FRANCE DE 1914		FRANCE ENTIÈRE	
	Nombre d'étrangers	Proportion p. 100	Nombre d'étrangers	Proportion p. 100
1921	1.417.347	3,78	1.550.459	3,95
1926	2.342.638	6,01	2.507.635 (1)	6,15

Cet accroissement de la population étrangère (2) se justifiait par le déficit causé dans notre main-d'œuvre par la guerre, par la reconstruction des régions dévastées et par la remise en marche de nos industries.

Mais on conçoit que l'opinion et les pouvoirs publics aient été amenés à attacher plus d'attention aux problèmes de l'immigration.

C'est qu'en effet l'établissement à demeure des

(1) Cette population étrangère se répartit ainsi :

Italiens	800.000
Belges	460.000
Espagnols	450.000
Polonais	310.000
Divers	500.000

(2) Voici les chiffres des entrées annuelles des travailleurs de l'industrie :

1920.	193.000
1921.	70.000
1922.	193.000
1923.	252.000
1924.	175.000
1925.	105.000
1926.	99.000
1927.	19.000
1928.	36.000

Pour l'agriculture, les entrées furent :

en 1926, de	63.000
en 1927, de	45.000
en 1928, de	62.000

étrangers en France n'impliquait plus nécessairement leur assimilation naturelle. Formés en groupements homogènes, ils auraient pu faire naître des prétentions à un régime de « minorités », ce qui eut entraîné de facheuses complications. Heureusement qu'avec un peu de bonne volonté et de clairvoyance, ces questions pouvaient être résolues à la satisfaction générale.

D'autre part, certains pays étrangers d'où nous venait la main-d'œuvre complémentaire dont nous avions besoin, tendaient de plus en plus à réglementer le recrutement sur leur territoire et à ne l'autoriser qu'au profit des pays qui donnaient des garanties à leurs nationaux au point de vue des conditions de travail, des salaires et de l'application des lois sociales.

De là la nécessité pour la France d'avoir une politique et une réglementation de l'immigration.

Les bases en furent posées pendant la guerre par la Commission administrative de l'Office central de placement, dans une série de vœux du 22 septembre, 6 octobre, 17 novembre et 15 décembre 1916 dont devait s'inspirer toute notre politique ultérieure d'immigration (1).

(1) *Vœu du 22 septembre 1916.*

I. — Que le recrutement d'ouvriers étrangers ne soit autorisé qu'après avis favorable de la Commission administrative de l'Office central de placement créé par le décret du 20 juin 1916, laquelle statuera sur les demandes formulées par les intéressés après avis des commissions administratives de placement.

A cet effet, seront appelés à siéger à la Commission administrative de l'Office central de placement, des délégués patronaux et ouvriers en nombre égal, désignés sur la présentation des organismes nationaux, des syndicats patronaux et ouvriers.

II a. — Que les commissions mixtes des offices départementaux de placement aient pour mission de déterminer si

C'est conformément à ces principes qu'ont été conclus les traités avec la Pologne (3 septembre 1919), avec l'Italie (30 septembre 1919), avec la Tché-

la demande correspond bien aux besoins réels d'une industrie ou d'une région.

Ces commissions contrôleront les contrats d'embauche qui devront préciser les salaires et les conditions du travail ; elles joindront le résultat de leurs enquêtes aux demandes adressées à la Commission administrative de l'Office central de placement. Une copie des contrats d'embauche sera déposée au Conseil des Prud'hommes ou au Greffe de la Justice de Paix du lieu où s'exécute le contrat.

II b. — Les commissions mixtes des Offices départementaux, se conformant à la délibération prise par la Commission administrative de l'Office central de placement dans sa séance du 8 septembre 1916 et pour seconder l'action du Gouvernement, devront procéder de la façon suivante et dans le plus bref délai :

1° Grouper les demandes de main-d'œuvre étrangère à importer présentées par les industriels et les agriculteurs du département après avoir contrôlé la forme des contrats d'embauche qui doivent préciser les salaires et les conditions de travail et *après s'être assurés que des logements ont été préparés à l'intention des travailleurs* ;

2° Déterminer si ces demandes correspondent bien à des besoins réels ;

3° Transmettre le résultat de ces enquêtes avec les demandes à la Commission administrative de l'Office Central.

II c. — Que la commission administrative sur le vu des enquêtes des commissions mixtes des Offices départementaux après un examen général des demandes, établisse par l'organe de la Conférence interministérielle de la main-d'œuvre le nombre d'ouvriers étrangers nécessaires pour répondre aux besoins énoncés par les commissions mixtes des Offices départementaux.

Qu'en cas de désaccord entre les demandeurs de main-d'œuvre étrangère et les commissions mixtes des Offices départementaux, le désaccord soit porté devant la Commission administrative qui devra statuer dans le plus bref délai.

Vœu du 6 octobre 1916.

III. — Qu'en aucun cas les salaires payés et les conditions de travail imposées aux travailleurs étrangers ne puissent être inférieurs au salaire normal et courant payé et aux conditions

co-Slovaquie (20 mars 1926), avec la Belgique (24 décembre 1924).

Les mêmes principes inspirent les conventions et recommandations adoptées par les Conférences internationales du travail sur le chômage (1919), sur la réciprocité du traitement des travailleurs étrangers (1919), sur l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux en matière de réparation des accidents du travail (1925).

C'est également de là qu'est sortie notre réglementation actuelle de l'immigration subordonnant l'introduction et l'admission au travail des étrangers à une série de conditions destinées à protéger le mar-

de travail en usage dans la ville ou la région, pour les ouvriers de la même profession ou de la même spécialité.

Vœu du 17 novembre 1916.

IV. — Que les employeurs soient soumis, à l'égard des ouvriers étrangers, en matière d'assurance et de prévoyance sociales, aux mêmes obligations qu'à l'égard des ouvriers français.

Que des lois françaises d'assurance et de prévoyance sociales confèrent aux ouvriers étrangers et à leurs ayants-droit, tant qu'ils résident sur le territoire français, les mêmes avantages qu'à nos nationaux.

Qu'en ce qui concerne l'extension de ces avantages aux ressortissants qui ne résident pas ou cessent de résider sur le territoire français, cette extension ne soit accordée qu'à la condition que ces gouvernements assurent au gouvernement français la réciprocité pour nos nationaux travaillant sur leur territoire et d'autres avantages de tous ordres, notamment d'ordre social et économique.

Vœu du 15 décembre 1916.

V. — Que le Gouvernement donne les instructions nécessaires en vue d'assurer aux ouvriers étrangers travaillant en France, la même liberté syndicale et corporative qu'aux ouvriers français et d'éviter que l'exercice normal de cette liberté ne puisse, en l'absence de tous autres motifs, donner lieu à l'application de mesures administratives visant les étrangers.

ché du travail national et à sauvegarder la santé publique (1).

Au surplus la plupart des pays étrangers ont été amenés, surtout depuis la guerre, à édicter des réglementations semblables et quelquefois presque identiques.

Au point de vue de la protection du marché du travail national, le texte fondamental est la loi du 11 août 1926. Cette loi, complétée par celle du 19 juillet 1928, précédemment citée, a été élaborée par la Commission permanente du Conseil National de la Main-d'Œuvre. Celle-ci en rédigea le texte dès sa première session le 9 juillet 1925 et le projet fut aussitôt déposé au Parlement. Mais il y dormit longtemps. Aussi par deux fois, la Commission permanente émit un vœu tendant à demander au Parlement de hâter la discussion du projet dans toute la mesure du possible. La loi fut enfin votée le 11 août 1926 et promulguée le 12 (2). Elle modifiait les articles 64, 98 et 172 du Livre II du Code du Travail.

2° *La loi de 1926.* — La loi interdit à toute personne, quelle qu'elle soit (industriel, commerçant, agriculteur, particulier) d'employer un étranger non muni de la carte d'identité d'étranger réglementaire (art. 64).

Toute la loi repose sur cette carte d'identité. C'est elle qui permettra à l'employeur de se rendre compte si le travailleur qui se présente à l'embauchage peut être employé par lui sans qu'il soit en contravention avec les autres dispositions de la loi.

La carte d'identité faisant déjà l'objet d'une réglementation étroite, la loi de 1926 s'est contentée

(1) Le premier texte est celui du 18 avril 1917 concernant le recrutement, la circulation et la surveillance de la main-d'œuvre étrangère et coloniale.

(2) Voir annexe, page 201.

d'en appliquer les principes. Elle innove cependant sur un point. C'est lorsqu'elle exige que la carte d'identité doit porter la mention « *travailleur* » et avoir été « *délivrée conformément aux dispositions réglementaires en vigueur* ».

Nous verrons dans un paragraphe ultérieur quelles sont ces dispositions réglementaires (1).

La loi décide que pendant l'année qui suit la délivrance de sa carte d'identité, le travailleur étranger ne peut être occupé que dans la profession inscrite sur sa carte d'identité, « *à moins, dit la loi, qu'il ne soit porteur d'un certificat délivré par un Office de placement, qui tiendra compte de l'état du marché du travail dans la nouvelle profession ainsi que de la qualification professionnelle du travailleur* ».

La loi a voulu éviter que des étrangers, désireux de travailler dans une profession déterminée, pour laquelle avis favorable ne leur a pas été donné par les services publics de main-d'œuvre, ne s'introduisent en France, en excipant d'une autre profession moins encombrée. Des faits de ce genre, signalés à maintes reprises, étaient de nature à troubler l'équilibre du marché du travail dans la profession considérée.

Un autre abus que la loi a voulu réprimer est le débauchage des ouvriers étrangers. On appelle ainsi le fait pour un ouvrier étranger de rompre son contrat qui le lie avec l'employeur, avant les délais prévus par ledit contrat et sans qu'il y ait faute quelconque de la part de l'employeur, ce départ étant provoqué par les manœuvres d'un autre employeur qui a fait à l'ouvrier des conditions pécuniaires ou matérielles plus avantageuses. Le débauchage n'est d'ailleurs pas le seul facteur de l'instabilité si souvent

(1) Voir page 85.

constatée de la main-d'œuvre étrangère. Il suffit de citer le désir du changement qui est si humain et qui pousse l'ouvrier à aller voir ailleurs si le travail où la région lui plaisent davantage.

Quoiqu'il en soit, il y a là quelque chose de très regrettable. D'une part l'employeur qui a fait tous les frais pour obtenir une main-d'œuvre s'en voit brusquement privé au moment où généralement il en a le plus besoin ; son exploitation peut se trouver compromise. Il en résulte pour lui un grave dommage.

D'autre part cette pratique apporte des perturbations dans le marché du travail. Les Offices de placement qui savent la durée des contrats ne peuvent pas prévoir que ceux-ci seront rompus prématurément ; leurs prévisions en sont plus ou moins bousculées.

On a cherché des remèdes ou plutôt des sanctions pour parer au débauchage des ouvriers étrangers. Tout d'abord, le contrat de travail oblige l'ouvrier étranger, en rupture de contrat de son fait, à rembourser à l'employeur les frais d'introduction dont il a fait l'avance, sans préjudice des dommages intérêts qui pourraient être alloués par les tribunaux.

Ces sanctions, les seules qui puissent juridiquement intervenir dès qu'il s'agit d'obligation de faire, sont le plus souvent de peu d'effet car, il faut bien le dire, d'une application incertaine. Comment en effet, retrouver l'ouvrier ? Il se garde bien en partant de dire où il va. Et même si on le trouve, comment le forcer à payer à son ancien employeur ce qu'il lui doit, alors que très probablement il n'aura pas en possession la somme suffisante ?

On a donc cherché autre chose et on a pensé à mettre en cause non plus seulement l'ouvrier en rupture de contrat, mais aussi l'employeur qui l'a em-

bauché sans s'inquiéter de cette situation. C'est ce qu'a fait la loi du 11 août 1926.

Il est désormais interdit à tout employeur d'embaucher, directement ou par intermédiaire, un travailleur étranger introduit en France, avant l'expiration du contrat de travail en vertu duquel il a été introduit (art. 64 b) :

Les sanctions sont d'ordre pénal et civil (dommages intérêts au premier employeur).

Cette interdiction ne joue pas dans trois cas :

1° Si un an s'est écoulé depuis l'introduction du travailleur ;

2° Si l'ouvrier est porteur d'un certificat du précédent employeur attestant que le contrat dont il s'agit a été résilié ;

3° Si l'ouvrier est porteur d'une carte de présentation délivrée par un Office public de placement. Ce dernier cas se présente lorsque l'ouvrier étranger, ayant rompu le contrat, s'adresse à un Office de placement. Celui-ci cherchera toujours à aplanir le différend, s'il y a eu différend, ou à essayer de faire revenir l'ouvrier chez son employeur. S'il n'y arrive pas, comme on ne peut pas laisser l'ouvrier en chômage jusqu'à la fin du contrat ou de l'année, l'Office lui délivre une carte de présentation.

La loi de 1926 a-t-elle supprimé le débauchage ? Malheureusement non, mais il ne faut pas en conclure que le principe en est mauvais. Il vaut mieux reconnaître que c'est la mise en œuvre qui laisse à désirer. Un effort a été récemment fait par l'Administration pour y remédier. Il s'agit d'obtenir par un nouvel effort des services de placement tous les éclaircissements utiles sur les causes de rupture de contrat de manière à déterminer les responsabilités exactes du patron ou de l'ouvrier.

Le Conseil National de la Main-d'Œuvre a été

saisi d'une demande de projet de règlement assurant de façon plus ferme l'application de la loi sur ce point.

Une dernière mesure est prise par la loi de 1926. Elle impose aux employeurs l'obligation d'inscrire dans les 24 heures les noms des ouvriers qu'ils embauchent sur un registre spécial qui devra être présenté à toute réquisition des agents (art. 64 c.).

La loi prévoit que ce registre est établi dans des conditions qui seront déterminées par arrêté des Ministres du Travail, de l'Agriculture et de l'Intérieur.

Cet arrêté a été pris le 20 janvier 1927 (1) par les Ministres susvisés après avis de la Commission permanente du Conseil National de la Main-d'OEuvre.

Les agents, chargés de l'application de la loi et dont il est question ci-dessus, sont les officiers de police judiciaire pour l'agriculture, ces officiers et les inspecteurs du travail pour les établissements industriels et commerciaux (art. 98).

En résumé, la législation de 1926 a apporté en la matière des principes très nets qui lui avaient manqué jusqu'ici. Son application a peut-être laissé à désirer dans la pratique, mais il n'y a là qu'un problème de mise au point qui sera, souhaitons-le, rapidement résolu par le Conseil National.

Celui-ci a d'ailleurs été saisi récemment de propositions tendant à compléter ces mesures, notamment par l'envoi d'instructions nouvelles aux Offices publics de placement lorsqu'ils se trouveront en présence d'une demande de remplacement concernant un travailleur étranger en rupture de contrat. On rappellerait dans ces instructions que l'Office doit, avant toute chose, procéder à une enquête portant sur les

(1) Voir annexe, page 202.

conditions dans lesquelles s'est effectuée la rupture de contrat, afin de faire ressortir, dans toute la mesure du possible, la part de responsabilité incombant soit à l'ouvrier, soit à l'employeur, et de permettre de réserver, le cas échéant, les droits de ce dernier.

Un fichier spécial serait tenu au Service central de la main-d'œuvre étrangère d'après les documents transmis par les employeurs victimes du débauchage.

Il est probable que le Conseil National tiendra compte, ainsi que le législateur, de ces propositions qui marquent la volonté d'une application diligente de la loi.

La loi de 1926 a, par ailleurs, été heureusement complétée par celle du 19 juillet 1928 que nous connaissons.

3° *La loi de 1928.* — Cette loi interdit à tout individu de se livrer à des opérations de recrutement pour la France et d'introduction en France de travailleurs étrangers, à moins d'avoir obtenu une autorisation des ministres compétents (art. 82 a du Livre I du Code du Travail).

L'intervention ministérielle se justifie d'elle-même. Il s'agit d'opérations mettant en jeu des intérêts dépassant le cadre local ou régional et qui peuvent engager notre politique extérieure elle-même. Il n'est pas indifférent, au point de vue politique, économique, démographique ou sanitaire, que l'immigration provienne de tel ou tel pays ; la France a, d'autre part, en la matière, des engagements internationaux dont le Gouvernement doit assurer le respect.

L'autorisation sus-visée n'est d'ailleurs accordée que sous certaines conditions prévues par un arrêté des Ministres du Travail et de l'Agriculture. Actuellement, il existe deux ou trois groupements ayant obtenu une telle autorisation.

Remarquons que cette réglementation s'applique aussi bien à l'immigration en provenance de nos colonies et protectorats, qu'à l'immigration étrangère proprement dite. Pour la première, en dehors des considérations exposées ci-dessus d'autres interviennent.

La plupart de nos colonies et protectorats souffrent, comme la métropole, du déficit de main-d'œuvre et sont obligés de faire appel à l'immigration.

D'autre part, les indigènes de certains de ces pays sont exposés, dans la métropole, en raison des différences de climat, de langue et de mœurs, à des dangers spéciaux. Des mesures ont dû être prises pour interdire la sortie des indigènes au Maroc ; des décrets successifs, dont le dernier en date est du 4 avril 1928, ont organisé le contrôle des sorties d'indigènes algériens dans l'intérêt même de ces derniers. Nous reparlerons un peu plus loin, et de façon plus détaillée de cette question dont s'est également occupé le Conseil National de la Main-d'OEuvre (1).

4° *Mesures administratives.* — En dehors de cette réglementation et aux périodes de chômage intense, les pouvoirs publics ont pris plusieurs mesures en vue d'éviter une immigration trop abondante susceptible de provoquer un chômage déjà trop important.

A la séance du 10 février 1927 de la Commission permanente du Conseil National, M. Pouillot, chef du Service central de la main-d'œuvre étrangère, indiquait les mesures prises par l'administration pour arrêter l'introduction d'ouvriers étrangers lors de la crise de chômage qui sévissait à l'époque :

1° Suspension de l'instruction des demandes d'introduction.

(1) Voir page 99.

2° Obligation du visa, par le Service central de la main-d'œuvre étrangère, de toutes les lettres de rappel permettant le retour en France d'un ouvrier étranger muni d'un congé régulier lui ayant permis de se rendre dans son pays d'origine.

3° Suspension de l'introduction des réfugiés russes, arméniens, grecs...

4° Annulation des demandes d'introduction non satisfaites à une certaine date.

5° Surveillance rigoureuse aux frontières et apposition, sur les pièces d'identité des étrangers pénétrant en France sans contrat de travail régulier, de la mention « A déclaré ne pas venir en France pour y occuper un emploi salarié ».

6° Contrôle rigoureux de toutes les demandes de cartes d'identité formulées par des ouvriers étrangers entrés en France sans contrat de travail régulièrement visé.

Le 28 mars suivant, à la séance plénière du Conseil National, M. Fallières, Ministre du Travail, déclarait : « *Désireux de réserver autant que possible tout le travail disponible à nos nationaux en chômage, le Gouvernement a adopté un ensemble de dispositions réglementant l'utilisation des travailleurs étrangers, sans se départir cependant du libéralisme et des traditions d'hospitalité de la France.*

« *La suspension momentanée de nouvelles introductions s'imposait avant tout. Corrigée par des autorisations temporaires, quand une enquête rapidement menée révélait l'impossibilité de trouver les éléments réclamés dans les disponibilités de la main-d'œuvre nationale, elle n'a apporté aucune perturbation dans la vie économique du pays.*

« *Par contre, elle a permis de reclasser un nombre appréciable de travailleurs soit français, soit*

étrangers, qui ont pu être dirigés notamment sur les mines de fer et de houille.

« Par ailleurs une entente entre les grands réseaux de Chemins de fer et le Ministère des Travaux Publics, assurant aux chômeurs étrangers qui en font la demande, leur transport gratuit jusqu'à la frontière, a permis à beaucoup d'entre eux de retourner dans leurs pays respectifs. »

Ainsi donc, les pouvoirs publics possèdent des moyens à la fois souples et énergiques de régler l'entrée de la main-d'œuvre étrangère en France et même de l'arrêter complètement au cas où une crise causerait un chômage important sur le marché national.

Il était indispensable de ne pas passer cela sous silence, étant donné les récriminations dont une certaine presse, se prétendant défenseur des intérêts ouvriers, s'est faite l'écho et les critiques violentes qu'elle a adressées au Gouvernement sur sa prétendue incapacité à défendre les intérêts de la main-d'œuvre nationale.

Nous venons de voir, dans les pages qui précèdent, comment l'immigration des ouvriers étrangers en France a été réglementée en vue de la protection du marché du travail national.

Nous allons maintenant dire quelques mots des mesures prises dans le même domaine mais à un point de vue inverse : celui de l'émigration.

PARAGRAPHE II

L'ÉMIGRATION

Avant la guerre, la France n'était pas un pays d'émigration. Nous n'avons pas de statistiques d'ensemble ; nous n'en avons qu'une pour l'émigration ou-

tre-mer ou transocéanique ; il en ressort que, de 1891 à 1913, le nombre d'émigrés sortis de France par nos ports n'a jamais atteint 7.000 par an.

Aussi notre législation sur l'émigration est-elle peu abondante : elle consiste en une loi du 18 juillet 1860 aux termes de laquelle nul ne peut entreprendre des opérations d'engagement et de transport des émigrants sans l'autorisation du Ministre.

Cette loi et les règlements pris pour son application (décrets du 9 mars et du 15 mars 1861) n'ont pas tant pour but de restreindre l'émigration que de protéger les émigrants en leur fournissant des renseignements sur les pays vers lesquels ils doivent se diriger, sur leur voyage, sur la rédaction des contrats d'engagement et surtout en leur assurant des conditions humaines de transport sur les navires affectés à l'émigration.

C'est essentiellement l'émigration outre-mer ou transocéanique et le transport des émigrants par mer qui sont réglementés par la loi et les décrets précités.

L'obligation dans laquelle se trouve aujourd'hui la France de faire appel dans une large mesure à l'immigration ne lui permet pas de favoriser l'émigration de ses travailleurs manuels vers l'étranger. Il est inutile de faire venir des étrangers si, d'un autre côté, on laisse des agences organiser sur notre sol, sans contrôle, la sortie des ouvriers français ou étrangers qui y sont occupés.

Sans doute, les statistiques de l'émigration outre-mer ou transocéanique accusent actuellement par rapport à l'avant-guerre, une régression des sorties, dont le nombre n'a pas atteint 2.000 par an de 1921 à 1925, mais déjà en 1926, on constate un léger relèvement (3.800).

La découverte récente d'agences de recrutement s'efforçant de diriger sur des exploitations étrangères les travailleurs de notre territoire et dont la plupart

avaient été introduits à grands frais, a démontré, d'autre part, la nécessité d'intervenir.

La loi du 19 juillet 1928 précitée est venue apporter dans ce domaine une réglementation efficace.

Désormais, il est interdit de recruter en France, sans autorisation, des travailleurs de toutes nationalités pour l'étranger (art. 82 a, Livre I du Code du Travail).

L'interdiction ne s'applique pas seulement aux agences, offices et bureaux qui serviraient d'intermédiaires entre les travailleurs et les exploitations fonctionnant à l'étranger. Le mot « recrutement » est plus compréhensif que le mot « placement » et s'applique aux opérations des agents de ces exploitations recrutant directement pour elles.

La même interdiction s'applique au recrutement pour les colonies. Sans doute l'émigration vers nos colonies est à encourager. Mais, dans l'intérêt même des émigrants qui ne se rendent pas toujours compte des conditions de travail et d'existence qui les y attendent, il n'est pas inutile que l'autorité publique contrôle les conditions dans lesquelles cette émigration s'effectue.

La procédure suivant laquelle l'autorisation est accordée, les conditions dans lesquelles sont édictées les règlements auxquels doivent se conformer les individus et groupements autorisés sont les mêmes que pour l'immigration. Nous n'y reviendrons pas.

Il est une remarque importante à signaler ici. C'est que le terme émigration n'englobe pas les travailleurs étrangers qui, soit après exécution de leur contrat d'embauchage, soit pour toute autre raison, retournent provisoirement ou définitivement dans leur pays d'origine. Suivant l'état du marché du travail et les mesures prises par l'administration, le nombre de ces sorties est dans une proportion très variable avec celui des entrées.

PARAGRAPHE III

LE PLACEMENT DES OUVRIERS ÉTRANGERS

Cette question a été réglementée par la même loi du 19 juillet 1928 qui la soumet à un régime spécial. Elle interdit de placer en France des travailleurs étrangers, sans autorisation des Ministères intéressés (article 82 a, Livre I du Code du Travail).

L'interdiction ne s'applique évidemment pas aux individus et groupements qui sont appelés exceptionnellement à placer quelques étrangers parmi les nombreux travailleurs auxquels ils procurent des emplois. Elle ne vise que ceux qui « se livrent à de telles opérations », c'est-à-dire ceux dont le placement des travailleurs étrangers constitue le but exclusif ou tout au moins principal, ceux qui font appel à ces travailleurs.

L'intervention gouvernementale en cette matière se justifie pour plusieurs raisons. Tout d'abord le placement des travailleurs étrangers est soumis à une réglementation spéciale. Nous avons vu qu'aux termes de la loi du 11 août 1926 un étranger ne peut occuper un emploi que s'il est muni d'une carte d'identité.

D'autre part les travailleurs étrangers ont tendance à s'agglomérer dans les grandes villes dont ils encombrement dangereusement le marché du travail, surtout en temps de crise. Aussi les services publics de placement s'efforcent-ils, dans les grandes villes, de procurer des emplois ailleurs aux chômeurs étrangers qui s'adressent à eux.

Or, de nombreux faits ont établi que, parmi les

bureaux de placement s'occupant spécialement des étrangers, beaucoup ne tenaient compte ni de la réglementation en vigueur, ni de l'état du marché du travail, qu'ils plaçaient des travailleurs étrangers en situation irrégulière et que, loin de les écarter des grands centres, ils les y attiraient.

C'est ce qui a fait apparaître la nécessité d'exercer un contrôle particulier sur les opérations de ces bureaux et de les soumettre à une autorisation préalable, même lorsqu'ils étaient créés par des associations d'un caractère désintéressé, au moins en apparence.

La procédure d'autorisation et le mode d'établissement des règlements auxquels doivent se conformer ces bureaux, sont les mêmes que pour l'immigration et l'émigration.

En résumé, la protection du marché du travail national est actuellement bien organisée par les deux lois du 11 août 1926 et du 19 juillet 1928. L'une et l'autre ont été élaborées par le Conseil National de la Main-d'Oeuvre et les projets ainsi présentés au Parlement ont été adoptés par celui-ci sans aucune modification. N'est-ce pas là le meilleur éloge que l'on puisse faire du Conseil National, surtout dans une matière aussi délicate à réglementer ?

Les deux lois ont contribué à protéger les ouvriers français contre la concurrence étrangère tout en apportant à la main-d'œuvre étrangère introduite en France des garanties compatibles avec son caractère et avec les avantages que l'activité économique de la France en a retirés.

Ici encore le monde des travailleurs doit être reconnaissant envers le Conseil National des mesures qu'il a prises.

PARAGRAPHE IV

LA CARTE D'IDENTITÉ

Nous avons vu (1) que toute la législation de 1926 reposait sur la carte d'identité. Il nous faut donner quelques précisions concernant cette formalité administrative qui est la base fondamentale de tout notre système de contrôle des étrangers entrant et résidant en France.

1° *La législation actuelle.* — Autrefois la loi (loi du 8 août 1893 reproduite à l'article 64 du Livre II du Code du Travail) exigeait, on le sait (2), un certificat d'immatriculation pour les étrangers venant en France.

Ce certificat fut supprimé par le décret du 2 avril 1917 qui créa la carte d'identité. L'article 2 de ce décret prévoyait notamment l'existence dans la carte d'identité de feuilles intercalaires sur lesquelles les étrangers devaient faire appliquer un visa à chacun de leurs déplacements. Mais cette mesure fut bientôt rendue inutile lorsque des instructions du Ministre du Travail, en date du 10 décembre 1919, établirent la libre circulation des étrangers dans toute l'étendue du pays. D'où suspension des visas et inutilité des feuilles intercalaires.

D'autre part, plusieurs textes, qui réglaient les formalités nécessaires à la délivrance de la carte d'identité, rencontrèrent dans la pratique des difficultés sérieuses.

(1) Voir page 72.

(2) Voir page 66.

Ainsi, les dispositions de l'article 9 du décret du 2 avril 1921, prescrivant le retrait des cartes d'identité aux étrangers quittant la France, furent rapidement méconnues. Le retrait des cartes à la frontière devint vite impossible dans la pratique et ne fut plus opéré.

De même le décret du 6 juin 1922 imposait aux commissaires spéciaux des postes d'entrée l'obligation d'établir la carte d'identité pour les travailleurs étrangers se présentant aux frontières. Mais cette obligation imposait aux commissaires une besogne écrasante qui ne pouvait donner que très peu de garanties.

A la faveur de ces tolérances nombreuses, les travailleurs purent entrer en France sans qu'aucune garantie fût exigée d'eux et nombreux furent les indésirables qui se glissèrent sur notre territoire.

On entreprit alors de coordonner tous les textes existants et d'en raffermir les dispositions de manière à les rendre à la fois plus souples et plus sévères. Ce fut l'objet du décret du 25 octobre 1924 (1). Ce texte fut complété et remanié à plusieurs reprises, notamment par les décrets du 9 septembre 1925, du 30 novembre 1926, du 20 janvier 1927, du 20 janvier 1928 et enfin par le décret du 10 juillet 1929 (2), cette dernière mesure formant la réglementation actuellement en vigueur. Plusieurs de ces textes ont été pris après avis du Conseil National de la Main-d'Œuvre.

Voyons rapidement les dispositions qui, à l'heure actuelle, régissent la carte d'identité.

La carte d'identité n'est exigée que des étrangers âgés de plus de quinze ans et devant résider en France plus de deux mois (art. 1^{er}). Un employeur

(1) Cf. Rapport de M. Chautemps. J. O. 25 octobre 1924.

(2) Voir annexe, page 204.

n'a donc pas à exiger la présentation de la carte d'identité des travailleurs âgés de moins de 15 ans ou ne résidant pas en France.

Cette dernière disposition s'applique fréquemment aux saisonniers et frontaliers, c'est-à-dire aux ouvriers des pays frontière qui viennent travailler en France et rentrent dans leur pays chaque soir, chaque semaine ou à l'expiration d'un délai inférieur à deux mois (1).

Au cas où un ouvrier étranger atteint sa quinzième année alors qu'il est en France, il doit faire sa demande de carte comme s'il y entraît.

L'immigrant doit, avant toutes choses, faire la preuve qu'il est entré en France d'une façon régulière, c'est-à-dire en se conformant aux conventions internationales en vigueur.

La carte d'identité est délivrée par le Préfet. Elle peut toujours être refusée ou retirée. Elle est valable pour une durée de deux ans à dater du passage à la frontière.

Tout étranger venant en France pour y occuper un emploi salarié quelconque, doit, pour obtenir délivrance de la carte d'identité, fournir un certificat sanitaire et un contrat de travail visé favorablement par l'administration française. Sur le vu de ces pièces, il reçoit un sauf-conduit lui permettant de se rendre à son lieu d'emploi et qu'il devra remettre au commissaire de police ou au maire dudit lieu en souscrivant une demande de carte d'identité.

Tout étranger muni d'une carte d'identité de travailleur agricole devra, s'il devient travailleur de l'industrie, obtenir une nouvelle carte.

En cas de changement de domicile, l'ouvrier étranger doit, avant son départ et dans les 48 heures de son arrivée, faire viser sa carte d'identité. Ces

(1) Voir paragraphe v, page 90.

visas sont apposés sur des feuilles intercalaires jointes à la carte d'identité. On a donc rétabli, à juste raison, la formalité des visas si malencontreusement supprimée en 1919.

La délivrance ou le renouvellement de la carte d'identité donne lieu à la perception d'un droit de 100 francs au cas de plein tarif et de 20 francs au cas de tarif réduit. Le tarif réduit est applicable aux familles nombreuses, aux étudiants, aux savants et écrivains ainsi qu'aux travailleurs recevant un salaire annuel inférieur à 18.000 francs.

Ces dispositions datent de la loi de finances du 27 mars 1927 et du décret du 20 janvier 1928 pris pour son application (1).

Enfin, des pénalités sont prévues à l'encontre des étrangers qui n'auraient pas demandé ou renouvelé une carte d'identité dans les délais prévus ou qui auraient contrevenu à l'une des dispositions de la loi, ainsi que contre les employeurs qui feraient travailler des ouvriers étrangers non munis de carte d'identité.

Par cette réglementation très minutieuse et qui fait intervenir fréquemment les pouvoirs publics, un contrôle sérieux est assuré tant du nombre que de la qualité des ouvriers étrangers qui entrent en France ou y travaillent et permet d'assurer ainsi une protection efficace de notre marché du travail national.

2° *Récépissés des cartes d'identité.* — La carte d'identité n'est pas délivrée immédiatement après la demande. Les formalités sont longues et nombreuses : il faut notamment une enquête de la préfecture.

Aussi, en échange de sa demande de carte, l'intéressé reçoit un récépissé. Tant que la carte d'identité ne lui a pas été délivrée, le récépissé lui en tient lieu.

(1) Voir annexe, page 208.

Il en est de même lorsque, la carte d'identité étant arrivée à expiration, l'étranger en demande le renouvellement ; la carte périmée lui est retirée et il lui en est remis récépissé.

Ce système de récépissé ne tarda pas à conduire à des abus et à des fraudes. Aussi, le Conseil National de la Main-d'OEuvre, saisi de la question et après observations de M. Bonnet qui signala les difficultés auxquelles se trouvaient parfois exposés, de la part des Offices publics de placement, les ouvriers introduits régulièrement sous l'égide du Ministère de l'Agriculture, prit la décision suivante à sa séance plénière du 21 décembre 1928 :

« Le Conseil National de la Main-d'OEuvre, constatant que les récépissés de demandes de cartes d'identité, qui sont actuellement délivrées par les Maires ou les Préfets, ne portent pas, dans la plupart des cas, l'indication du contrat sur le vu duquel le travailleur étranger est autorisé à pénétrer en France pour y être occupé, ni même souvent d'indication de sa profession ;

« Emet le vœu :

« Que les récépissés des demandes de cartes d'identité ne soient valables, pour l'emploi des travailleurs étrangers, que s'ils sont visés par les services publics de placement ou accompagnés de contrats de travail visés par ces services ;

« Que la durée de validité des récépissés soit limitée et que cette limitation soit indiquée sur le récépissé ;

« Que ces récépissés puissent être délivrés immédiatement aux travailleurs étrangers qui passent par les dépôts ou déclarent leur situation à leur entrée en France. »

Ce vœu fut adressé à la Commission interminis-

térielle de l'immigration et au Ministère de l'Intérieur. Celui-ci en a largement tenu compte. Le décret du 10 juillet 1929 a limité à un mois la validité du récépissé de demande de carte d'identité et disposé que le récépissé devait contenir toutes mentions permettant de vérifier la situation du travailleur étranger sous contrat.

PARAGRAPHE V

LES FRONTALIERS ET SAISONNIERS

On appelle *frontaliers* les travailleurs étrangers qui viennent travailler en France et retournent chaque jour ou chaque semaine dans leur pays d'origine où ils ont conservé leur domicile. Les *saisonniers* sont ceux qui viennent en France, pour un temps limité, et retournent ensuite dans leur pays d'origine.

Il aurait été abusif d'appliquer à ces étrangers les règles habituelles relatives aux cartes d'identité. Et nous avons vu en effet que le décret de 1929 les dispense de cette formalité, en prévoyant toutefois pour les saisonniers un séjour maximum en France de deux mois.

Néanmoins il y avait des inconvénients à laisser à cette catégorie de travailleurs une liberté absolue et à les dispenser totalement d'un certain contrôle. C'est pourquoi le gouvernement français prit l'initiative d'une entente avec les pays étrangers limitrophes.

Le Conseil National de la Main-d'Oeuvre fut chargé d'étudier les modalités de ces accords et sa Commission permanente indiqua les grandes lignes qui devaient y présider.

Un accord fut signé avec la Belgique le 4 juillet 1928 (1), accord susceptible d'être étendu aux autres pays limitrophes.

Cet accord ne modifie pas la disposition essentielle du décret de 1929, à savoir la dispense de carte d'identité pour les frontaliers et saisonniers. Il fixe néanmoins une procédure nouvelle qu'il est nécessaire de connaître parce qu'elle impose aux ouvriers des catégories sus-visées des obligations qui n'existaient pas précédemment.

L'accord distingue les frontaliers des saisonniers. Les ouvriers des deux catégories devront désormais posséder un carnet d'identité qui leur sera délivré par le bourgmestre de leur domicile. Pour cela ils devront présenter un certificat d'engagement. Ce certificat devra, au préalable, avoir été visé : pour les frontaliers par *l'office public de placement français compétent* (il s'agit vraisemblablement ici de l'office départemental), pour les saisonniers par *l'autorité française compétente*. (L'accord ne dit pas quelle est cette autorité. Il serait intéressant de savoir si c'est l'office départemental ou régional ou encore, selon la profession, le Ministère du Travail ou de l'Agriculture.)

Quand le carnet d'identité leur sera délivré, l'ouvrier frontalier le fera viser par l'office public de placement, l'ouvrier saisonnier le fera viser à l'entrée et à la sortie du territoire français par le commissionnaire spécial français.

Cet accord institue en réalité le contrôle de l'immigration belge frontalière et saisonnière. Il permettra aux autorités françaises de mesurer l'importance du mouvement qu'elle représente. Il permet-

(1) Voir son texte à l'annexe, page 210.

tra également de gouverner ce mouvement et de protéger, si c'était utile, d'une façon plus complète le marché du travail national, puisque les frontaliers et saisonniers belges, devant posséder un certificat de travail visé, ne pourront venir en France régulièrement qu'après avoir obtenu l'avis favorable de l'administration française.

C'est d'ailleurs, selon nous, beaucoup moins une restriction qu'un contrôle que tend à établir cet accord et nous ne pensons pas qu'on ait voulu, en le concluant, réduire une immigration traditionnelle et dont l'utilité apparaît indispensable.

On peut s'en rendre compte par la lecture d'une lettre adressée par M. Loucheur à la Chambre de Commerce française à Bruxelles (1). « *Aucune restriction, écrit-il, si minime soit-elle, n'a été apportée à l'accès en France des travailleurs frontaliers belges... Les saisonniers belges ont toujours de même été admis en France sans difficulté et ne se voient imposer que le minimum des formalités administratives... etc...* »

On est même allé jusqu'à simplifier les formalités de carte pour les saisonniers belges venant en France pour plus de deux mois.

L'administration a donc tendance à se montrer très libérale vis-à-vis des travailleurs belges.

Signalons que le chiffre des frontaliers belges représente environ 65.000 personnes, la plupart étant employés dans le département du Nord.

Cet accord est actuellement le seul de son espèce. On n'en a pas encore étendu les dispositions à d'autres pays limitrophes. Il est probable que le gouvernement veut, avant de le généraliser, se rendre compte

(1) Cf. Revue de l'Immigration (N° 10, Février 1929, p. 10).

si le régime qu'il a instauré fonctionne de façon satisfaisante, ou si au contraire des modifications seront nécessaires ultérieurement.

Il serait souhaitable que cette extension se fasse de manière à assurer à tous les ouvriers qui travaillent en France un statut bien défini et à établir avec certitude toutes les statistiques concernant le marché du travail national.

PARAGRAPHE VI

LES ÉCHANGES DE TRAVAILLEURS

Il est une dernière question qui apporte des restrictions à la réglementation générale concernant la protection du marché du travail national : c'est celle des échanges de travailleurs.

Déjà avant la guerre, beaucoup de jeunes gens, désireux de parfaire leurs connaissances linguistiques ou professionnelles, allaient pendant un certain temps faire un stage à l'étranger dans un établissement industriel ou commercial.

Après la guerre, presque tous les pays ayant apporté des restrictions à l'introduction de travailleurs étrangers en vue de protéger leur main-d'œuvre nationale, la continuation de cette pratique, du plus haut intérêt pour la formation du personnel technique, fut rendue très difficile.

Le Gouvernement français désireux d'en faciliter la reprise engagea des négociations avec différents pays étrangers, négociations qui ont abouti à deux accords, l'un avec la Grande Bretagne, l'autre avec l'Allemagne.

I . *Accord franco-anglais du 16 mai 1928 (1).*

Cet accord a pour but de faciliter l'admission de stagiaires dans les deux pays.

On appelle « stagiaires » les ressortissants de l'un des deux pays qui se rendent dans l'autre pays pour une période délimitée, afin de s'y perfectionner dans la connaissance de la langue ou des usages commerciaux ou professionnels de ce pays, tout en y occupant un emploi dans un établissement industriel ou commercial (art. 1^{er} de l'accord).

Ce sont en principe des jeunes gens, âgés de moins de trente ans, et débutant dans leur profession.

La durée du stage est limitée à un an. Le nombre des stagiaires est limité à 500 par an pour chacun des deux pays.

Les formalités varient suivant que les stagiaires ont ou n'ont pas trouvé d'emploi avant leur départ pour l'étranger.

Dans le premier cas, les stagiaires indiquent dans leur demande l'établissement où ils seront employés. Dans le second cas, ils devront obtenir un certificat de l'autorité compétente de leur pays, ce qui leur permettra de disposer dans le pays étranger d'une période de deux mois pour trouver un emploi.

Dans les deux cas, les stagiaires devront présenter au moment de leur embarquement, l'autorisation de stage et un passeport.

Ainsi donc les stagiaires anglais qui viennent en France sont dispensés de la formalité de la carte d'identité des travailleurs.

(1 Voir annexe, page 212.

Cet accord conclu pour une période allant du 1^{er} juillet 1928 au 31 décembre 1929 est renouvelable annuellement par tacite reconduction.

II. *Accord franco-allemand du 13 août 1928 (1).*

Ses dispositions sont assez voisines de celles du précédent. Le même contingent de 500 est fixé annuellement.

Cet accord prévoit une question dont l'accord franco-anglais n'avait pas parlé. Il impose aux employeurs, occupant des stagiaires, l'obligation de les rémunérer d'après les tarifs fixés par les conventions collectives existantes ou d'après les taux normaux et courants de la région.

L'accord franco-allemand ne prévoit pas le cas des stagiaires n'ayant pas trouvé d'emploi avant leur départ. Il faut donc supposer que tout stagiaire allemand venant en France, ou français allant en Allemagne devra, pour obtenir l'autorisation de stage, faire connaître l'établissement industriel ou commercial où il sera employé.

Cet accord, valable jusqu'au 31 décembre 1928, est renouvelable annuellement par tacite reconduction.

Voyons maintenant les résultats donnés par ces accords (2).

(1) Voir annexe, page 216.

(2) Nous empruntons les chiffres qui suivent à un rapport de M. Pouillot, chef du Service de la main-d'œuvre étrangère, en date du 5 juillet 1929.

1° ACCORD FRANCO-ANGLAIS

a) *Stagiaires français en Angleterre.*

Pendant le premier semestre de 1929, le Service de la main-d'œuvre étrangère a été saisi de 320 demandes de stages. Sur ce nombre, 193 autorisations ont été données, 78 sont à l'étude et 49 demandes ont été rejetées.

Les stages autorisés ou en instance d'autorisation concernent l'industrie hôtelière (126), des commerces divers (116), les établissements de crédit (16) et des industries diverses (13).

b) *Stagiaires anglais en France.*

Pendant le même semestre de 1929, le Service de la main-d'œuvre étrangère a été saisi de 96 demandes, sur lesquelles 8 ont été refusées. Les stages autorisés ou en instance d'autorisation ont porté sur l'industrie hôtelière (46), des commerces divers (35) et les établissements de crédit (7).

2° ACCORD FRANCO-ALLEMAND

a) *Stagiaires français en Allemagne.*

Toujours pendant la même période, il y a eu 79 demandes dont 3 refusées. Les stages concernent l'industrie hôtelière (55) et des établissements commerciaux (21).

b) *Stagiaires allemands en France.*

Il y a eu 246 demandes dont 7 refusées. 122 stages sont pour des établissements commerciaux, 105 pour l'industrie hôtelière et 12 pour des industries diverses.

Ces chiffres nous permettent de constater que le contingent de 500 adopté par les accords est une bonne moyenne. Alors que la France envoie beau-

coup plus de stagiaires en Grande-Bretagne que celle-ci n'en envoie en France, au contraire il vient en France beaucoup plus de stagiaires allemands que nous n'en envoyons en Allemagne.

Il est encore trop tôt pour donner un commentaire de cette constatation. Elle n'en est pas moins fort curieuse.

Ces accords sont actuellement les deux seuls qui existent et en principe donc aucun stagiaire d'un autre pays ne devrait être admis en France.

Cependant le Ministère du Travail a cru devoir se montrer bienveillant en ce qui concerne les demandes de stages émanant de jeunes étrangers originaires de pays avec lesquels nous n'avons pas conclu de convention d'échange.

Cette mesure de bienveillance a été consentie à une triple condition :

1° que le pays d'origine des stagiaires ne mette aucun obstacle à l'admission éventuelle, sur son territoire, de stagiaires français ;

2° que le nombre de stages autorisés soit au maximum de 10 par an et par pays ;

3° que la qualité de stagiaire soit nettement établie et certifiée par l'Ambassade ou la légation du pays d'origine du stagiaire.

Ces dispositions n'ont donné lieu à aucun abus, en raison du contrôle exercé, puisque, dans le courant du premier semestre de 1929, 20 autorisations seulement ont été accordées (7 Tchéco-Slovaques, 3 Polonais, 2 Russes, 2 Irlandais, 2 Autrichiens, 2 Danois, un Hollandais et un Grec.)

Parmi ces stagiaires, 8 intéressent l'hôtellerie, les autres des établissements industriels.

Il n'existe aucune statistique des Français ayant effectué un stage dans ces différents pays, ces sta-

giaires n'étant pas dans l'obligation de s'adresser préalablement au Ministère du Travail.

Il nous reste à souhaiter que le nombre des conventions relatives aux échanges de travailleurs entre la France et d'autres pays étrangers s'accroisse, ce qui ne peut être que très profitable pour la formation du personnel technique français et contribuer encore à créer ou resserrer les liens d'amitié que la France se doit d'avoir avec les autres pays.

CHAPITRE V

LE STATUT DES NORD-AFRICAINS

PARAGRAPHE PREMIER

LE PROBLÈME DE L'IMMIGRATION NORD-AFRICAINE

La question des travailleurs indigènes de l'Afrique du Nord (Arabes, Kabyles, Marocains, Tunisiens...) soulevait depuis longtemps et en particulier depuis la fin de la guerre de nombreuses difficultés.

D'une part les ouvriers français se plaignaient de la concurrence que leur faisaient ces indigènes en raison du faible salaire dont ceux-ci se contentent généralement. D'autre part, les pouvoirs publics s'inquiétaient du peu de garantie qu'offrait cette main-d'œuvre tant au point de vue moral qu'au point de vue de l'hygiène, ces indigènes étant souvent soit contaminés de maladies dangereuses et transmissibles, soit exposés à être contaminés en raison de leurs conditions d'existence tout à fait insuffisantes.

Enfin l'Afrique du Nord elle-même redoutait qu'une trop forte émigration n'entraînât une pénurie de main-d'œuvre, ce pays presque exclusivement agricole ne pouvant prospérer que par l'exploitation de ses immenses domaines.

Nous ne ferons état dans ce qui va suivre que des indigènes algériens proprement dit. En effet, les Marocains et Tunisiens sont considérés actuellement comme des étrangers, c'est-à-dire sont soumis comme ceux-ci aux formalités de la carte d'identité des étrangers.

Les indigènes algériens, au contraire, s'ils ne sont pas citoyens français, sont cependant des sujets français, l'Algérie n'étant ni une colonie proprement dite, ni un protectorat (1). C'est d'ailleurs cette question juridique qui est à la source de toutes les difficultés que soulève la matière.

Avant la guerre le droit de circuler librement n'était pas reconnu à l'indigène algérien. Une circulaire en date du 28 janvier 1905 lui avait imposé l'obligation du permis de voyage. Les indigènes ne pouvaient donc voyager sur le territoire de la Colonie ou venir dans la Métropole que munis d'un permis de voyage.

Cette obligation, qui subsiste encore dans les territoires du Sud, fut supprimée par un arrêté du Gouverneur général de l'Algérie en date du 18 juin 1913, arrêté qui fut confirmé par la loi du 15 juillet 1914 sur le régime de l'indigénat en Algérie.

Dès lors les indigènes algériens, auxquels le sénatus Consulte du 14 juillet 1865 a attribué la qualité de français, purent se déplacer librement à leur gré. Il en résulta un exode chaque année plus intense vers la métropole, exode dont les très sérieux inconvénients ne tardèrent pas à se manifester.

Beaucoup d'indigènes venus en France, sans ressources suffisantes, dans l'espoir de trouver à s'employer, n'arrivaient pas à se procurer un travail ré-

(1) Cf. à ce sujet : W. Oualid. « L'Immigration Algérienne en France ». Bulletin de l'Immigration (N° 3, Juillet 1927).

munérateur et tombaient dans une misère profonde. Certains d'entre eux vivaient à l'état de vagabondage et assez nombreux étaient ceux qui furent l'objet de poursuites judiciaires.

Dans les grands centres de population comme Paris, Lyon, Marseille, dans les régions industrielles, particulièrement dans les départements du Nord, ces indigènes, désœuvrés pour la plupart, se trouvaient amenés à se grouper et à vivre dans des conditions d'où toute hygiène et toute prophylaxie étaient exclues.

Etant donné les dangers très sérieux créés par cet état de choses pour la sécurité et la santé publiques, le Ministre de l'Intérieur dut autoriser le rapatriement d'un nombre très élevé d'indigènes. Mais cette mesure, très onéreuse pour le budget de l'Algérie et les budgets des départements traversés par les voies ferrées, ne pouvait être prise qu'à titre tout à fait exceptionnel et pour répondre à des besoins particulièrement pressants. Il faut noter d'ailleurs que dans bien des cas les rapatriés ne retrouvaient pas, avant longtemps, en Algérie, la situation qu'ils avaient imprudemment abandonnée.

Le Gouverneur de l'Algérie fut bien prié d'inviter les Préfets et les Maires, les administrateurs de communes mixtes et les chefs indigènes à appeler l'attention de leurs administrés sur le sort qui attendait ceux qui allaient dans la métropole sans s'être assurés, au préalable, de moyens d'existence certains.

Ce fut en vain ; les départs pour la France allèrent toujours croissant. La situation devenait critique dans plusieurs centres, au point de vue de l'hygiène et de la sécurité publiques, par suite du nombre de plus en plus élevé de chômeurs indigènes.

Devant l'impérieuse nécessité de remédier à cette situation et désireux d'éviter à ceux qui projetaient de venir en France les conséquences déplorables pour

eux d'un départ précipité et inconsidéré, les pouvoirs publics prirent certaines mesures. Le Ministre du Travail, de concert avec la Présidence du Conseil et le Ministre de l'Agriculture qui étaient eux aussi très préoccupés de la question, institua une commission, constituée par les représentants des départements ministériels intéressés et des personnalités connues pour l'intérêt qu'elles portaient aux indigènes algériens.

Cette commission rechercha les moyens de sauvegarder la sécurité et l'hygiène publiques, et l'intérêt bien entendu des indigènes eux-mêmes, en leur épargnant une vie de misère loin de leur pays d'origine et en leur retirant le droit de libre déplacement. Ses délibérations, il faut le reconnaître, furent inspirées avant toute autre chose, par le souci constant de l'intérêt même de l'indigène. Les inconvénients, les dangers et les déplorables conséquences maintes fois constatées de l'absence de réglementation la déterminèrent à préconiser tout un ensemble de mesures, qui firent l'objet d'une circulaire en date du 8 août 1924 (1), suivie de deux autres en date des 11 août et 12 septembre. Ces 3 circulaires furent mises en application en Algérie le 15, 29 septembre et 28 novembre de la même année.

PARAGRAPHE II

LA CIRCULAIRE DE 1924

Cette mesure réglementait l'entrée de la main-d'œuvre algérienne en France.

Tout indigène, désireux de venir travailler en France, était désormais tenu de produire, au mo-

(1) Voir annexe, page 219.

ment de son embarquement, les trois pièces suivantes :

1° Un certificat d'engagement visé par un office de placement et assurant du travail à l'intéressé dès son arrivée à destination.

2° Un certificat médical constatant que l'indigène est physiquement apte à travailler en France et qu'il n'est atteint d'aucune maladie contagieuse ni tuberculose.

3° Une carte d'identité avec photographie.

Toute une procédure était prévue pour permettre aux employeurs établis en France de se procurer la main-d'œuvre indigène qu'ils désiraient. Les contrats, préparés par les patrons, étaient envoyés par les Offices départementaux de France à celui d'Alger qui se chargeait de les remettre aux intéressés.

La circulaire ajoutait que tout indigène travaillant en France pouvait faire venir sa famille près de lui, à la condition de prouver qu'il gagnait un salaire suffisant pour la nourrir et la loger.

Le résultat de cette réglementation fut de faire diminuer le nombre des introductions d'indigènes dans de fortes proportions.

Ainsi en septembre 1924, date à laquelle il n'y avait encore aucune réglementation, puisque la circulaire n'entra en application que le 1^{er} octobre, le nombre des entrées était de 7.646. En octobre 1924 ce chiffre tomba à 531 contre 5982 en octobre 1923, en novembre 1924 : 384 contre 5908 en novembre 1923, etc...

Malheureusement ces chiffres ne se maintinrent pas longtemps. Une des raisons fut une modification apportée, à la fin de l'année 1925, à la circulaire. Désormais les Offices de placement devaient se borner à s'assurer que l'indigène venant en France, était bien demandé par un employeur, sans examiner si

la situation générale du marché du travail dans la profession ne s'opposait pas à son introduction.

Une autre raison, beaucoup plus grave, fut l'inefficacité partielle de la mesure, par suite de fraudes qui ne tardèrent pas à se multiplier.

En effet, beaucoup d'indigènes algériens, méconnaissant leur intérêt bien compris, réussirent à se soustraire aux formalités prescrites par la circulaire, grâce à la complicité, moyennant versement d'argent, d'individus toujours prêts à exploiter la crédulité et l'ignorance des uns et les préventions des autres contre l'administration. C'est ainsi que s'organisèrent des sortes d'agences clandestines de délivrance de faux contrats d'embauchage.

Même des indigènes du Maroc (où l'embarquement est strictement réglementé) réussirent à s'embarquer clandestinement dans les ports d'Algérie. Tout cela peut s'expliquer.

En effet, quelque fût la vigilance des agents des ports chargés de contrôler les départs des indigènes, il était, en fait, bien difficile de déjouer toute supercherie, et d'autre part, malgré la sérieuse surveillance dont étaient l'objet les indigènes soupçonnés de se livrer, soit en France soit en Algérie, au trafic des faux engagements de travail, des fraudes pouvaient se produire.

Ces considérations suffisent à expliquer la progression du nombre d'indigènes en France malgré le coup sérieux apporté par la circulaire de 1926.

Enfin, une dernière mesure devait réduire à néant tous les bons effets de la circulaire : celle-ci fut déclarée illégale par un arrêt du Conseil d'Etat en date du 18 juillet 1926 (1). Cet arrêt fut pris sur

(1) Voici les termes de l'arrêt du Conseil d'Etat du 18 juillet 1926 :

« Considérant que les mesures prises concernant l'embar-

un pourvoi pour excès de pouvoir formé par les indigènes algériens se basant sur la loi précitée du 15 juillet 1914. Le haut tribunal administratif fonda sa décision sur cette considération que les dispositions attaquées « bien que prises dans un intérêt d'hygiène et de sécurité publiques, ne pouvaient, en raison de l'importance des atteintes qu'elles portent à la liberté individuelle des indigènes algériens, être édictées valablement que par le Chef de l'Etat, dans l'exercice du pouvoir législatif qui lui appartient pour l'Algérie ». Cela signifiait que les mesures auraient dû être prises non par une circulaire, mais par un décret et qu'en conséquence elles étaient illégales et devaient être abrogées ainsi que tous les textes pris pour leur application (circulaires du Gouverneur général de l'Algérie et arrêtés préfectoraux).

Il semble que la décision du Conseil d'Etat puisse être discutée. Les instructions contenues dans la circulaire du 8 août 1924 ne tendaient pas en effet à apporter une restriction au principe du droit de libre déplacement dont jouissent les indigènes, mais seulement à mettre fin, par une réglementation dont

quement pour la Métropole des travailleurs indigènes d'Algérie ont pour origine trois instructions du Ministre de l'Intérieur en date des 8 et 11 août et 12 septembre 1924.

« Que ces mesures ont donné lieu à des circulaires du Gouverneur général de l'Algérie, en date des 15 et 29 septembre, 9 octobre et 28 novembre 1924 et à des instructions préfectorales.

« En ce qui concerne les instructions du Ministre de l'Intérieur.

« Considérant que le Ministre de l'Intérieur ne possède à l'égard de l'Algérie aucun droit de réglementation.

« Que s'il avait, par les instructions susvisées, entendu prendre des décisions exécutoires, lesdites décisions devraient être annulées pour incompétence.

« Mais considérant que le Ministre s'est borné à prescrire au Gouverneur général de prendre ou de faire prendre les mesures qu'il estimait nécessaires.

« Qu'ainsi il n'a pris personnellement aucune décision

le travailleur indigène devait être le premier bénéficiaire, à un désordre dont il était trop fréquemment la pitoyable victime.

Quoiqu'il en soit, la circulaire de 1924 fut abro-

susceptible de faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir.

« En ce qui concerne les circulaires le Gouverneur général.

« Considérant que par lesdites circulaires le Gouverneur général a prescrit que les indigènes se rendant en France devaient être porteurs d'une carte d'identité et que ceux qui désireraient se rendre dans la métropole pour y travailler devraient se munir, en outre, d'un certificat médical et d'un certificat d'engagement.

« Considérant que les requérants soutiennent que cette réglementation porte atteinte au droit de libre circulation des indigènes algériens et qu'elle est en outre contraire à l'article 17 de la loi du 15 juillet 1914, qui a supprimé pour les indigènes la nécessité du permis de voyage.

« Considérant, sur ce dernier point, que la réglementation ci-dessus visée n'a nullement pour effet de rétablir la nécessité d'un permis de voyage dont la délivrance serait soumise au pur agrément de l'administration et qu'elle n'est, par suite, pas contraire aux prescriptions de la loi de 1914.

« Considérant que ces mesures, bien que prises dans un intérêt d'hygiène et de sécurité publiques, ne pouvaient, en raison de l'importance des atteintes qu'elles portent à la liberté individuelle des indigènes algériens, être édictées valablement que par le Chef de l'Etat dans l'exercice du pouvoir législatif qui lui appartient pour l'Algérie.

« Qu'ainsi, et quelle que puisse être l'utilité de la réglementation instituée, il y a lieu d'annuler, pour excès de pouvoir, les circulaires susvisées du Gouverneur.

« Considérant d'ailleurs qu'il appartient à l'administration de prendre soit en Algérie, soit dans la métropole, au cas où la sûreté et l'hygiène publiques l'exigeraient, les mesures d'urgence nécessitées par la situation.

« En ce qui concerne les arrêtés préfectoraux pris en exécution des circulaires du Gouverneur général.

« Considérant que les requérants, domiciliés à Alger, ne sont recevables à attaquer que les mesures prises par le Préfet d'Alger, mais que les arrêtés des Préfets d'Oran et de Constantine n'étant que des mesures d'exécution des circulaires annulées du gouverneur général, ces arrêtés doivent être annulés par voie de conséquence... »

gée et avec elle disparaissait la seule réglementation existant en la matière. Il y avait là quelque chose de très fâcheux. Pour les raisons précédemment exposées, il apparaissait impossible d'abandonner à eux-mêmes les indigènes désireux de venir travailler en France et de ne pas tenter de les protéger contre les conséquences, déplorables pour eux, de départs inconsiderés. Il fallait, d'autre part, enrayer une immigration qui se faisait de jour en jour plus abondante. ce qui nuisait autant au marché national du travail qu'au marché algérien.

Il sembla que le remède était facile : reproduire dans un décret, signé du Président de la République, les dispositions de la circulaire de 1924, en y ajoutant des sanctions sévères contre les individus reconnus coupables de trafic de faux contrats d'engagement.

Ce n'est pas du tout dans cet esprit que les pouvoirs publics envisagèrent la question. Ils estimèrent qu'il n'y avait plus lieu d'exiger des indigènes, s'embarquant pour la France, la présentation d'un certificat d'engagement. Ce revirement d'opinion s'explique assez mal. Voici ce qu'écrivit à ce sujet M. A. Fallières, Ministre du Travail à l'époque (1) :

« Pour bien marquer qu'il n'est aucunement question de faire obstacle au départ pour la métropole des indigènes désireux d'y venir travailler, il est apparu qu'il convenait de ne plus exiger l'obtention préalable d'un contrat de travail étant donné d'une part la difficulté d'obtenir à distance cette pièce (1) et d'autre part le trafic auquel se sont livrées à cette occasion des agences clandestines.

« Le but poursuivi est uniquement de permettre aux travailleurs indigènes de se rendre dans la métropole sans difficulté mais aussi après l'accomplisse-

(1) Cf. Rapport de M. A. Fallières. J.-O. 7 août 1926.

ment de quelques formalités, faciles à remplir, répondant au double souci d'éviter aux intéressés de cruelles déceptions et de garantir l'hygiène et la sécurité publiques ».

On voit dans quel esprit on se préparait à remplacer la circulaire de 1924. Effectivement le décret du 3 août 1926 (1) qui intervint peu après apporta une modification sensible au régime antérieur.

PARAGRAPHE III

LE DÉCRET DE 1926

Désormais les indigènes désireux de venir travailler en France devaient produire au moment de leur embarquement :

1° une carte d'identité avec photographie, établissant que le titulaire a satisfait aux exigences du service militaire ;

2° un extrait du casier judiciaire constatant que l'intéressé n'a pas été frappé de condamnations graves ;

3° un certificat médical attestant que l'indigène n'est atteint d'aucune maladie contagieuse et a été vacciné depuis moins de cinq ans ;

4° La justification d'un certain pécule permettant de subsister en attendant d'avoir trouvé quelque chose.

Il n'était plus question du certificat d'engagement. Mais de nouvelles obligations étaient imposées

(1) Voir annexe, page 220.

aux indigènes. Celle du service militaire était assez inattendue. Par contre celle du certificat de vaccination était nettement insuffisante, le délai de cinq ans étant beaucoup trop long.

L'obligation de fournir un extrait du casier judiciaire était une prescription utile ; mais pourquoi n'avoir pas précisé ce qu'on entendait par « condamnations graves » ?

Enfin la grosse innovation était la justification d'un certain pécule ; l'idée était excellente, et devait d'ailleurs être étendue plus tard ; mais on aurait dû préciser le montant de ce pécule.

En somme, la nouvelle réglementation était moins sévère que l'ancienne. Comme le disait le Ministre du Travail (1), *« ces quelques conditions laissent intact le principe de la liberté de voyage ; elles n'affectaient qu'un caractère de mesures de protection, d'hygiène et de sécurité. Il y avait dès lors lieu de présumer que les indigènes, du moins ceux bien intentionnés, ne pourraient se méprendre sur le sentiment de sollicitude à leur égard qui les avaient inspirés »*.

Le mot « sollicitude » est caractéristique. Il dépeint bien l'état d'esprit de la réforme. La suite nous apprendra que ce bon sentiment fut mal récompensé.

Quoiqu'il en soit, le décret de 1926 eut des effets immédiats : 5.183 algériens furent introduits en septembre 1926, 8.253 en octobre et 6.004 en novembre. En France, les chômeurs indigènes furent plus nombreux que jamais, les marchands de tapis plus fréquents qu'auparavant. En Algérie la main-d'œuvre fut encore moins abondante qu'autrefois (2).

(1) Rapport cité.

(2) On peut estimer à 100.000 environ le nombre des indigènes actuellement en France. La région parisienne à elle seule doit en être pourvue de 35 à 40.000.

Naturellement toutes les difficultés et les protestations qui s'étaient élevées avant la circulaire de 1924 réapparurent avec d'autant plus d'acuité que tout le monde s'était bien trouvé de cette mesure.

C'est dans ces conditions que le Conseil National de la Main-d'OEuvre fut saisi de la question et chargea sa Commission d'étudier les mesures nouvelles qui pourraient être prises.

Il fut question de constituer dans chacune des trois régions du Nord, du Centre et du Midi où les indigènes se rendaient le plus volontiers, une section de placement indigène, au sein même d'un Office départemental ou régional de placement. Le rôle de ces sections aurait été d'abord d'opérer le recrutement des indigènes algériens occupés dans la région et de vérifier s'ils sont munis de pièces d'identité régulières, ensuite et surtout de se tenir en rapport constant avec les industriels employant de la main-d'œuvre indigène, lesquels se seraient adressés à elles chaque fois qu'ils auraient eu besoin de nouveaux ouvriers. Les demandes d'embauchage auraient été transmises, par le soin de ces sections, aux Offices départementaux de placement de l'Algérie, qui auraient recruté sur place les travailleurs nécessaires et les auraient dirigés sur leur destination, en leur remettant un contrat de travail régulier.

Cette réglementation n'aurait eu aucun caractère vexatoire puisqu'elle n'aurait été établie que dans l'intérêt de l'indigène désireux de se procurer du travail en France et chacun aurait été libre de s'y conformer ou non.

Il est évident qu'au début, beaucoup d'indigènes auraient préféré s'embarquer sans contrat préalable, mais les sections de placement auraient pu obtenir des industriels de leur région qu'aucun em-

bauchage d'indigène ne soit fait sans leur intermédiaire. De cette façon on serait vite parvenu à généraliser une mesure qui n'aurait rien d'obligatoire.

On serait arrivé ainsi à réglementer l'émigration sous un régime de libre sortie et à instituer un véritable contrôle du chômage.

Malgré cette intéressante proposition de M. A. Gérolami, directeur du Service des affaires indigènes nord-africaines (1), le Conseil National se contenta d'adopter le vœu suivant :

« Que d'une part le contrôle des indigènes à la sortie au point de vue médical soit renforcé ; que le certificat médical soit uniquement délivré à la commune d'origine et par les médecins de l'administration et qu'un contre-contrôle médical soit organisé à Marseille et Port-Vendre, ports de débarquement.

« Que, d'autre part, le montant du pécule soit relevé et que des mesures soient prises pour s'assurer qu'il est bien la propriété de l'indigène désirant s'embarquer, qu'une partie de ce pécule représente son rapatriement éventuel, une autre les frais de son entretien en attendant qu'il trouve du travail.

« Enfin que soient dispensés de la seconde partie de ce pécule, les indigènes qui justifieront d'un engagement de travail dûment visé par l'Office public de placement du département de l'employeur ».

Ces suggestions furent adoptées par le Ministre de l'Intérieur. Le décret du 4 avril 1928 (2) pris sur son initiative a apporté des améliorations sensibles au régime concernant les Nord-Africains.

(1) Cf. A. Gérolami. Le problème de l'immigration Nord-Africaine à Paris. Interviews politiques, économiques et financières. Paris. (N^{os} 8 et 9, août et septembre 1928).

(2) Voir annexe, page 220.

PARAGRAPHE IV

LE DÉCRET DE 1928

L'indigène, au moment de son embarquement devra désormais présenter les pièces suivantes :

- 1° Une carte d'identité avec photographie.
- 2° Un extrait du casier judiciaire constatant que l'intéressé n'a pas encouru de condamnations graves.
- 3° Un certificat médical attestant que l'indigène n'est atteint d'aucune maladie contagieuse et a été vacciné depuis moins de 5 ans.
- 4° Un reçu du receveur municipal de la commune d'origine de l'indigène constatant que ce dernier a versé à la caisse du receveur la somme représentant le prix d'un passage sur mer en 4° classe, soit environ 125 francs.
- 5° Un billet de passage sur le paquebot en partance pour la France, billet que l'indigène aura retiré à ses frais.
- 6° Un pécule de 150 francs au minimum dont l'indigène devra être porteur à son arrivée sur le paquebot et qu'il devra représenter de nouveau lors de son débarquement, pécule qui lui permettra de subsister en attendant d'avoir trouvé du travail.

Cette nouvelle mesure n'est pas parfaite en ce sens qu'elle n'exige pas que l'indigène ait un engagement avant de s'embarquer. Néanmoins les nouvelles conditions qu'elle apporte sont d'une certaine efficacité.

En effet les six pièces que l'indigène doit fournir nécessitent de sa part la possession d'une somme minimum de 500 francs avant le commencement des formalités. Or, d'une part, il est assez rare qu'un ou-

vrier indigène soit normalement en possession d'un tel pécule, l'épargne n'étant pas une de ses qualités premières (1). D'autre part, même en possession de cette somme, il faudrait que le désir d'émigrer soit bien fortement ancré dans son esprit pour résister aux deux suggestoins qui se présenteraient à lui, à savoir tout d'abord la perspective de ne pas trouver de travail en France et d'y mener une vie misérable, ensuite et surtout le désir de retourner au sein de sa famille et de s'y reposer pendant deux ou trois mois.

Ces considérations peuvent paraître futiles mais quand on connaît tant soit peu l'esprit de l'indigène algérien, elles prennent un relief singulier.

Cependant le décret de 1928, quoique marquant un progrès sur le régime antérieur, est encore trop libéral. Espérons que les pouvoirs publics sauront prendre les mesures qui s'imposent.

Le Conseil National de la Main-d'Oeuvre s'occupe d'ailleurs toujours de la question. Sa Commission permanente l'a examinée récemment au point de vue de l'hygiène et du contrôle sanitaire des immigrants algériens ainsi qu'au point de vue d'une meilleure coordination des services de placement de France et d'Algérie. Précisons ces points particuliers.

PARAGRAPHE V

LE CONTRÔLE ET LE PLACEMENT DES INDIGÈNES ALGÉRIENS

Nonobstant la réglementation dont nous avons ci-dessus retracé l'évolution, les pouvoirs publics ont pris certaines mesures pour protéger l'indigène algé-

(1) Il est vrai, toutefois, qu'il peut se procurer cet argent à des taux plus ou moins usuraires.

rien contre les risques de chômage ou de maladie qui peuvent l'atteindre en France.

Déjà pendant la guerre toute une organisation avait été prévue pour assurer à la fois le recrutement, la réception, la répartition, l'administration et la surveillance des ouvriers indigènes (1). Elle s'expliquait par leur nombre abondant, l'Algérie laissant faire ou même provoquant ce mouvement qui fournissait des bras précieux aux fabrications de guerre.

Des logements salubres (2) étaient mis à la disposition des indigènes qui connaissaient ainsi un confort relatif.

Après la guerre, ce fut différent. Les usines de guerre ayant ralenti ou arrêté leur activité, les centres de guerre furent progressivement dissouts. Les indigènes furent laissés à eux-mêmes quant au soin de se loger, de se soigner... On aperçut vite les inconvénients de cet état de chose. Entassés par huit ou dix dans des pièces exiguës, ne prenant aucun soin de leur personne ou de leur santé, vivant dans des conditions d'hygiène et de promiscuité lamentables, ils eurent vite fait de contracter de graves maladies, dont la principale était la tuberculose.

Il devenait de toute nécessité d'enrayer ce mal tant au point de vue des populations au milieu desquelles ils vivaient qu'au point de vue de l'état sanitaire de l'Algérie où ils auraient pu ramener des germes redoutables.

Deux foyers d'assistance furent créés à Marseille et à Paris, sur l'initiative privée (3).

En mars 1925 fut créée à Paris la Section de surveillance et de protection des indigènes nord-

(1) Cf. M. Mercier. Etude sur la crise de la main-d'œuvre en Algérie. Carbonel éditeur, Alger 1929.

(2) Notamment des baraques Adrian.

(3) Sous l'impulsion de M. Billiard, président de la Chambre de Commerce d'Alger.

africains. Corrélativement un Office de protection des travailleurs indigènes fut constitué dans la capitale. Ces deux organismes comprennent des foyers, des dispensaires et des services de placement, ainsi qu'un service de police chargé de surveiller les individus dangereux, de déceler les falsifications de cartes d'identité, etc...

Ces organes travaillent sous l'égide du Ministre de l'Intérieur (Direction des affaires indigènes), auquel ils ont été rattachés en décembre 1928, de la Préfecture de Police et de la Préfecture de la Seine. Leur direction est assurée par le chef du Service des affaires indigènes nord-africaines (1).

Devant les résultats donnés par cette création administrative, le Conseil National de la Main-d'Œuvre manifesta le désir de voir créer d'autres offices dans certaines villes. Son vœu fut réalisé et trois arrêtés du Ministre de l'Intérieur en date du 3 novembre 1928 ont créé à Saint-Etienne, à Bordeaux et à Marseille des services des affaires indigènes nord-africaines destinés à assurer l'assistance aux indigènes de l'Afrique du Nord qui sont en résidence ou de passage dans ces villes ou dans les départements voisins. Ces arrêtés ont été pris en application d'un décret du Président de la République du 27 octobre 1928 qui a fixé l'organisation des services des affaires indigènes nord-africaines.

Ajoutons que le contrôle médical tel qu'il est prévu par le décret du 4 avril 1928 a été complété par des circulaires du Gouverneur général de l'Algérie en date du 26 juin 1928, inspirées par le Service central de l'Hygiène publique.

S'il est bon d'organiser des services d'assistance aux indigènes algériens, il serait également souhai-

(1) M. A. Géroldi.

table d'organiser pour eux des services de placement. Il fut un moment question de créer un Office algérien de la main-d'œuvre (1). Ce serait un organisme autonome, à personnalité morale, doté de l'autonomie financière, fonctionnant comme une société anonyme sous le contrôle du Gouvernement. Cet office aurait une politique de contrôle et de réglementation de l'émigration algérienne, arrêterait les migrations d'indésirables et s'assurerait que la réglementation est bien appliquée. Il pourrait étudier les réformes à opérer telles que le rétablissement de l'obligation du contrat de travail, le problème du logement des indigènes. Il pourrait s'entendre avec certains organismes métropolitains comme la Société d'Immigration (2), pour suivre une bonne politique de migration.

Ce projet, quoique excellent, n'a pas été adopté, le Gouvernement y ayant renoncé devant certaines critiques qui lui furent adressées.

Au lieu d'un Office autonome, on a créé un « Service administratif de la main-d'œuvre » dont l'effectif est très réduit (4 à 5 personnes).

Ce service (3), institué par l'arrêté du 11 décembre 1929, est assisté d'un « Comité consultatif permanent » créé en même temps.

Ce Comité joue en petit le rôle du Conseil National de la Main-d'OEuvre. Il est chargé de donner

(1) Cf. M. Mercier. Op. cit.

(2) La Société d'Immigration, 35 rue St-Dominique, à Paris, a été fondée en 1923 par l'Union des industries métallurgiques et minières, le Comité des houillères et la Confédération générale des associations agricoles des régions dévastées. Elle joue un rôle très actif dans l'immigration des ouvriers étrangers. Sa revue présente un intérêt documentaire de premier ordre.

(3) Le Directeur actuel en est M. C. Gerolami, frère du Chef du Service des affaires indigènes nord-africaines, à Paris.

son avis sur toutes les questions concernant le recrutement, l'emploi, le logement, le transport et le salaire de la main-d'œuvre.

Nous ignorons les résultats donnés par le nouveau service, mais s'il doit apporter de notables améliorations dans l'organisation du placement des indigènes algériens en France et en Algérie, il ne résoudra pas définitivement la délicate et irritante question de la politique générale à suivre à l'égard de nos populations indigènes de l'Afrique du Nord.

S'il est vrai, comme dit M. Oualid (1), que les restrictions apportées à leurs droits peuvent être considérées par elles comme une *capitis deminution* dont peut souffrir leur amour-propre et dont peut se ressentir leur attachement à la France, il faut avoir le courage de passer outre à des considérations sentimentales pour s'en tenir au terrain de la réalité et des intérêts de la population indigène ainsi que de la prospérité de la colonie.

M. Oualid justifie une réglementation précise par trois points de vue.

Au point de vue ethnique, les immigrants algériens sont trop éloignés de la nation française par leur mentalité, leurs mœurs ou leur civilisation. Les indigènes qui viennent en France ne sont généralement pas les meilleurs éléments de notre colonie. Ce sont soit des paresseux, soit des déclassés, peu robustes et d'aptitudes professionnelles médiocres. S'il est bon d'en laisser rentrer en France, il faut les filtrer avec soin.

Au point de vue politique, la question est très délicate. Un mouvement de migration libre aurait pour effet de créer en Algérie une masse de mécontents dont la demi-francisation trop hâtivement développée amènerait un danger. Ce n'est point l'inté-

(1) Op. cit.

rêt de la France, d'autant plus qu'en pareille matière une aspiration encore informulée est bien vite exploitée.

Enfin, au point de vue économique, l'Algérie étant un pays minier et surtout par essence agricole, la métropole qui est son plus gros client a intérêt à trouver chez elle, à un prix abordable, les denrées et matières qui lui sont nécessaires. L'Algérie importe déjà une main-d'œuvre italienne et espagnole croissante ; elle a donc besoin de bras. La priver de sa main-d'œuvre naturelle l'exposerait à tous les dangers du dépeuplement.

M. Oualid aboutit à cette conclusion que la question de la circulation des indigènes entre l'Algérie et la France est actuellement réglée préventivement d'une manière rappelant à grands traits la réglementation répressive des Etats-Unis.

Cette solution n'a point à son sens la brutalité du contingent numérique ; elle est dictée par le souci de tenir compte de considérations d'hygiène, de sécurité et d'équilibre économique. Mais, ajoute-t-il, elle pose beaucoup plus le problème qu'elle ne le résoud.

Il n'y a rien à ajouter à cette conclusion qui laisse l'avenir lourd de difficultés. Néanmoins il est permis d'espérer que, dans un temps prochain, une réglementation moins libérale que le décret de 1928 interviendra. Il y va de l'avenir économique et de la paix sociale de notre grande et belle colonie.

CHAPITRE VI

EMPLOI OBLIGATOIRE DES MUTILÉS DE GUERRE

Dès la cessation des hostilités on se préoccupa du sort des nombreux mutilés qui, en raison de l'amoindrissement de leurs capacités physiques, n'auraient pu que difficilement trouver un emploi satisfaisant, ce qui aurait pu conduire à la misère toute une catégorie particulièrement intéressante d'individus.

C'est pour parer à cette sombre éventualité que fut promulguée la loi du 26 avril 1924 (1) assurant l'emploi obligatoire des mutilés de guerre. Voyons rapidement sa contexture.

PARAGRAPHE PREMIER

LA LOI DE 1924

Toutes les exploitations industrielles et commerciales occupant régulièrement plus de 10 salariés et toutes les exploitations agricoles et forestières occupant régulièrement plus de 15 salariés sont tenues d'employer des pensionnés de guerre dans une cer-

(1) Voir annexe, page 223.

taine proportion qui ne pourra dépasser 10 % et que devra annuellement fixer un arrêté du Ministre du Travail.

Les exploitations qui dans un délai de deux ans n'auraient pas atteint le pourcentage fixé, devront payer une redevance de 6 francs par jour et par pensionné. Le produit de cette redevance sera affecté à un fonds commun destiné à être utilisé au profit des pensionnés de guerre.

Le salaire des pensionnés ne pourra être inférieur au tarif normal et courant de la profession et de la région, sauf au cas où il est établi que le pensionné se trouve, de par son invalidité, dans une condition d'infériorité notoire sur les ouvriers de la même catégorie.

Diverses commissions sont organisées pour établir les certificats de capacité professionnelle et pour connaître de tous les différends pouvant surgir entre les patrons et les pensionnés ou entre le patron et l'Office de placement qui lui a procuré le pensionné.

Cette loi ne devait entrer en application qu'après la parution de différents textes prévus par elle.

Tout d'abord la proportion des mutilés à employer dans les entreprises assujetties à la loi fut fixée uniformément à 10 % par un arrêté du Ministre du Travail en date du 16 juillet 1925 (1).

Les dispositions de cet arrêté furent prorogées jusqu'au 31 décembre 1928 par un arrêté du 9 mars 1928 (2). Elles sont toujours en vigueur à l'heure actuelle, mais elles vont prochainement subir une modification.

On s'est aperçu, en effet, que si toutes les entreprises assujetties à la loi devaient occuper des mu-

(1) Voir annexe, page 230.

(2) Voir annexe page 231.

tilés dans une proportion de 10 %, par rapport à leur personnel, le nombre actuel des mutilés n'y suffirait pas. Il faut donc de toute nécessité que le taux de 10 % soit abaissé ou bien de façon uniforme ou bien dans des proportions différentes suivant les entreprises ou les industries considérées.

La question est actuellement à l'étude devant la Commission permanente du Conseil National. Elle n'est pas facile à résoudre étant donné la multiplicité des intérêts à concilier.

Un autre règlement intervint en application de la loi de 1924 : le décret du 10 novembre 1927 régla le mode de constitution et de fonctionnement des commissions prévues par la loi.

Mais il restait à prendre le règlement d'administration publique relatif à l'application générale de la loi de 1924 et que celle-ci prévoyait dans son article 19. Ici encore c'est le Conseil National de la Main-d'Œuvre qui fut chargé de l'élaboration du projet de règlement.

L'ordre du jour de la première séance du Conseil National, en date du 24 juin 1925, portait, sous le n° 4, la phrase suivante : « Définition du rôle des Offices publics de placement dans l'application de la loi du 20 avril 1924, assurant l'emploi obligatoire des mutilés de guerre ».

On avait, en effet, vu immédiatement que l'un des points délicats qu'il fallait éclaircir au plus tôt était le rôle des Offices de placement dont la loi de 1924 parlait peu. Or, ces Offices étaient appelés à jouer dans l'application de la loi un rôle essentiel puisque c'est à eux qu'étaient tenus de s'adresser d'une part les employeurs désirant se procurer les mutilés qui leur feraient défaut, d'autre part les mutilés à la recherche d'un emploi.

Le Conseil National chargea sa Commission permanente d'étudier la question. Celle-ci s'adressa immédiatement à l'Office national des mutilés pour lui

demander son avis sur le projet de règlement. Cet avis ne fut pas adopté par la Commission permanente. Il s'ensuivit de longues discussions qui retardèrent considérablement l'élaboration du projet de règlement.

Enfin la Commission statua définitivement sur ce sujet, après avoir reçu les pouvoirs du Conseil National de la Main-d'Ouvre, et le Conseil d'Etat fut saisi du projet de règlement.

Ce n'est qu'après un long séjour à la Haute Assemblée que le projet put enfin être adopté définitivement et devint le décret du 9 juin 1928 (1).

PARAGRAPHE II

LE DÉCRET DE 1928

Le texte précise le rôle des Offices publics de placement. Ceux-ci doivent s'assurer si tous les employeurs assujettis à la loi s'adressent à eux et être exactement renseignés sur les pensionnés de guerre qui se réclament, près d'eux, de la loi pour obtenir un emploi.

Le décret prévoit, dans ce but, que chaque Office public de placement devra posséder un registre ou fichier. Ce registre devra être visé annuellement par le Préfet.

Ce décret règle également la procédure à suivre lorsque les décisions de l'Office public soulèvent des conflits avec les employeurs.

Il définit le rôle exact des commissions d'arron-

(1) Voir annexe, page 237.

dissement et celui des commissions départementales de contrôle prévues par la loi.

Il précise enfin la manière dont sera calculée la redevance à verser par les patrons, les conditions dans lesquelles elle jouera et l'emploi qui en sera fait.

Ce règlement est très complet. Il reproduit, à très peu de choses près, le texte élaboré par la Commission permanente du Conseil National.

CHAPITRE VII

LES QUESTIONS AGRICOLES

En dehors des questions de main-d'œuvre étrangère et coloniale que nous avons exposées, le Conseil National de la Main-d'OEuvre s'est également occupé des travailleurs agricoles proprement dit, nationaux ou étrangers, et a pris part à l'étude ou à l'élaboration de plusieurs projets destinés à améliorer leur sort soit au point de vue de leur situation matérielle, soit au point de vue de leur placement et de leur répartition.

PARAGRAPHE PREMIER

INSTABILITÉ DE LA MAIN-D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE EN AGRICULTURE

Depuis longtemps on constatait que les travailleurs agricoles étrangers faisaient preuve quant à leur fixité dans un emploi, d'une inconstance vraiment désespérante. Les employeurs se plaignaient de cet état de choses nuisible à leurs intérêts.

C'est dans ces conditions que la Commission permanente du Conseil National de la Main-d'OEuvre, qui, quelques mois auparavant, avait déjà en-

registré les doléances d'un de ses membres à ce sujet, décida, dans sa séance du 3 décembre 1926, d'étudier les raisons pour lesquelles les travailleurs étrangers ne se stabilisaient pas suffisamment en agriculture.

Elle chargea un de ses membres, M. M. Paon, Chef du Service de la main-d'œuvre agricole au Ministère de l'Agriculture, de préparer un rapport sur la question. Ce rapport extrêmement complet apporta sur cette matière de lumineuses précisions. Voyons-en les principales dispositions :

Les causes de l'instabilité de la main-d'œuvre étrangère sont complexes, dit M. Paon. Les unes jouent aussi bien pour la main-d'œuvre française que pour la main-d'œuvre étrangère ; les autres sont spéciales à celle-ci.

Pour M. Paon, le fond de la question réside dans le déséquilibre économique qui n'a cessé d'exister depuis de longues années entre l'agriculture et l'industrie française. Celle-ci mieux protégée a pu assurer à ses travailleurs un *standing of life* plus élevé que ne pouvait le faire l'agriculture écrasée sous de multiples crises. Il en est résulté une constante infériorité des salaires agricoles et l'impossibilité d'introduire dans le monde rural les améliorations d'ordre social dont bénéficiait le monde industriel et commercial.

Au point de vue particulier de la main-d'œuvre étrangère, son instabilité varie beaucoup selon les nationalités car à côté des conditions matérielles interviennent une quantité de facteurs ethniques et moraux dont on ne peut négliger l'importance.

L'enquête effectuée par M. Paon n'a porté que sur les travailleurs polonais et tchéco-slovaques. Elle a donc laissé de côté la nombreuse main-d'œuvre italienne et espagnole qui travaille dans les régions agricoles du Midi et du Sud-Ouest de la France ainsi que la main-d'œuvre belge et hollandaise qui tra-

vaille dans le Nord (1). Malgré cette lacune (2) le rapport établit qu'à certaines époques l'importance des ruptures de contrat avant la date fixée pour leur expiration normale atteint 18 % du nombre des introductions et il catalogue comme suit les causes de rupture :

Différends relatifs aux taux des salaires	25 %
Différends provenant des conditions de travail	18 %
Réclamations résultant des conditions de logement	11 %
Ruptures provenant de recrutements d'ouvriers non qualifiés	7 %
Règlement tardif ou irrégulier des salaires..	3,5%
Maladie de l'ouvrier	3,2%
Réclamations concernant la nourriture	1 %
Débauchage d'ouvriers en cours de route ..	1 %
Retenue des pièces d'identité	0,5%

Soit, au total 70,2%

Le surplus, c'est-à-dire 30 % environ des cas de

(1) Voici, à titre d'exemple, comment se répartissent les 163.000 ouvriers agricoles étrangers qui travaillaient en France en 1927 :

Espagnols	52.000
Italiens	41.000
Polonais	32.000
Belges	19.000
Suisses	7.000
Tchéco-Slovaques	3.000
Portugais	2.000
Russes	1.500
Serbes	1.000
Divers	5.000

(2) M. Paon précise que les travailleurs polonais et tchéco-slovaques, connaissant mal notre langue, sont plus incités que les autres à recourir aux services officiels pour aplanir les différends. Aussi les statistiques qui les concernent sont plus proches de la réalité.

rupture, est imputable à la seule volonté de l'ouvrier sans qu'un motif plausible quelconque ait pu être enregistré.

1° *Salaires.* — Les chiffres précédents montrent que les différends relatifs au taux des salaires sont assez nombreux. Ces différends s'expliquent. L'employeur, ne sachant pas exactement quelle sorte d'ouvrier il va recevoir, porte sur sa demande le salaire le plus bas de la catégorie professionnelle à laquelle doit appartenir l'immigrant. Or plusieurs raisons incitent l'employeur à ne pas toujours relever rapidement ce salaire. D'une part, il lui répugne de supporter seul les frais du voyage de l'ouvrier et il a tendance à en récupérer une partie sur le salaire.

D'autre part, il constate que l'immigrant ne rend pas toujours les mêmes services qu'un ouvrier français, ce qui peut tenir soit à son inadaptation aux méthodes françaises, soit à sa méconnaissance de la langue, soit aux caractères de sa race.

Dans le premier cas, l'employeur a tort car il viole les termes du contrat. Mais il est facile de prendre des sanctions. Dans le second cas il est dans son droit, mais c'est l'ouvrier qui ne se rend pas compte de son infériorité et demande un réajustement de son salaire, d'où conflit.

En dehors de cette cause d'instabilité propre au salaire lui-même, il en est une autre qui réside dans la variabilité des salaires selon les départements. Comme les ouvriers étrangers ont rarement d'attaches dans le lieu où ils travaillent, ils ont vite fait de se déplacer lorsqu'ils apprennent que dans une région voisine les salaires sont plus élevés (pratique de la surenchère des salaires pour certains travaux de saison).

2° *Conditions du travail.* — Très souvent, les immigrants sont habitués à des conditions d'emploi et à une réglementation du travail différentes des

nôtres. Alors que chez eux ils sont généralement payés à l'heure et pour une durée fixe de travail par jour, avec repos le dimanche, en France, au contraire, on les fait travailler pendant toute la durée du jour et très souvent le dimanche. Il en résulte d'abord qu'ils se croient lésés du bénéfice des « heures supplémentaires », ensuite qu'ils sont souvent troublés dans la pratique de leur religion, enfin que, dans tous les cas, on leur demande un effort et un rendement bien supérieurs à ceux qui sont, chez eux, considérés comme normaux.

Ces considérations, jointes à la mésentente qui règne fréquemment entre les ouvriers étrangers et les contremaîtres ou employeurs français par suite de la différence de caractères expliquent ici encore que la main-d'œuvre étrangère ne se stabilise pas beaucoup dans les emplois agricoles.

3° *Conditions de logement.* — Il faut reconnaître qu'en France les logements ruraux sont généralement très défectueux. Le couchage dans les écuries et les étables se rencontre encore assez souvent et les ouvriers étrangers s'en accommodent difficilement. Même dans les logements spéciaux, le confort n'est pas grand. Mal clos, mal chauffés, d'une propreté parfois douteuse, ils ne conviennent pas aux ouvriers venant de pays où ils sont habitués à être bien protégés contre le froid, bien chauffés et à être installés de façon assez confortable.

Là encore se trouve une cause d'instabilité. La vie à la ferme n'implique pas nécessairement un minimum de confort. L'ouvrier s'en va à la recherche d'autre chose. C'est tellement humain !

4° *Nourriture.* — Les ouvriers ne sont pas habitués à manger les mets confectionnés dans nos campagnes (légumes verts, viandes saignantes) et se font difficilement à cette nourriture. D'autre part, les produits qu'ils aiment (charcuterie, épices) sont

relativement coûteux en France. Aussi, comme généralement les ouvriers agricoles sont nourris et nourris de plats français, les immigrants préfèrent rompre le contrat et chercher ailleurs de quoi satisfaire leurs goûts.

Des autres causes de rupture de contrat, les unes ne sont pas spéciales aux ouvriers étrangers, les autres (retenue des pièces d'identité, règlement tardif ou irrégulier des salaires) devront disparaître avec la loi du 11 août 1926, sur la protection du marché du travail national.

M. Paon conclut en disant que si l'instabilité des travailleurs étrangers en agriculture est imputable dans certains cas à la violation des engagements pris soit par les employeurs, soit par les ouvriers, d'autres facteurs étrangers au contrat interviennent puissamment : tels sont l'attraction exercée par l'industrie, les difficultés de langage, les différences de méthodes de travail, de coutumes et de caractères, enfin la carence des lois puisque ce n'est qu'après dix années d'immigration massive qu'un texte est intervenu (loi du 11 août 1926) pour essayer de stabiliser quelque peu les étrangers dans leur emploi.

Comme remède, M. Paon demande d'améliorer l'état général du logement rural, de faciliter aux immigrants l'acquisition de la connaissance de la langue française, d'encourager l'emploi des familles, plutôt que des individus isolés, enfin de permettre l'accession de ces familles au fermage ou au métayage.

Ce rapport fut examiné par la Commission permanente du Conseil National de la Main-d'Oeuvre le 10 février 1927. Dans sa séance plénière du 28 mars 1927, le Conseil National, faisant siennes les conclusions adoptées par la Commission permanente, demanda « *qu'une action soit entamée de concert avec les associations agricoles, en vue de propager parmi*

les employeurs la connaissance des meilleures méthodes d'utilisation de la main-d'œuvre étrangère selon sa provenance, à savoir :

« Méthodes de travail préférables selon les nationalités.

« Méthodes de direction les mieux adaptées.

« Conditions de logement et de nourriture à préconiser.

« Assistance morale et matérielle à procurer aux immigrants ».

On ne saurait passer sous silence le lien étroit que présente cette question d'instabilité avec celle du dépeuplement de nos campagnes. Il est inutile de faire venir à grands frais des travailleurs de l'étranger si on ne peut obtenir qu'ils demeurent chez l'employeur qui les a appelés à lui. Il est, à ce propos, une question qui attire beaucoup l'attention des pouvoirs publics, c'est celle du débauchage des ouvriers agricoles étrangers.

Nous ne retiendrons que la question posée par M. Marteau, député, au Ministre de l'Agriculture à ce sujet. M. Marteau demandait (1) quelles mesures le Ministre comptait prendre pour parer à un tel état de chose. M. Hennessy répondit (2) que la loi du 11 août 1926 sur la protection du marché national et le décret du 20 janvier 1928 sur la carte d'identité devaient, s'ils étaient bien appliqués, constituer des remèdes sérieux.

D'une part, des pénalités sont prévues contre les employeurs qui utilisent des ouvriers étrangers ayant rompu leur contrat d'embauchage sans motif valable.

(1) Question n° 1582 du 20 novembre 1928.

(2) Réponse publiée au J.O. du 28 décembre 1928.

D'autre part, l'ouvrier agricole qui veut passer dans l'industrie doit changer de carte d'identité, ce qui permet à l'administration de vérifier sa situation.

Enfin, des dispositions sont prises pour l'étude précise des demandes de régularisation des travailleurs agricoles en rupture de contrat et ce, par une meilleure liaison entre les services de placement.

Il est possible qu'on arrive ainsi à forcer les ouvriers étrangers agricoles à réfléchir avant de changer soit d'employeur, soit de situation.

Malgré tout, les remèdes préconisés ne joueront que si une condition essentielle est obtenue au préalable, à savoir une bonne entente et un peu de bonne volonté et de concession de part et d'autre. L'agriculteur français doit savoir une chose : *c'est qu'on n'obtient pas le collaborateur rêvé, à la dernière minute, en le commandant par télégramme* (1). Le Gouvernement français doit également se rappeler un principe : *c'est qu'il faut introduire beaucoup pour ne garder que le meilleur.*

La nécessité est absolue de cultiver la terre de France. Aussi, il ne faut pas hésiter à faire venir le plus possible d'ouvriers étrangers pour parer à l'insuffisance de main-d'œuvre agricole, quitte à refouler chez eux tous ceux qui se seront montrés incapables ou inaptes à participer à la prospérité de nos campagnes. Tout en laissant aux organismes professionnels la tâche du recrutement, les pouvoirs publics devront s'attacher, par un contrôle suffisant des conditions d'existence et de travail des ouvriers étrangers, à procurer à ces derniers un minimum de bien-être qui assurera leur stabilité et servira ainsi la cause supérieure de la production nationale.

(1) Cf. G. Le Fèvre. *Agriculture et Main-d'œuvre*. Le « Journal » du 3 octobre 1928.

PARAGRAPHE II

LE LOGEMENT RURAL

LA SALUBRITÉ ET L'HYGIÈNE DANS LES EXPLOITATIONS AGRICOLLES

Nous avons vu que la défectuosité du logement rural était une des causes principales de l'instabilité des travailleurs étrangers dans l'agriculture et de l'exode rural. Or, d'une part, c'était un point sur lequel il était le plus facile, semble-t-il, d'apporter une réglementation, d'autre part, c'était le point sur lequel il importait d'intervenir au plus tôt.

Il y a plusieurs années déjà, M. Chéron, Ministre de l'Agriculture, avait déposé deux projets de loi sur la question. Le premier, en date du 12 octobre 1922, était relatif aux mesures de protection, de salubrité et d'hygiène concernant le personnel des exploitations agricoles (1).

Le deuxième projet, en date du 10 janvier 1923, autorisait les « Caisses de crédit agricole » à accor-

(1) Voici le texte de ce projet de loi :

Article unique. — Des décrets, en forme de règlement d'administration publique, rendus après avis :

1° Des unions de syndicats agricoles, constitués dans les termes de la loi du 12 mars 1920 ;

2° Des chambres d'agriculture et, en attendant qu'elles soient constituées, des offices départementaux agricoles ;

3° Du Conseil supérieur de l'agriculture ;

détermineront les mesures générales de protection, de salubrité et d'hygiène relatives au couchage et au logement des ouvriers dans les exploitations agricoles occupant à titre permanent un personnel de plus de vingt ouvriers.

der aux propriétaires ruraux des prêts individuels à long terme, en vue de faciliter la construction, l'aménagement, l'amélioration ou la transformation des bâtiments destinés au logement des ouvriers ruraux (1).

Le 22 décembre 1924, la Chambre des députés adopta une proposition de loi de M. Chaussy, ayant pour objet de supprimer le couchage à la paille dans les établissements agricoles (2).

(1) Voici le texte du projet de loi du 10 janvier 1923.

Article premier. — Les Caisses de crédit agricole sont autorisées à consentir aux propriétaires ruraux des prêts individuels à long terme, en vue de faciliter la construction, l'aménagement, l'amélioration ou la transformation des bâtiments destinés au logement des travailleurs agricoles.

Article 2. — Le montant des prêts visés à l'art. 1^{er} ne peut excéder cent mille francs pour une même exploitation. Ces prêts sont remboursables par amortissements annuels dans un délai maximum de vingt-cinq années.

Leur taux d'intérêt est fixé par la Caisse de crédit agricole. Il ne peut être inférieur à 2 o/o ni supérieur à 4 o/o.

Article 3. — A compter du jour de la promulgation de la présente loi, les prêts individuels à long terme visés aux articles 6 et 8 de la loi du 5 août 1920, à l'exception de ceux destinés à des personnes militaires ou à des victimes civiles de la guerre, porteront intérêt à un taux susceptible de varier entre 2 o/o et 4 o/o, et qui sera fixé par la Caisse de crédit agricole prêteuse, d'accord avec l'Office national du crédit agricole.

A compter de la même date, l'intérêt des avances à long terme, accordées par application de la loi du 5 août 1920 aux institutions énumérées à l'article 22 de ladite loi, sera fixé par l'Office national du crédit agricole, sans pouvoir être inférieur à 2 o/o ni supérieur à 4 o/o.

(2) Voici la teneur de la proposition de loi :

ARTICLE PREMIER. — Sont modifiées dans la teneur ci-après et formeront les articles 81 a et 81 b du Livre II du Code du Travail les dispositions suivantes :

Article 81 a. — Il est interdit, dans les exploitations agricoles, de faire coucher le personnel dans les écuries ou les étables où sont logés les animaux.

En ce qui concerne les gardiens de nuit, la pièce qui leur sera réservée sera installée de telle sorte qu'ils ne soient pas en contact direct avec les animaux.

Ce texte modifiait ou complétait les articles 81, 90, 173 et 174 du Livre II du Code du Travail.

Il interdisait de faire coucher le personnel dans les écuries ou les étables où sont logés les animaux, et prévoyait des sanctions contre les chefs d'établissement, directeurs, gérants ou préposés coupables d'avoir contrevenu à ces dispositions. Il laissait à des règlements d'administration publique le soin d'établir les conditions générales du logement des travailleurs agricoles.

Cette proposition de loi ne rencontra pas l'una-

Dans les six mois au plus tard qui suivront la promulgation de la présente loi, un règlement d'administration publique rendu après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique en France, du Comité consultatif des Arts et Manufactures et du Conseil supérieur de l'Agriculture déterminera les conditions générales du logement des salariés dans les exploitations agricoles.

Article 81 b. — Les articles 68, 69 et 70 du présent livre sont applicables à la constatation des infractions au règlement d'administration publique prévu à l'article précédent.

ARTICLE 2. — L'article 90 b du Livre II du Code du Travail est modifié comme suit :

Article 90 b. — Les chefs des établissements énumérés à l'article 66 et à l'article 81 a doivent ouvrir un registre destiné à l'inscription des mises en demeure signifiées en vertu des articles 68, 69 et 81 b et tenir constamment ce registre à la disposition des inspecteurs.

ARTICLE 3. — L'article 173 du Livre II du Code du Travail est modifié comme suit :

Article 173. — Les chefs d'établissements, directeurs, gérants, ou préposés qui ont contrevenu aux dispositions des chapitres I^{er}, IV et V bis du Titre II du présent livre et des règlements d'administration publique relatifs à leur exécution, seront poursuivis devant le Tribunal de simple police et punis d'une amende de 5 à 15 francs.

ARTICLE 4. — L'article 174 du Livre II du Code du Travail est modifié comme suit :

Article 174. — En cas de contravention aux dispositions des chapitres I et V bis du Titre II du présent livre et des règlements d'administration publique prévus pour leur exécution le jugement fixe en outre le délai dans lequel seront exécutés les travaux de sécurité et de salubrité imposés par lesdites dispositions.

nimité parmi les membres de l'opinion publique intéressés à la question. En 1925, le Congrès de l'Agriculture française émettait le vœu suivant :

« Le Congrès :

« *Considérant l'imprécision, la gravité et l'exagération des prescriptions contenues dans la proposition de loi votée par la Chambre le 22 décembre 1924 ;*

« *Considérant, d'un autre côté, l'intérêt qu'il y a à assurer tout le bien être possible aux domestiques occupés dans les exploitations agricoles ;*

« *Demande au Sénat.*

1° *De déterminer les conditions minima auxquelles le couchage des travailleurs agricoles devra satisfaire ;*

2° *De rendre la réforme obligatoire dans les exploitations agricoles en accordant des délais suffisants d'application ;*

3° *De confier aux fonctionnaires du Ministère de l'Agriculture le soin de faire observer la nouvelle législation ;*

4° *Que des encouragements moraux et pécuniaires, des exonérations fiscales et des facilités de crédit à long terme soient accordés aux propriétaires exploitants ou non qui entreprennent l'amélioration du logement de leur personnel » .*

D'autres Congrès, notamment le XIII^e Congrès national des syndicats agricoles, s'occupèrent de cette question du logement rural. Le sens général des opinions émises était que le monde agricole comprenait qu'un effort était nécessaire et qu'il était disposé à l'entreprendre.

Mais il y avait des difficultés à résoudre telles que l'octroi des crédits nécessaires et surtout la répartition des charges entre propriétaires et fermiers. Il fallait donc que, parallèlement à la poursuite de

la recherche d'un texte législatif répondant aux légitimes désirs des cultivateurs, on mit en œuvre l'effort volontaire des milieux agricoles.

Les grandes associations agricoles qui comprenaient toute l'importance sociale du problème du logement rural désiraient bien faire quelque chose, mais n'arrivaient pas à déterminer la forme à donner à leur action.

C'est alors que la Commission permanente du Conseil National de la Main-d'Oeuvre fut saisie d'une proposition de vœu, demandant notamment que soit hâtée par le Sénat la discussion de la proposition de loi supprimant le couchage à la paille dans les exploitations agricoles. Ce vœu fut enregistré et une sous-commission, présidée par M. Chabrun, député, fut chargée d'étudier la question. M. Paon fit encore ici un remarquable rapport sur la matière.

Il étudiait tout d'abord les défauts qu'on pouvait reprocher à la généralité des logements ruraux de France. Il constate que des améliorations notables ont été réalisées, durant les années qui ont précédé, dans un bon nombre de grandes exploitations, *mais, dit-il, il reste beaucoup à faire et de nombreuses fermes n'offrent au personnel que le couchage dans les écuries ou les étables, dans des couchettes accrochées au mur et garnies d'une paille et d'une couverture, mais dépourvues de draps.* L'éclairage est insuffisant et archaïque ; les moyens d'ablution sont généralement défaut. En définitive, *c'est approximativement l'existence bien connue des soldats en cantonnements de guerre. Elle n'empêche pas de vivre, mais elle ne correspond pas aux besoins modernes de confort et d'hygiène et elle entraîne à la fréquentation du cabaret.*

D'ailleurs, si le logement à l'étable est très défectueux, le logement de certains travailleurs isolés ou de familles dans les chambres dont dispose l'exploitation est également souvent très rudimentaire.

Les conséquences de cet état de choses sont l'abandon de la terre par les meilleurs éléments agricoles et l'impossibilité d'une forte immigration d'ouvriers étrangers agricoles, ainsi que la difficulté de placer les jeunes apprentis sortant des centres d'apprentissage agricole.

M. Paon recherche ensuite quels sont les remèdes possibles à cette situation et les moyens d'action à entreprendre.

La réalisation la plus urgente à effectuer, dit-il, est de supprimer le couchage au contact des animaux et d'améliorer les logements ouvriers déjà existants dans les fermes. Des règles, extrêmement simples, permettent, à frais réduits, d'obtenir des conditions d'hygiène très satisfaisantes.

On pourrait fournir aux cultivateurs des plans simples, accompagnés des devis adéquats, leur montrant comment il est possible de réaliser ces améliorations de couchage, de revêtement des murs, de ventilation, de chauffage, d'éclairage, etc... On pourrait entreprendre l'éducation des travailleurs agricoles au point de vue de l'ordre et de l'hygiène par une propagande adroite, les menacer de les rendre responsables des dégradations qu'ils commettraient dans les locaux mis à leur disposition.

Une fois ces résultats obtenus, l'agriculture serait mieux armée pour entamer la deuxième tranche des travaux c'est-à-dire celle de la construction de logements pour les travailleurs ruraux là où ils font complètement défaut.

Ce rapport, examiné en sous-commission, fut soumis au Conseil National de la Main-d'Oeuvre qui, dans sa séance plénière du 28 mars 1927, adopta la résolution suivante :

« Le Conseil National de la Main-d'Oeuvre ;

« Considérant que la défectuosité du logement à la campagne est un des facteurs essentiels d'exode rural ;

« Considérant l'intérêt qui s'attache à assurer tout le bien-être possible aux travailleurs occupés dans les exploitations agricoles ;

« Considérant les vœux émis par les différents congrès agricoles et notamment par le Congrès de l'Agriculture française de 1925 et par le 13^e Congrès des Syndicats agricoles de 1926 ;

« Considérant les propositions contenues dans le rapport de M. Marcel Paon, sur le logement rural, propositions adoptées par le Conseil comme pouvant conduire à des réalisations immédiates ;

« Demande au Gouvernement de prendre toutes mesures utiles pour faire donner la sanction législative :

« A. aux dispositions contenues dans la recommandation de la Conférence Internationale du Travail de Genève (1921) relative au logement et au couchage des travailleurs agricoles (1) ;

(1) Voici le texte de cette recommandation :

« La Conférence générale de l'Organisation internationale du travail recommande :

« 1^o. — Que chaque membre de l'Organisation internationale du travail réglemente, s'il ne l'a déjà fait, par voie législative ou autre, les conditions de logement et de couchage des ouvriers agricoles en tenant compte des conditions spéciales, climatiques ou autres, affectant le travail agricole du pays et après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, si de telles organisations existent ;

« 2^o. — Qu'une telle réglementation s'applique à tous les locaux fournis par les employeurs aux travailleurs qu'ils occupent, que ceux-ci soient logés isolément, en groupes ou avec leur famille, soit dans la maison des employeurs, soit dans des bâtiments mis à leur disposition par les employeurs.

« 3^o. — Qu'une telle réglementation contienne les dispositions suivantes :

« a) à moins que les conditions climatiques ne rendent le chauffage inutile, les logements destinés aux familles ouvrières, aux groupes d'ouvriers et aux ouvriers, devront contenir des pièces pouvant être chauffées.

« b) les locaux destinés au logement de groupes d'ouvriers devront être pourvus d'un lit pour chacun des occupants et être aménagés et situés de manière à permettre aux ouvriers de prendre des soins de propreté. Des locaux distincts seront

« B. aux dispositions pratiques susceptibles de faire passer ces mesures dans les faits, dispositions à rechercher dans des encouragements moraux et pécuniaires, des exonérations fiscales et des facilités de crédit ;

« C. à des dispositions autorisant les Caisses de crédit agricole à consentir aux propriétaires ruraux des prêts individuels à long terme en vue de faciliter la construction, l'aménagement, l'amélioration ou la transformation des bâtiments destinés au logement des travailleurs agricoles.

« D. Le Conseil recommande aux associations agricoles d'entreprendre, en liaison avec l'Administration de l'Agriculture, une propagande auprès des agriculteurs pour les inciter à effectuer les améliorations immédiatement réalisables dans le logement rural ».

Cette résolution demandait donc la fusion en un texte unique de tous les projets qui avaient été présentés sur la question.

Qu'était devenue la proposition Chaussy votée en 1924 par la Chambre des Députés ? Dès qu'elle fut adoptée par la Chambre basse, elle fut transmise au Sénat et M. Courtier, Sénateur, fut chargé de la rapporter. On a vu les protestations qu'elle souleva par suite de son imprécision et de son insuffisance. Il devenait de toute nécessité de lui apporter des modifications.

M. Courtier, s'inspirant largement des recommandations du Conseil National, engloba dans un

prévu pour le logement des personnes de chaque sexe. Dans les locaux occupés par les familles des dispositions appropriées seront prises en ce qui concerne les enfants ;

« c) les étables, écuries et hangars ne pourront être utilisés comme locaux pour le couchage des ouvriers.

« 4°. — Que chaque membre de l'Organisation internationale du travail prenne des mesures pour assurer l'application des dispositions d'une telle réglementation. »

texte unique la proposition Chaussy, les projets ou propositions déjà présentés, ainsi que les suggestions apportées par les organes intéressés.

La proposition fut déposée sur le bureau du Sénat le 17 janvier 1928.

Avant l'ouverture des débats, le Conseil National prit la décision suivante :

« Le Conseil National enregistre avec satisfaction le dépôt du rapport de M. Courtier, Sénateur, sur la proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés le 22 décembre 1924, relative aux conditions générales de salubrité et d'hygiène auxquelles doit satisfaire le logement dans les exploitations agricoles. »

« Il émet le vœu que toutes dispositions utiles soient prises pour hâter le vote de la proposition de loi et faciliter la mise en application de la loi, notamment en uniformisant les délais et en augmentant les possibilités de crédit que pourraient trouver les agriculteurs auprès des Caisses de crédit agricole pour donner satisfaction à la loi ».

On ne devait aboutir que plus d'un an après. La loi fut votée le 31 juillet 1929 (1).

Cette loi laisse à des règlements d'administration publique le soin de déterminer les conditions générales auxquelles doit satisfaire le logement des salariés dans les exploitations agricoles et de trouver les mesures propres à supprimer le couchage dans les étables ou les écuries.

La loi fixe les délais dans lesquels ces réformes devront être réalisées : un an après la publication des règlements d'administration publique pour les exploitations de plus de 100 hectares, deux ans pour les exploitations comportant de 50 à 100 hectares et trois ans pour les exploitations inférieures à 50 hectares. Comme les règlements devront être pris au plus tard

(1) Voir annexé, page 239.

18 mois après la promulgation de la loi, il en résulte qu'en principe la réforme devra être entièrement réalisée à la fin de l'année 1933. Il ne faut pas être pessimiste, mais il est fort à craindre que ces délais ne soient pas respectés.

La loi de 1929 prévoit bien des sanctions mais la procédure en est tellement compliquée que les chefs d'exploitation auront en pratique tout loisir pour se conformer à la loi.

Lorsqu'un chef d'exploitation agricole n'appliquera pas les règlements, les agents chargés de leur application le mettront en demeure de se conformer auxdits règlements; cette mise en demeure indiquant les contraventions constatées et le délai dans lequel elles doivent avoir disparu. Ce délai, dit la loi, ne pourra être inférieur à trois mois ni supérieur à six.

Une fois seulement le délai écoulé, procès-verbal sera dressé.

Mais le chef d'exploitation peut toujours, dans les quinze jours qui suivent la mise en demeure, adresser une réclamation au Ministre de l'Agriculture. Cette réclamation est suspensive c'est-à-dire que le délai prévu ne court plus. Pour peu que la procédure qui suivra traîne, voilà notre délinquant parfaitement tranquille pour quelque temps. Et elle a des chances de traîner. La réclamation donne lieu à une enquête; cette enquête est transmise au Comité du logement rural (1); ce Comité entend, s'il y a lieu, le réclamant; il prend ensuite une décision qui, il y a tout lieu de le prévoir, sera l'attribution d'un nouveau délai.

(1) Ce Comité est composé de membres nommés par le Ministère de l'Agriculture, un tiers représentant les Chambres d'Agriculture, un tiers représentant le Conseil supérieur d'hygiène publique de France et un tiers l'administration de l'Agriculture.

Ainsi donc, et à supposer que cette procédure soit fréquemment appliquée (et il n'est pas risqué de prévoir qu'il en sera ainsi), voilà l'application de la loi retardée de plusieurs années.

Nous souhaitons que les règlements d'administration publique qui doivent intervenir fassent preuve de fermeté et réduisent à néant toutes les possibilités, qu'actuellement on entrevoit menaçantes, de tourner la loi ou de retarder son application.

La loi reprend, dans son article 7, les dispositions du projet Chéron, précédemment cité, relatif aux prêts que les Caisses agricoles seront appelées à consentir aux propriétaires ruraux.

Ces prêts ne peuvent dépasser 100.000 francs. Ils sont remboursables en 25 ans. Le taux d'intérêt fixé par décret doit toujours être inférieur de 1,50 % au moins au taux d'escompte de la Banque de France.

A notre avis, il aurait mieux valu conserver la disposition du projet Chéron qui prévoyait une limite supérieure de 4 % et une limite inférieure de 2 %. Elle avait au moins une apparence de stabilité bien supérieure à la disposition actuelle.

Enfin, dans son article 8, la loi prévoit les sanctions qui frapperont les délinquants. Elles ne sont pas bien sévères ; elles sont même, dirons-nous, tout-à-fait insuffisantes. S'il y a contravention pour dépassement de délai, l'article 471 du Code Pénal s'applique, article qui frappe le délinquant *d'une amende de un à cinq francs*. Si le nouveau délai imparti au contrevenant (1) est encore passé par celui-ci, l'amende pourra aller jusqu'à *quinze francs*. En cas de nouvelle récidive (2), ça devient de la compétence du tribunal correctionnel qui fixera une amende de

(1) Car la loi prévoit à nouveau un délai maximum de 6 mois.

(2) Ici encore un délai supplémentaire de 3 mois.

seize à cent francs. Ajoutons qu'il n'y a qu'une amende unique, quel que soit le nombre d'infractions, c'est-à-dire le nombre d'ouvriers employés par l'exploitant. Il y a là une injustice qui, espérons-le, sera bientôt réparée.

Ainsi donc, cette loi de 1929, impatiemment attendue depuis plusieurs années, est pavée de bonnes intentions mais elle n'est pas parfaite. Espérons que son exécution n'amènera pas trop de déboires et que nos campagnes pourront enfin doter leurs travailleurs de logements satisfaisants. Certains groupements ont décidé de faire campagne pour que les ouvriers agricoles, français ou étrangers, n'aillent pas travailler chez les mauvais patrons qui se refuseront à se conformer à la loi et à accorder à leurs ouvriers des conditions convenables de couchage. Il y a là une excellente intention qui, souhaitons-le, donnera des résultats.

Dans tous les cas, puisse la réforme de 1929 traverser l'exode rural et attirer à la terre la main-d'œuvre nécessaire à sa bonne et complète exploitation !

PARAGRAPHE III

L'EXODE SAISONNIER DES TRAVAILLEURS BRETONS

De tous temps, un certain nombre de travailleurs bretons ont pris l'habitude d'aller périodiquement travailler dans diverses régions plus ou moins voisines de la Bretagne et notamment en Beauce. Cette situation finit par créer des difficultés par suite des mesures prises d'un autre côté pour parer à l'insuffisance de notre main-d'œuvre agricole, difficultés qui soulevèrent les protestations des ouvriers bretons.

Le Conseil National de la Main-d'Œuvre examina attentivement la situation créée par l'exode des travailleurs bretons et il demanda aux pouvoirs publics de s'assurer :

« 1° que la main-d'œuvre étrangère ne concurrence pas les travailleurs bretons dans les régions où ils se rendent ;

« 2° que des dispositions soient prises pour que les ouvriers bretons soient informés en temps utile du risque qu'ils courent en se rendant dans d'autres régions, sans être assurés d'obtenir du travail ;

« 3° que les services du Ministère du Travail et du Ministère de l'Agriculture s'entendent pour obtenir des Compagnies de chemins de fer que les feuilles de moisson ne soient délivrées qu'aux ouvriers ayant du travail assuré dans les régions où ils se rendent ».

Les paragraphes 1 et 2 de ce vœu ont été mis en application par les services de main-d'œuvre.

Quant au paragraphe 3, les pourparlers continuent entre les Compagnies de chemins de fer et les ministres intéressés.

PARAGRAPHE IV

LES BAUX RURAUX

Le Conseil National de la Main-d'Œuvre, après avoir examiné la question des baux ruraux et de la situation faite aux fermiers et métayers par l'expiration de ces baux, prit le vœu suivant :

« Le Conseil National de la Main-d'Œuvre demande que le Parlement procède, dans le plus bref délai possible, à l'examen des différentes propositions de loi ayant pour objet :

« 1° l'indemnisation des fermiers sortants pour

les dépenses qu'ils ont exposées en vue de l'amélioration des conditions de logement des travailleurs agricoles.

« 2° l'indemnisation des fermiers et métayers pour la plus-value apportée à l'exploitation du domaine agricole. »

Il est fort probable que cette question d'indemnisation ne sera réglée que lorsqu'auront paru les règlements d'administration publique relatifs à l'application de la loi de 1929 sur le logement rural.

PARAGRAPHE V

LES USAGES LOCAUX

Le Conseil National de la Main-d'OEuvre s'est enfin occupé d'une dernière question agricole, celle des usages locaux, qui, on le sait, sont encore très répandus en France et dont la multiplicité et la diversité sont une source de difficultés souvent inextricables.

Le Conseil National a demandé que *« les Chambres d'Agriculture procèdent non seulement à la codification mais encore à la revision des usages locaux et que les commissions qu'elles désigneront à cet effet soient constituées sur une base paritaire en vue d'une représentation de tous les intérêts en présence ».*

Ainsi donc, dans toutes ces questions agricoles, le Conseil National a fait preuve de beaucoup d'initiative. Il aura contribué pour une grande part à améliorer le sort des travailleurs de la terre et à les inciter à ne pas désertier nos campagnes.

CHAPITRE VIII

LES ENQUÊTES DU CONSEIL NATIONAL

DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Nous avons déjà dit que le Conseil National faisait procéder fréquemment à des enquêtes sur les sujets qui lui étaient signalés comme devant appeler des réformes, ou se faisait communiquer les résultats des enquêtes effectuées par des services voisins.

Nous avons vu comment il avait chargé M. Paon, chef du Service de la main-d'œuvre et de l'immigration agricoles de faire des enquêtes et des rapports sur l'instabilité de la main-d'œuvre étrangère en agriculture et sur le logement rural ainsi que sur l'hygiène et la salubrité dans les exploitations agricoles. Nous n'y reviendrons pas.

Le Conseil National tire la source la plus importante de sa documentation des enquêtes effectuées par le Service de la main-d'œuvre étrangère. Ce service, qui connaît une activité considérable et croissante de jour en jour, fait procéder continuellement à de multiples enquêtes qui sont pour lui une source précieuse de renseignements, soit sur la manière dont la législation concernant les étrangers est appliquée, soit sur la manière dont la main-d'œuvre étrangère est employée en France, soit aussi sur les réformes qu'il serait nécessaire d'apporter sur un point quelconque de la législation concernant les travailleurs étrangers.

Un exemple va nous montrer le nombre et la variété de ces enquêtes. Le Service de la main-d'œuvre étrangère a effectué, en 1926, 880 enquêtes au cours desquelles 124.413 ouvriers ont été visités. Ces enquêtes ont porté sur les points suivants :

Situation des ouvriers, logements, salaires	421
Chauffeurs de taxis	149
Réclamations diverses	62
Industrie hôtelière	51
Chauffeurs de grande remise	44
Ruptures de contrats	37
Conflits du travail	31
Introductions de complaisance	8
Main-d'œuvre spéciale (russe, arménienne)	6
Débauchage d'ouvriers	4
Régularisations	3
Tapisserie	3
Divers	61
Total.....	880

Il n'est pas question d'étudier ici en détail ces différentes enquêtes. Ce qu'il y a d'intéressant à retenir c'est que la plupart de ces enquêtes sont communiquées au Conseil National de la Main-d'Ouvre qui a ainsi à sa disposition une incomparable source de renseignements.

Nous allons parler plus spécialement des enquêtes auxquelles a procédé en 1927 le Service de la main-d'œuvre étrangère sur l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie et le commerce. Chacune d'elles a fait l'objet d'un rapport spécial et ses résultats ont été communiqués au Conseil National de la Main-d'Ouvre.

Remarquons que si ces enquêtes ont pour but de fixer les conditions d'emploi de la main-d'œuvre

étrangère elles ne se bornent pas à la simple constatation de faits d'ordre statistique.

Les enquêteurs ont pour mission d'étudier les conditions de recrutement, de placement et d'utilisation de cette main-d'œuvre. En même temps l'examen de la répartition professionnelle des travailleurs étrangers et les raisons qui obligent les employeurs à avoir recours à leurs services, permettent d'en tirer toutes conclusions utiles, s'il y a lieu, sur les mesures à envisager pour faciliter dans certains cas la formation et l'emploi d'un personnel français.

Nous allons donner un tableau rapide des enquêtes effectuées en 1927, puis nous verrons de plus près deux d'entre elles à titre d'exemple.

PARAGRAPHE PREMIER

LES ENQUÊTES DU SERVICE DE LA MAIN-D'ŒUVRE

ÉTRANGÈRE

I. — *Enquête sur l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans l'industrie hôtelière*

Cette enquête a porté sur toutes les régions de la France. 1.033 hôtels employant 34.000 personnes et situés dans 55 villes différentes ont été visités.

Elle fait ressortir que dans les grandes villes françaises, l'industrie hôtelière emploie de la main-d'œuvre étrangère dans une proportion très variable. Alors que Nantes n'emploie à ce point de vue que 1,5 % de main-d'œuvre étrangère, Paris en emploie près de 14 %, et Toulouse près de 30 %.

Dans les plages de la Manche on retrouve une proportion analogue de 28 %. De même dans les sta-

tions thermales des Vosges. Dans celles des Alpes, la proportion est nettement supérieure. Elle arrive à atteindre 40 % à Aix-les-Bains et 60 % à Annecy.

Dans les stations climatériques des Pyrénées, le maximum ne dépasse pas 24 % à Luchon. Sur les plages de l'Océan, la proportion varie de 7 % à Royan à 30 % à la Baule.

A Vichy, proportion de 54 %. Sur la côte d'Azur proportion élevée variant de 30 % à 56 % (Menton). Le record est atteint avec 63 % par Chatelguyon.

Ces chiffres que nous n'avons pas à commenter sont éloquents et... inattendus pour beaucoup.

II. — *Enquête sur les salons de coiffure à Paris*

Elle a porté sur 944 salons de coiffures employant 3.813 personnes. La moyenne générale de main-d'œuvre étrangère employée a accusé le chiffre de 10,5 % (maximum 14 %, minimum 4 o/o). Les Espagnols dominent avec 23 % de l'ensemble, suivis des Italiens, des Polonais, etc... Il y a 2 % de Chinois.

III. — *Enquête sur les mines de fer de l'Est*

20 établissements employant 25.858 travailleurs, dont 18.033 étrangers (donc 70 %) ont été visités. Les Italiens sont 30 % ; les Polonais 26 %...

IV. — *Enquête sur les établissements de crédit à Paris*

Cette enquête avait pour but de fixer, non seulement l'importance des contingents français et étrangers dans leur ensemble, mais également leur répartition par sous-catégories professionnelles. Elle

est donc de nature à fournir de précieux éléments d'information, non seulement aux services de placement en vue de la répartition judicieuse de la main-d'œuvre, mais aussi aux organisations publiques ou privées intéressées par la question de l'apprentissage.

C'est d'ailleurs dans ce sens, très général, que sont orientées les enquêtes du Service de la main-d'œuvre étrangère.

L'enquête a porté sur 329 établissements de crédit (135 banques dont 36 étrangères, 124 coulissiers et 70 agents de change) employant un total de 56.377 personnes. Sur ce total il n'y a que 2.655 étrangers. Les banques françaises n'emploient que 2,4 % de personnel étranger. Pour les coulissiers, même proportion. Pour les agents de change, le pourcentage n'atteint pas 1 %.

C'est dans les emplois les mieux rétribués que l'on rencontre le plus d'étrangers.

V. — *Enquête dans les établissements de spectacles*

Les établissements de Paris et de 42 villes de province emploient 2.772 artistes ou employés parmi lesquels 382 étrangers, soit 14 %, pour la plupart d'origine belge.

Les grands établissements forains ambulants ont particulièrement retenu l'attention du Service. En effet les cirques ambulants emploient une forte proportion de main-d'œuvre étrangère, en grande partie originaire de Tchéco-Slovaquie, alors que les services français de placement signalent constamment la présence en France de monteurs de cirque en chômage.

Des restrictions sévères furent donc apportées à l'introduction de ces travailleurs étrangers ; elles

se révélèrent inefficaces, les travailleurs forains étant assimilés, à ce moment, à des nomades et pourvus, non de la carte d'identité normale mais du carnet anthropométrique, lequel est délivré sans que soit exigée la présentation d'un contrat de travail régulièrement visé.

Le Ministère du Travail a demandé et obtenu du Ministère de l'Intérieur que ces travailleurs soient munis à l'avenir de la carte d'identité de travailleur, laquelle ne peut plus leur être délivrée que sur présentation d'un contrat de travail régulièrement visé par le Ministère du Travail.

Le contrôle des établissements forains a été ainsi rendu possible.

VI. — *Enquête dans les fabriques de sucre et les distilleries de betteraves*

Cette enquête, dont l'objet paraît assez inattendu, avait été rendue nécessaire à la suite des introductions qui avaient eu lieu en 1927 et dont l'instruction n'avait pu reposer sur des bases suffisamment connues. Il avait paru indispensable au Service de la main-d'œuvre étrangère de bien connaître les conditions d'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans cette industrie de façon à en tirer toutes conclusions utiles, en ce qui concerne les introductions de travailleurs étrangers qui sont indispensables à son fonctionnement.

Elle a porté sur 106 sucreries et 70 distilleries employant au total 29.445 personnes dont 12.230 étrangers (soit 40 %).

Il est remarquable que ce sont surtout les sucreries, fonctionnant dans les départements où l'industrie est peu répandue, qui emploient de fortes proportions de main-d'œuvre étrangère (jusqu'à 78 % dans une sucrerie de l'Aube, alors que le département du Pas-de-Calais n'accuse que 27 %).

Cette enquête a permis de procéder à des constatations du plus grand intérêt en ce qui concerne le fonctionnement de la main-d'œuvre étrangère et l'organisation du contrôle des frontières.

Elle a également permis de révéler que le nombre des ouvriers étrangers employés dans l'industrie considérée, en contravention avec la loi du 11 août 1926, était extrêmement faible : il ne dépassait pas 50.

VII. — *Enquête sur l'activité des groupements privés effectuant des placements de main-d'œuvre étrangère*

L'enquête a porté sur 38 établissements ou groupements, dont 28 ont reconnu procéder à des opérations effectives de placement.

Seuls ont été retenus les groupements étrangers notoirement connus, c'est-à-dire que l'enquête a dû laisser dans l'ombre un nombre considérable de Sociétés, d'OEuvres diverses, et même de particuliers effectuant plus ou moins régulièrement des opérations de placement de main-d'œuvre étrangère.

Malgré cette lacune importante, l'enquête a permis de se rendre compte de la situation générale du placement de la main-d'œuvre étrangère dans la région parisienne.

Elle a d'abord porté sur les groupements chinois dont trois ont été visités. Ils sont en général peu importants.

Ont été ensuite visités : trois groupements belges et luxembourgeois, neuf groupements russes, quatre arméniens, six italiens, un polonais très actif (a placé 4.000 personnes en un an), sept israélites.

Ces groupements effectuent surtout du placement dans la région parisienne. Donc, non seulement ils ne contribuent pas à décongestionner la ré-

gion parisienne de la main-d'œuvre étrangère qui y afflue, mais ils concourent à l'obtention d'un résultat inverse.

Par ailleurs la situation des ouvriers placés par ces groupements n'est pas toujours examinée avec tout le soin désirable et il arrive fréquemment que les ouvriers placés soient en situation irrégulière ce qui contribue à mettre les employeurs en contravention avec les dispositions de la loi du 11 août 1926.

L'action des services privés de placement, considérée sous cet angle, est donc de nature à gêner très sensiblement la saine application de ladite loi.

VIII. — *Enquête sur la situation sanitaire des travailleurs polonais*

Cette enquête avait pour but d'examiner quelle est la situation sanitaire de la population polonaise immigrée et de rechercher les dispositions prises pour maintenir cette situation dans des conditions aussi favorables que possible.

Il avait été en effet, dans les milieux polonais, fait un tableau très sombre de cette situation. D'après ces milieux, les travailleurs polonais en France, ainsi que leurs familles, seraient désavantagés, au point de vue pratique, en ce qui concerne les soins à recevoir en cas de maladie et leur connaissance insuffisante de la langue française en serait la cause essentielle.

Il était précisé que, pour la population polonaise en France, que l'on estimait être voisine de 400.000 individus, la situation sanitaire serait regrettable et dangereuse non seulement pour cette population, mais aussi pour la population française au milieu de laquelle elle est appelée à vivre.

L'enquête a démontré que ces craintes n'étaient nullement justifiées et que, dans l'immense majo-

rité des cas, la situation sanitaire de la population polonaise est, en tout point, comparable à celle de la population française. Si, dans certains cas, une situation contraire a été signalée, c'est qu'il s'agissait de contingents polonais introduits en France depuis peu de temps et non encore acclimatés.

L'enquête a intéressé 43 entreprises employant ensemble 69.477 Polonais, représentant environ une population polonaise totale de 150.000 personnes.

Non seulement l'enquête n'a pas permis de confirmer l'opinion défavorable à laquelle il est fait allusion plus haut, mais au contraire elle a fait ressortir une organisation des plus intéressantes et de nature à donner de sérieuses garanties en matière d'assistance médicale.

Dans 28 établissements, plus des trois-quarts des ouvriers polonais sont affiliés à des caisses de secours en cas de maladie ou à des sociétés de secours mutuel. Dans 19 établissements, sont installés des cliniques ou des hôpitaux où les Polonais sont soignés dans les mêmes conditions que les Français. 8 entreprises ont des dispensaires, des salles de consultations, des infirmeries.

Enfin, pour répondre aux arguments signalés plus haut, nulle part l'insuffisance de la connaissance de la langue française n'a été signalée comme ayant de graves inconvénients au point de vue de la situation sanitaire ou de l'établissement du diagnostic médical. Les médecins en très grand nombre, attachés à ces établissements, parlent presque tous la langue allemande et ont acquis une connaissance suffisante de la langue polonaise pour se faire comprendre de leurs malades. Quelques-uns parlent même couramment le polonais.

D'une façon générale tous les établissements ont insisté sur le fait qu'il n'y avait jamais eu de difficultés sérieuses de compréhension entre les médecins, les infirmiers et leurs malades.

Cette enquête poursuivie dans des conditions délicates a donc permis de mettre au point une question de la plus grande importance et a fait justice d'arguments qui représentaient notre pays comme ne remplissant pas tous ses devoirs d'hospitalité vis-à-vis d'une partie importante de sa population immigrée.

Voilà donc un aperçu suggestif des enquêtes effectuées par le Service de la main-d'œuvre étrangère au cours de l'année 1927 sur les questions relatives à l'utilisation de la main-d'œuvre étrangère en France.

Comme, et nous y insistons, elles ont toutes été communiquées au Conseil National de la Main-d'Oeuvre, celui-ci a pu en tirer des suggestions utiles.

Il est deux enquêtes qui ont plus particulièrement attiré l'attention du Conseil National et ont provoqué en son sein de nombreuses discussions et études. Nous allons les examiner avec un peu plus de détails.

PARAGRAPHE II

ENQUÊTES SUR L'INSTABILITÉ DE LA MAIN-D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE DANS LES MINES DE FER

Cette question a fait l'objet de plusieurs enquêtes et d'un rapport de M. Pouillot, chef du Service de la main-d'œuvre étrangère.

Une première enquête du Service de la main-d'œuvre étrangère a porté sur 27 mines de fer dont 10 situées dans la Meurthe-et-Moselle et 17 dans la Moselle, avec un nombre total de 16.548 ouvriers (en juillet 1927).

L'effectif de janvier étant de 17.810, il y a donc eu en 6 mois une diminution de 1.262 unités, soit près de 6 %.

Pendant cette période, si la proportion de main-d'œuvre française a nettement augmenté (2 % dans la Moselle, 18 % dans la Meurthe-et-Moselle), les effectifs italiens ont diminué (6 et 5 %), de même les effectifs polonais (10 % dans les deux départements).

Cette situation, pour être appréciée à sa juste valeur, devait être comparée avec celle de l'ensemble de la région, par l'étude de la stabilité des effectifs dans tous les principaux établissements de l'Est. C'est ce qui fut fait.

L'enquête porta sur 45 établissements employant 72.982 personnes. Elle a fait apparaître nettement, comme il ressort des chiffres suivants que l'instabilité de la main-d'œuvre est plus grande dans les mines de fer que dans les autres établissements de la même région (1).

	Janv. 1927	Juillet 1927
<i>Moselle :</i>		
Ensemble	100	95
Mines	100	92
<i>Meurthe-et-Moselle :</i>		
Ensemble	100	94
Mines	100	93

Si les chiffres ne laissent pas apparaître une différence très sensible, il convient, pour en apprécier toute la valeur, de tenir compte que les mines seules ont été autorisées à recruter de la main-d'œuvre

(1) Le chiffre 100 est un indice représentant le nombre d'ouvriers travaillant dans les établissements indiqués, en janvier 1927. Les chiffres 95, 92, 94 et 93 sont les indices représentant l'effectif de ceux qui, six mois plus tard, étaient restés dans leur emploi.

étrangère au cours de cette période, et que le recrutement organisé en France parmi les chômeurs l'a été presque exclusivement en leur faveur.

Par contre, si l'on examine la même situation par nationalité, on arrive à des conclusions qui doivent retenir l'attention :

1°) Français. Dans l'ensemble des établissements, leurs effectifs ont augmenté de 100 à 100,4 en Moselle, et à 107,6 en Meurthe-et-Moselle.

2°) Italiens. Pour l'ensemble des établissements leurs effectifs sont passés de 100 à 91,3 en Moselle et de 100 à 91 en Meurthe-et-Moselle.

Pour les mines la diminution est moins forte : 100 à 94 en Moselle, 100 à 94 en Meurthe-et-Moselle.

3°) Polonais. La diminution est forte. Alors que pour l'ensemble des établissements les effectifs sont passés de 100 à 90 en Moselle et de 100 à 97 en Meurthe-et-Moselle, pour les mines le chiffre est de 90 dans les deux départements (après avoir atteint 88 en juin 1927 en Meurthe-et-Moselle).

Afin d'en tirer toutes conclusions utiles, le Service de la main-d'œuvre étrangère s'est préoccupé de rechercher la valeur de cette stabilité.

Avant tout, un point doit être fixé. Il convient de faire une distinction très nette, selon qu'il s'agit d'ouvriers recrutés à l'étranger ou d'ouvriers recrutés en France parmi les chômeurs. Aucune comparaison ne peut être faite entre ces deux groupes et c'est là une confusion très fréquente.

I. — OUVRIERS RECRUTÉS A L'ÉTRANGER

1° *Travailleurs polonais.* — Une enquête a été effectuée dans 18 mines de fer, dont 12 en Meurthe-et-Moselle et 6 en Moselle.

Du 1^{er} janvier au 1^{er} octobre 1927, ces établissements avaient reçu de Pologne 1.354 ouvriers po-

lonais. Au 1^{er} octobre 1927, 1.134 de ces ouvriers étaient encore présents ; 200, soit 14,7 %, avaient rompu leur contrat.

La proportion des ruptures de contrat est variable selon les établissements (5 % pour les uns, 18 % pour les autres) et selon le département (9 % en Meurthe-et-Moselle, 21 % en Moselle).

2° *Travailleurs italiens.* — Les travailleurs italiens sont dans l'ensemble plus stables que les travailleurs des autres nationalités. La proportion des ruptures de contrat n'a jamais, à deux exceptions près, dépassé 10 %.

II. — OUVRIERS RECRUTÉS EN FRANCE

Leur stabilité s'est, ainsi qu'il fallait d'ailleurs s'y attendre, révélée sensiblement plus mauvaise que celle des ouvriers recrutés à l'étranger.

Parmi les contingents italiens introduits, 37 % des ruptures de contrat ont eu lieu dans les quatre premiers mois. Cette proportion atteint 52 % parmi les Italiens en chômage sur notre territoire et recrutés sur place.

D'autre part 700 chômeurs recrutés, dont 583 Français et 117 étrangers, ont été suivis dans leurs mutations par le Service de la main-d'œuvre étrangère. Au bout de quelques jours 185 avaient déjà rompu leur contrat.

Enfin, le nombre des ouvriers recrutés en France et rompant leur contrat avant l'expiration de celui-ci a varié étrangement suivant les modifications survenues dans la situation économique du pays. La proportion des ruptures de contrat est passée de 11 % en janvier 1927 à 24 % en mars, 37 % en mai et 43,5 % en juillet pour redescendre à 33 % en août.

Les enquêtes précédentes ayant montré qu'une des raisons les plus souvent invoquées pour expliquer l'instabilité de la main-d'œuvre étrangère dans les mines de fer, était l'insuffisance du logement, le Service de la main-d'œuvre étrangère a procédé, sur ce point, à une nouvelle enquête qui a porté sur l'ensemble des établissements métallurgiques et mines de la Moselle et de la Meurthe-et-Moselle.

Les conditions de couchage de 37.893 travailleurs occupés dans 45 établissements ont pu ainsi être examinées.

Dans l'ensemble il a été constaté que 60 % du personnel étranger est logé par les soins des employeurs, soit dans des logements ou des pavillons mis à la disposition des familles, soit dans des dortoirs lorsqu'il s'agit d'hommes seuls.

En Meurthe-et-Moselle cette proportion ne descend jamais au-dessous de 61 % et dans quelques établissements la totalité des travailleurs étrangers est logée.

En Moselle la situation est moins favorable, puisque la proportion qui ne dépasse pas 80 % descend dans certains établissements à 34 %.

Dans leur ensemble, les mines ont plus de personnel étranger logé que les usines, ce qui s'explique d'ailleurs très facilement. Il n'existe pas de mines logeant moins de 55 % de leurs ouvriers étrangers. La moyenne dépasse 60 % (58 o/o en Moselle, 67 o/o en Meurthe-et-Moselle).

Une autre enquête a porté sur les efforts accomplis par les établissements métallurgiques et miniers en faveur du couchage de leur personnel. Elle a porté sur 48 établissements dont 27 en Meurthe-et-Moselle, 19 en Moselle et 2 dans la Meuse.

Pour l'ensemble des établissements, le nombre total des logements est passé de 27.700 en 1926 à 30.853 au 1^{er} janvier 1928 et atteindra probablement cette année 33.000.

Pour les mines de fer seules, le nombre des logements est passé de 10.300 à 11.300 pour atteindre cette année 12.000.

Enfin le Service de la main-d'œuvre étrangère a fait état d'une enquête effectuée par le Service d'Hygiène du département de Meurthe-et-Moselle pour constater que les conditions de couchage et de logement du personnel des mines n'étaient pas toujours parfaites et réclamer une enquête précise des services compétents.

Des chiffres fournis par ces diverses enquêtes effectuées par son service, M. Pouillot a tiré les conclusions suivantes :

Au point de vue du recrutement, comme celui-ci porte forcément, d'une façon presque exclusive, sur des ouvriers non mineurs, un déchet est fatal. Malgré la stabilité de plus en plus grande de la main-d'œuvre étrangère importée, il importe de réduire ce déchet et faire en sorte que d'autres causes ne viennent pas aggraver cette situation.

Au point de vue des salaires, où on avait vu une des principales causes d'instabilité, les difficultés n'existent à peu près plus.

Au point de vue du logement, de sérieux efforts ont été entrepris qui ont donné des résultats certains. Ils doivent être continués. Il faut éviter de plus en plus que les travailleurs aient recours à des intermédiaires pour se loger, que les célibataires ne prennent pension dans des familles. Il faut enfin qu'une surveillance très attentive soit apportée aux conditions d'installation des cantines et hôtels meublés.

Dans l'ensemble la stabilité de la main-d'œuvre est meilleure en Meurthe-et-Moselle que dans la Moselle. Cela est dû tant aux conditions géographiques qu'aux habitudes prises dans chacun des deux départements.

Enfin, les centres miniers de l'Est, ayant une den

sité très importante de population ouvrière et des conditions particulières de travail, représentent un magnifique marché de travail que ne manquent pas d'utiliser nombre d'employeurs peu scrupuleux. Les débauchages y sont fréquents et nombreux. Il importe d'y apporter un frein et la législation de 1926 ainsi que la réglementation concernant la carte d'identité seront des adjuvants puissants.

Le Conseil National de la Main-d'OEuvre, à qui furent communiqués les résultats des diverses enquêtes sur la question et le rapport de M. Pouillot, a émis un vœu qui, tout en posant des problèmes très généraux, se trouve être en parfaite harmonie avec les conclusions apportées par M. Pouillot. Le voici :

« ...que les exploitations continuent leurs efforts pour assurer elles-mêmes, dans les meilleures conditions possibles, le logement des ouvriers qu'elles emploient ;

« Qu'elles se préoccupent des conditions dans lesquelles sont les hôtels et meublés indépendants où leurs travailleurs étrangers sont logés et provoquent l'intervention de l'administration pour améliorer ces conditions ;

« Que l'on continue à tenir le plus grand compte, dans l'examen des demandes d'introduction des travailleurs étrangers, des conditions dans lesquelles ceux-ci seront logés ;

« Que les instructions nécessaires soient données pour que les récépissés des demandes de cartes d'identité soient délivrés autant que possible aux postes-frontière ; que leur durée de validité soit limitée ; qu'ils contiennent toutes les indications nécessaires concernant la profession, le contrat, etc... enfin que soit mieux assurée l'application de la loi du 11 août 1926 ;

« Prie M. le Ministre du Travail de saisir le Mi-

nistre de l'Intérieur des faits relatifs à la liberté des réunions et aux refoulements. »

Ce vœu n'a pas encore abouti directement à une réglementation nouvelle. Il a seulement attiré l'attention des pouvoirs publics sur la nécessité qu'il y avait à surveiller le logement des ouvriers mineurs, à hâter son amélioration et à prendre toutes les précautions utiles pour parer au débauchage, trop fréquent dans les régions minières. En un mot, le Conseil National a ici encore fait œuvre utile pour une branche vitale de notre industrie nationale.

PARAGRAPHE III

ENQUÊTE SUR LES CONDITIONS D'ÉTABLISSEMENT

DES INGÉNIEURS FRANÇAIS A L'ÉTRANGER

De plus en plus émue par les difficultés croissantes qu'éprouvent, à l'heure actuelle, un grand nombre d'ingénieurs français à se procurer une situation à l'étranger, l'Union des Syndicats d'ingénieurs vint soumettre plusieurs propositions au Conseil National de la Main-d'Œuvre.

Ces propositions tendaient à restreindre, dans toute la mesure du possible, l'emploi des ingénieurs étrangers et, dans tous les cas, à subordonner la possibilité pour un établissement d'occuper un technicien étranger, à la condition que les différents groupements d'ingénieurs français n'aient à proposer aucun candidat ayant les qualités requises pour occuper le poste envisagé.

Dans le rapport présenté à cet effet, l'Union des Syndicats d'ingénieurs exposait qu'il résultait d'une enquête faite par les Syndicats d'ingénieurs auprès de leurs membres, que la proportion des emplois d'ingénieurs tenus en France par des étrangers était

comprise entre 5,8 et 7,3 % et qu'encore ces chiffres, datant de plus de deux ans, devaient être considérés comme probablement trop faibles, la situation depuis cette époque n'ayant pu qu'empirer.

Elle signalait qu'en ce qui concerne, par contre, le nombre des ingénieurs français placés à l'étranger, le seul renseignement, d'ailleurs très approximatif, qu'il lui avait été possible d'obtenir par les annuaires des associations d'anciens élèves des écoles d'ingénieurs, pouvait permettre d'admettre que 1,6 à 2,9 % seulement des membres de ces associations occupaient des emplois à l'étranger.

En rapprochant ces diverses données et en tablant sur un chiffre de 50.000 ingénieurs, l'Union indiquait qu'alors que le nombre des ingénieurs étrangers en France était de l'ordre de 3.500, celui des ingénieurs français à l'étranger ne dépassait pas 1.250.

Elle ajoutait que si des mesures étaient prises en France et à l'étranger pour réserver aux nationaux tous les emplois d'ingénieurs, il en résulterait un bénéfice de 2.250 emplois pour les ingénieurs français (en supposant qu'en la matière l'argument arithmétique puisse seul être invoqué).

Sans être favorable à de telles mesures à l'égard des ingénieurs étrangers, l'Union déclarait que ce raisonnement n'avait été poussé à son extrême conséquence que dans le but de montrer le peu de valeur des mesures de représailles qui pourraient être prises par les pays étrangers à l'égard de nos techniciens.

Le Conseil National chargea le Service de la main-d'œuvre étrangère d'étudier la question.

Ce Service se préoccupa de savoir dans quelle mesure il convenait de réglementer l'admission en France des ingénieurs étrangers et il lui est apparu qu'une telle réglementation ne saurait être envisagée sans s'être au préalable entouré de tous les élé-

ments d'information et d'appréciation qui devaient servir de base à son élaboration.

Dans cet ordre d'idées il sembla qu'il convenait tout d'abord de s'informer, le plus exactement possible, des conditions d'établissement de nos ingénieurs à l'étranger et des dispositions adoptées par les différents pays pour réglementer sur leur territoire l'emploi des ingénieurs étrangers.

C'est seulement ensuite que la question des ingénieurs étrangers en France pourrait être examinée en toute connaissance de cause, d'une part en vue de nos conventions internationales régissant les conditions d'établissement des étrangers en France, d'autre part, au point de vue des répercussions possibles que pourraient entraîner toutes mesures restrictives prises sur notre territoire à l'égard des techniciens étrangers.

En conséquence, une enquête fut effectuée dans les différents pays. Elle porta sur 55 nations appartenant aussi bien au Nouveau qu'à l'Ancien continent. Elle visa en particulier à obtenir pour chacun de ces pays les renseignements suivants :

1° Quel est, le plus exactement possible, le nombre d'ingénieurs français employés chez eux, dans des entreprises françaises ou étrangères ;

2° Existe-t-il une législation ou une réglementation quelconque restreignant d'une manière directe ou indirecte l'emploi d'ingénieurs étrangers dans les entreprises fonctionnant sur le territoire national. Dans l'affirmative, quelle est la teneur de ces stipulations.

Voyons sommairement quels ont été les résultats de l'enquête.

Tout d'abord les pays sont classés suivant le nombre d'ingénieurs français qui y sont employés.

Citons :

Espagne	360
Belgique	250
Pologne	96
Egypte	90
Roumanie	60
Italie	60
Argentine	56
Chili	50
Chine	41
Suisse	40
Brésil	30
Mexique	30
Turquie	30
Allemagne	29
Grèce	26
Colombie	25
Luxembourg	20
Canada	12
Monaco	10
Pérou	10
Bolivie	10
Pays-Bas	10
Grande-Bretagne	9
Vénézuéla	6
U. R. S. S.	5
Afrique du Sud	5
Bulgarie	5
Autriche	5
Cuba	5
Hongrie	5
Siam	5
Danemark	4
Salvador	3
Guatémala	2
Portugal	2

Afghanistan	2
Suède	1
Norvège	1
Albanie	1

Total 1.411

Il faut signaler que les renseignements manquent pour les Etats-Unis, la Tchéco-Slovaquie, la Yougo-Slavie, l'Uruguay et Haïti.

Ainsi, sur 50 pays pour lesquels on a pu obtenir des renseignements, 39 emploient des ingénieurs français, 11 n'en emploient aucun.

Les pays qui en emploient le plus sont soit nos voisins immédiats (Espagne, Belgique, Italie, Suisse) soit les pays où l'influence française est vivace (Pologne, Egypte, Roumanie...) soit les pays d'immigration (Argentine, Chili, Chine...).

Si on tient compte, dans chaque pays, de la proportion par million d'habitants des ingénieurs français occupés, on obtient le classement suivant :

Monaco	434	par million d'habitants
Luxembourg . . .	76	»
Belgique	33	»
Egypte	26	»
Espagne	17	»
Chili	12	»
Suisse	10	»
Argentine	6	»
Colombie	4	»
Grèce	4	»
Roumanie	3,5	»
Turquie	3,5	»
Pologne	3,5	»
Bolivie	3,5	»
Vénézuéla	2,5	»
Salvador	2	»

Mexique	2	»
Salvador	2	»

Les autres pays ont moins de 2 ingénieurs français par million d'habitants.

Une statistique encore meilleure aurait été celle de la proportion d'ingénieurs français par rapport aux ingénieurs de chaque pays. Il n'a malheureusement pas été possible de recueillir les éléments nécessaires à l'établissement d'une statistique de cette nature.

Dans un second ordre d'idées, l'enquête classe les pays suivant la facilité avec laquelle ils laissent entrer chez eux les ingénieurs des autres pays.

Tout d'abord certains pays n'ont aucune législation à ce sujet et admettent les ingénieurs étrangers sans aucune condition. Ils sont au nombre de 26. Citons entre autres : la Belgique, les Pays-Bas, la Pologne, la Bulgarie, la Yougo-Slavie, ainsi que plusieurs pays d'Amérique centrale et du Sud.

A priori il est incontestable que nous sommes tenus à certains ménagements envers les ressortissants de ces pays, attendu que, de leur côté, ils n'apportent aucune entrave au droit d'établissement des étrangers et en particulier des ingénieurs français. Ces pays représentent près de la moitié des pays enquêtés, et la plupart offrent des débouchés très nombreux à l'activité de nos ingénieurs.

Il y a ensuite un certain nombre de pays qui n'ont pas de législation spéciale concernant l'emploi des ingénieurs étrangers, mais ne les admettent que sous certaines conditions. Ces pays sont au nombre de 20 : Citons parmi eux : la Grande-Bretagne, la Tchéco-Slovaquie, la Norvège, la Suisse...

Les obligations que ces pays imposent aux étrangers pour pouvoir obtenir le permis de séjour pour exercer une profession sont telles qu'elles aboutissent indirectement à leur rendre l'accès des emplois de plus en plus difficile.

Il faut soit une autorisation du Gouvernement, soit une homologation du diplôme, soit un examen.

Ces mesures restrictives procèdent toutes du même principe qui consiste à sauvegarder le droit de priorité, qui, en toutes circonstances, doit être réservé à l'indigène.

Enfin, les autres pays (au nombre de 9) possèdent une législation ou une réglementation restreignant directement l'emploi des ingénieurs étrangers. Ce sont : l'Autriche, le Brésil, l'Espagne, la Grèce, l'Italie, la Roumanie, la Suède, la Turquie et l'U.R.S.S. Les mesures, prises par ces pays, consistent soit dans l'application du régime de réciprocité, soit dans des autorisations exceptionnelles, soit dans l'exclusion des étrangers des entreprises de l'Etat et des grosses industries.

Les résultats de cette vaste enquête ont été transmis le 1^{er} juillet 1929 au Conseil National de la Main-d'Œuvre qui n'a pas encore, à l'heure actuelle, pris de décision à ce sujet. Il est probable que les discussions qui sont ouvertes, en ce moment, en son sein, éclaireront le Gouvernement sur les mesures que celui-ci pourra prendre tant au point de vue de l'établissement des ingénieurs français à l'étranger, qu'au point de vue de l'établissement en France d'ingénieurs étrangers. Il serait souhaitable que des conventions internationales intervinssent à ce sujet le plus tôt possible.

CONCLUSION

Il nous reste maintenant à porter un jugement sur le Conseil National de la Main-d'Œuvre et l'œuvre qu'il a accomplie depuis sa création.

Il est sur le point de terminer sa cinquième année d'existence. Est-ce suffisant pour porter un jugement plus ou moins définitif ? D'autres, plus qualifiés que nous, pourraient répondre catégoriquement par l'affirmative. Nous allons prendre une position plus réservée en faisant part simplement des réflexions que nous a suggérées cette modeste étude du Conseil National de la Main-d'Œuvre.

La lecture des pages qui précèdent montre que, malgré sa spécialisation dans les questions de placement des ouvriers nationaux et surtout des ouvriers étrangers, le Conseil National a eu à s'occuper de matières extrêmement diverses et complexes. De jour en jour sa tâche s'est trouvée accrue, ses interventions se sont multipliées. Ce fait seul est significatif de son importance et de son utilité.

Mais il en est un autre dont la révélation jette une clarté brillante sur le rôle joué par le Conseil National. C'est le nombre des textes législatifs ou réglementaires à la confection desquels le Conseil National a apporté non pas seulement sa collaboration, mais toute son activité créatrice. Plusieurs de ces textes entièrement rédigés par lui ont été adoptés *sans modification aucune* par le Parlement ou les ministres intéressés.

Il y a là un caractère symptomatique de la conscience et du soin avec lesquels le Conseil National a joué le rôle qui lui était confié, ainsi que de la grande activité dont il a fait preuve depuis ses débuts.

Il faut rendre hommage aux personnalités qui le composent et qui, autant par leur science et leur compétence que par un labeur continu, sont arrivées à faire du Conseil National de la Main-d'OEuvre un des organismes les plus essentiels de nos services de main-d'œuvre et un adjuvant indispensable à l'élaboration de notre législation ouvrière.

Le législateur et les pouvoirs publics ont, en effet, pris de plus en plus l'habitude de s'adresser à lui pour se faire éclairer sur les questions délicates qu'ils sont chargés de résoudre et rares sont les cas où son avis n'a pas été partagé par eux.

Le Conseil National de la Main-d'OEuvre a donc une utilité sociale indiscutable. Son court mais brillant passé fait bien augurer de l'avenir. Il a devant lui une tâche considérable. Organe d'action et de pratique, il est aussi un organe d'études démographiques et de statistiques, destinées à donner au Gouvernement des renseignements utiles à sa politique générale et à sa politique d'immigration.

La France est en ce moment, au point de vue de sa main-d'œuvre, dans une situation extrêmement difficile, délicate et complexe. Elle manque de bras ; les vides causés par la guerre n'ont pas été comblés ; sa natalité est faible, très faible, et bientôt se feront sentir les effets de la brusque diminution des naissances causée par la guerre. La situation sera alors très grave, il ne faut pas se le cacher. Si la France veut conserver sa puissance économique et coloniale, elle devra faire appel encore plus qu'aujourd'hui à une main-d'œuvre étrangère. Mais elle devra prendre de multiples précautions pour éviter que se produise sous cette forme une invasion qui, quoique pacifique, n'en serait pas moins dangereuse pour notre unité nationale et pour son avenir. C'est dire combien la politique d'immigration du gouvernement devra être soigneusement étudiée et appliquée. C'est dire les efforts que devront supporter les organes

chargés de l'aider, en particulier le Conseil National de la Main-d'OEuvre.

Il y aura donc intérêt, tant au point de vue de la politique générale à suivre qu'à celui du marché du travail, à fournir au Conseil National tous les éléments qui lui permettront d'accomplir sa lourde tâche. Car, et c'est là une des rares réserves que nous ferons dans cette conclusion, il ne semble pas que les pouvoirs publics aient encore parfaitement compris toute l'aide que peut leur apporter le Conseil National ou, s'ils l'ont compris, ils ne mettent pas à sa disposition tous les éléments qui pourraient permettre à celui-ci d'augmenter considérablement l'envergure de ses opérations.

Le Conseil National a eu sa constitution établie en deux fois, d'abord par le décret constitutif de 1925, ensuite par le décret complémentaire de 1926. Il ne semble pas que ces mesures soient suffisantes. Elles l'étaient peut-être à l'époque, mais actuellement, et en vue d'un avenir qui sera probablement très chargé, il semble nécessaire d'y apporter quelques retouches.

Il faudrait développer et multiplier les sources de renseignements dont le Conseil National peut disposer, créer au besoin en son sein des organes spéciaux, qu'a d'ailleurs prévus le décret du 30 novembre 1926 dans son dernier alinéa ainsi conçu : « *Le Conseil National de la Main-d'OEuvre pourra créer les organes nécessaires à sa documentation et à ses publications* ».

Le Conseil National aurait dû depuis longtemps, et c'est un reproche qui s'adresse à lui puisqu'il est seul maître de le faire, créer ces organes. Il devrait publier périodiquement un bulletin donnant les comptes rendus sommaires de ses réunions et des réunions de sa Commission permanente, relatant les résultats des enquêtes qu'il fait effectuer ou qu'on lui communique, enfin les mesures législatives ou ré-

glements qui sont l'aboutissant de ses travaux.

Il faudrait d'autre part, semble-t-il, créer un personnel permanent chargé exclusivement du fonctionnement du Conseil, augmenter le nombre de ses membres de manière à intensifier le système des sous-commissions, d'ailleurs souvent employé déjà.

En un mot il faudrait donner au Conseil National un cadre et des moyens correspondant à son activité future.

Ayant ainsi passé en revue le passé et l'avenir du Conseil National, il ne nous reste plus qu'à conclure par un vœu timide. Nous espérons que cette modeste étude aura réussi à soulever un léger coin du rideau derrière lequel aiment généralement à travailler de nombreux services publics et nous nous estimerons heureux si elle parvient à révéler tout le bien que nous pensons du Conseil National de la Main-d'Œuvre et l'espoir que nous mettons en lui de voir bientôt résolu de nombreux problèmes sociaux d'un intérêt vital pour la France.

Vu : *Le Doyen de la Faculté*
H. BERTHÉLEMY.

Vu : *Le Président de Thèse*
William OUALID.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

ANNEXE

I. — TEXTES ORGANISANT LE CONSEIL NATIONAL

DE LA MAIN-D'ŒUVRE

DÉCRET DU 3 FÉVRIER 1920

portant constitution du Conseil National de la Main-d'Œuvre

Article premier. — Il est institué au Ministère du Travail un Conseil National de la Main-d'Œuvre.

Ce Conseil est constitué comme suit :

10 membres patrons dont 6 désignés par la Confédération générale de la production française et 4 par la Confédération nationale des associations agricoles.

10 membres ouvriers désignés par les organisations centrales ouvrières dont 4 représentant les organisations agricoles.

2 représentants du Ministère du Travail ;

2 » » » de l'Agriculture ;

1 » » » de la Guerre ;

2 » » » des Régions libérées ;

1 » » » du Commerce et Industrie ;

1 » » » de la Marine ;

1 » » » des Travaux publics et transports.

Article 2. — Le Conseil National de la Main-d'Œuvre est présidé par le Ministre du Travail ou, en cas d'absence, par M. Arthur Fontaine, inspecteur général des mines, conseiller d'Etat, directeur du Travail.

En outre des 10 représentants patronaux et des 10 représentants titulaires de la dite commission.

sentants ouvriers, les groupements intéressés désigneront des suppléants à raison de 5 pour les patrons (dont un agriculteur), et 5 pour les ouvriers (dont un agriculteur).

Article 3. — Des représentants des Offices de placement ainsi que des services de recrutement et de contrôle de la main-d'œuvre étrangère, fonctionnant auprès du Ministère du Travail et du Ministère de l'Agriculture, seront appelés à siéger aux Séances du Conseil avec voix consultative.

Article 4. — Le Conseil National de la Main-d'OEuvre a pour objet de fournir des avis au Gouvernement sur les questions liées au recrutement et au placement de la main-d'œuvre nationale et étrangère.

Article 5. — Le Conseil National de la Main-d'OEuvre se réunit sur convocation du Ministre du Travail.

Article 6. — Un arrêté ministériel désigne les personnes affectées au secrétariat du Conseil National de la Main-d'OEuvre.

Article 7. — Le Ministre du Travail est chargé d'assurer l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel et inséré au Bulletin des Lois.

DÉCRET DU 7 AVRIL 1925

portant constitution du Conseil National de la Main-d'OEuvre

Article premier. — Il est constitué auprès de la présidence du Conseil un Conseil National de la Main-d'OEuvre chargé de donner son avis sur les mesures propres :

1° à assurer, par la coordination de l'action des services de placement, l'utilisation et la répartition de la main-d'œuvre disponible sur le marché du travail en tenant compte notamment des besoins de l'agriculture, de l'industrie et du commerce dans les diverses régions ;

2° à régulariser et à contrôler le recrutement, l'introduction et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre coloniale et étrangère.

Article 2. — Le Conseil National est présidé par le Président du Conseil et, en l'absence de ce dernier, par le Ministre du

Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales. Il comprend :

2 sénateurs,

4 députés,

6 membres titulaires et 3 membres suppléants représentant les employeurs de l'industrie, du commerce et de l'agriculture,

6 membres titulaires et 3 membres suppléants représentant les ouvriers et employés de l'industrie, du commerce et de l'agriculture,

1 représentant du Ministère du Travail,

1 » » » de l'Agriculture,

1 » » » de l'Intérieur,

1 » » » des Affaires étrangères,

1 » » » des Colonies,

1 » » » des Travaux Publics.

Les membres patrons et ouvriers sont nommés par le Ministre du Travail sur la proposition des organisations centrales des catégories professionnelles intéressées, après avis du Ministre de l'Agriculture, en ce qui concerne les représentants patrons et ouvriers de l'agriculture.

Article 3. — Des représentants des Offices publics de placement, des services de la main-d'œuvre étrangère du Ministère du Travail et du Ministère de l'Agriculture et de la Commission interministérielle de l'immigration, sont appelés à siéger au Conseil National avec voix consultative.

Article 4. — Le Conseil National se réunit sur la convocation de son président, au moins une fois tous les trois mois.

Article 5. — Un arrêté ministériel désigne les personnes affectées au Secrétariat du Conseil.

Article 6. — Le décret du 3 février 1920 instituant un Conseil National de la Main-d'Œuvre est abrogé.

Article 7. — Le Président du Conseil, le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales et le Ministre de l'Agriculture sont chargés d'assurer l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel et inséré au Bulletin des Lois.

DÉCRET DU 30 NOVEMBRE 1926

modifiant le décret du 7 avril 1925 constituant le Conseil

National de la Main-d'Œuvre

Article premier. — L'article 2 du décret du 7 avril 1925 est complété par les paragraphes suivants :

« Le Conseil National de la Main-d'Œuvre élit dans son sein une Commission permanente. Il détermine les attributions et les pouvoirs qu'il lui délègue.

« La Commission permanente assure l'expédition des affaires courantes dans l'intervalle entre les deux sessions, l'exécution des décisions prises par le Conseil National de la Main-d'Œuvre, la préparation de l'ordre du jour des séances dudit Conseil ».

Article 2. — L'article 5 du même décret est modifié comme suit :

Article 5. — Le Conseil National aura un Secrétaire général permanent. Le Secrétaire général sera nommé par décret sur la proposition du Président du Conseil après avis du Ministre du Travail et du Conseil National de la Main-d'Œuvre.

Les autres personnes affectées au Secrétariat du Conseil National seront désignées par arrêté du Ministre du Travail, après avis du Conseil National.

Le Conseil National de la Main-d'Œuvre pourra créer les organes nécessaires à sa documentation et à ses publications ».

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL NATIONAL

DE LA MAIN-D'ŒUVRE

PRÉSIDENT — BUREAU

Article premier. — Le bureau se compose du Président du Conseil National de la Main-d'Œuvre et de deux vice-présidents.

Les deux vice-présidents sont élus par le Conseil chaque année lors de sa première session.

Article 2. — En l'absence du Président, les vice-présidents président alternativement les séances.

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Article 3. — Le Secrétariat général comprend : un secrétaire général nommé par décret du Président du Conseil après avis du Ministre du Travail et du Conseil National de la Main-d'Oeuvre ; un secrétaire général adjoint nommé par arrêté du Ministre du Travail après avis du Conseil National.

Les rémunérations qui leur sont allouées ainsi que celles du personnel, sont fixées dans les mêmes conditions et dans la limite des crédits mis à la disposition du Président du Conseil.

COMMISSION PERMANENTE

Article 4. — La Commission permanente du Conseil National de la Main-d'Oeuvre comprend, outre les représentants des Ministres, membres du Conseil National, un sénateur, deux députés, cinq patrons et cinq ouvriers, respectivement élus par les membres de leur catégorie au Conseil National, chaque année lors de la première session de ce Conseil.

Les membres du Conseil National appelés à siéger au Conseil National avec voix consultative peuvent être appelés à participer dans les mêmes conditions aux délibérations de la Commission permanente.

Les membres patrons et ouvriers du Conseil peuvent nommer à la Commission permanente, dans les mêmes conditions que celles indiquées au paragraphe I ci-dessus cinq membres suppléants appartenant à des professions différentes de celles des titulaires de ladite commission.

Chacun des membres titulaires, patrons et ouvriers, élus à la Commission permanente, a, en outre, le droit de se faire représenter à ladite Commission par un remplaçant de sa profession, désigné par lui sous sa responsabilité et avec l'agrément du Conseil National.

Les membres suppléants et les remplaçants peuvent accompagner les titulaires aux séances de la Commission permanente.

Les membres suppléants peuvent seuls y prendre la parole avec l'autorisation du Président. Ils n'ont pas le droit de vote si les membres titulaires sont présents.

En cas d'absence du titulaire, son remplaçant ou, à défaut, le membre suppléant exerce tous les droits de ce titulaire.

Le Conseil National procède dans les mêmes conditions que celles qui sont mentionnées au paragraphe 1 au remplacement des membres de la Commission permanente lorsque des sièges y sont devenus vacants.

Article 5. — Le Conseil National détermine les attributions et les pouvoirs qu'il délègue à la Commission permanente.

Celle-ci assure notamment l'expédition des affaires courantes dans l'intervalle entre deux sessions, l'exécution des décisions prises par le Conseil National, la préparation de l'ordre du jour des séances dudit Conseil, l'étude des questions qui y sont inscrites.

Le bureau veille à l'exécution des décisions de la Commission permanente. A cet effet, il jouit, dans l'intervalle des sessions, de toutes les attributions et pouvoirs que la Commission permanente lui délègue pour la signature ou le visa de certains documents.

SESSIONS

Article 6. — L'ordre du jour de chaque session du Conseil national arrêté par la Commission permanente est communiqué aux membres, au moins huit jours avant l'ouverture de la session ; ce délai est observé également pour les convocations de la Commission permanente.

MODE DE VOTATION

Article 7. — Les votes au Conseil National et à la Commission permanente ont lieu à main levée ou par appel nominal.

Il est procédé au vote par appel nominal si le Président ou cinq délégués au moins le demandent.

Le vote est constaté par le Secrétaire général et proclamé par le Président.

Les noms des votants par appel nominal sont insérés au compte rendu de la séance.

Aucun vote n'est acquis si le nombre des suffrages exprimés est inférieur aux deux tiers des délégués possédant le droit de vote.

Les délibérations du Conseil et de la Commission permanente sont prises à la majorité des voix des membres présents.

RÉSOLUTIONS

Article 8. — Tout membre ayant voix délibérative peut présenter au Conseil et à la Commission permanente des projets, résolutions, amendements ou motions conformément aux dispositions ci-après :

Tout projet, résolution, amendement ou motion, se rapportant à une question à l'ordre du jour, doit être remis par écrit au Secrétariat général, au plus tard, au début de la séance et distribué par les soins de ce dernier autant que possible à la fin de la même séance. Il est mis à l'ordre du jour de la séance suivante.

Aucun projet, aucune résolution, aucun amendement, aucune motion ne se rapportant pas à une question de l'ordre du jour ne peut être présenté au cours des séances du Conseil, si le texte n'en a été remis par écrit, au Secrétariat général du Conseil, sept jours avant la date fixée pour l'ouverture de la session du Conseil. Tout texte, ainsi présenté, est distribué, par les soins du Secrétariat général, au plus tard le jour de l'ouverture de la session, aux membres qui décident s'il y a lieu de le mettre ou non à l'ordre du jour de la session.

Article 9. — Il n'est pas nécessaire de donner un avis préalable des motions d'ordre au Secrétariat général ni de lui en remettre le texte.

II. — TEXTES DONT LE CONSEIL NATIONAL DE LA
MAIN-D'OEUVRE A RÉGLÉ L'APPLICATION ET
TEXTES ISSUS DE SES TRAVAUX

1^o COMMISSION PERMANENTE INTERMINISTÉRIELLE
DE L'IMMIGRATION

DÉCRET DU 28 AVRIL 1928

*portant organisation du Secrétariat général de la Commission
interministérielle permanente de l'immigration*

Article premier. — L'article 4 du décret du 18 juillet 1920 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« *Article 4.* — La Commission est dotée d'un Secrétariat général chargé, en ce qui concerne toutes les questions d'immigration, sous l'autorité du Ministère des Affaires Etrangères et sous réserve des attributions spéciales conférées aux diverses administrations par les lois et conventions, des relations avec les agents diplomatiques et consulaires accrédités en France. Le Secrétariat général effectuera toutes recherches, études et enquêtes relatives à l'immigration demandées par la Commission.

« Il sera, en outre, chargé de centraliser, de préparer et de présenter à la Commission les affaires à examiner. Il assurera la rédaction des procès-verbaux et leur communication aux Ministères intéressés et notifiera pour exécution, aux agents principaux des services d'immigration, les décisions communes

de principe prises par les Ministres sur la proposition de la Commission.

« Le Secrétariat général est assuré par un Secrétaire général et deux secrétaires généraux adjoints. Le personnel du Secrétariat général comporte en outre un emploi de sténo-dactylographe et un emploi de rédacteur.

« Les fonctions de Secrétaire général sont remplies par un fonctionnaire du Ministère des Affaires Etrangères désigné par le Ministre. Celles de secrétaires généraux adjoints sont remplies respectivement par le Chef de service de la main-d'œuvre étrangère au Ministère du Travail et par le Chef de service de la main-d'œuvre étrangère et de l'immigration agricoles au Ministère de l'Agriculture.

« Le rédacteur et le sténo-dactylographe sont nommés par le Ministre des Affaires Etrangères.

« Les indemnités allouées au personnel du Secrétariat permanent seront fixées par décret contresigné par le Ministre des Affaires Etrangères et par le Ministre des Finances ».

Article 2. — Les dépenses de fonctionnement du Secrétariat général de la Commission seront imputées sur les versements effectués à titre de fonds de concours par les groupements professionnels utilisant des travailleurs étrangers. Le Secrétariat général serait supprimé de plein droit si ces versements viennent à être suspendus.

Article 3. — Le Président du Conseil, Ministre des Finances, le Ministre des Affaires Etrangères, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre des Travaux Publics et le Ministre du Travail, de l'Hygiène et de l'Assistance et de la Prévoyance sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel et inséré au Bulletin des Lois.

2° RÉORGANISATION DES SERVICES DE MAIN-D'ŒUVRE

LOI DU 2 FÉVRIER 1925

modifiant l'article 85 du Livre I du Code du Travail concernant les bureaux municipaux et offices départementaux de placement

Article premier. — L'article 85 du Livre I du Code du Travail est remplacé par les dispositions suivantes :

« *Article 85.* — Dans chaque commune un registre constatant les offres et demandes de travail et d'emploi devra être ouvert à la mairie et mis gratuitement à la disposition du public. A ce registre sera joint un répertoire où seront classés les notices individuelles que les intéressés pourront librement joindre à leur offre ou à leur demande de travail.

« Les villes, comptant une population municipale totale égale ou supérieure à 10.000 habitants, sont tenues de créer un bureau municipal.

« Si la création du bureau municipal de placement prescrite par le paragraphe précédent n'a pas été réalisée, il y sera procédé d'office par le Préfet après mise en demeure restée sans résultat adressée au Conseil municipal.

« Les dépenses nécessitées par l'installation ou le fonctionnement du bureau de placement créé en exécution des dispositions qui précèdent sont obligatoires pour les villes déterminées au paragraphe 2 du présent article ».

Article 2. — Sont codifiées dans la teneur ci-après et formeront les articles 85 a à 85 e du Livre I du Code du Travail, les dispositions suivantes :

« *Article 85 a.* — Dans chaque département, l'institution d'un office départemental de placement est comprise dans les dépenses obligatoires inscrites au budget départemental.

« Les offices départementaux ont pour objet d'organiser et d'assurer, dans toutes les communes de leur circonscription le recrutement et le placement gratuits des travailleurs de l'agriculture, de l'industrie, du commerce, des professions libérales, ainsi que des domestiques et des apprentis.

« Il peut être créé facultativement plusieurs offices dans le même département, si le Conseil général le décide.

« Des arrêtés préfectoraux déterminent, conformément aux délibérations du Conseil général, le siège et la circonscription de chaque office départemental, son budget, son organisation, son fonctionnement et le mode de nomination de son personnel.

« Les Conseils généraux peuvent, en outre, s'associer pour la création et le fonctionnement d'offices interdépartementaux de placement ».

« Article 85 b. — Dans chaque circonscription d'office départemental, un bureau municipal de placement, s'il en existe, peut être chargé par arrêté préfectoral et après accord avec la municipalité intéressée, de former l'office départemental.

« Les bureaux municipaux de placement (ou, s'il a été fait application du paragraphe précédent, les bureaux de la circonscription autres que celui qui joue le rôle d'office départemental), ainsi que les services municipaux d'inscription des offres et des demandes d'emplois, doivent être en relations, quant à leur fonctionnement technique, avec l'office départemental de leur circonscription.

« Chaque office départemental, de son côté, doit se tenir en rapports réguliers, notamment par l'échange de renseignements sur les excédents d'offres et de demandes de main-d'œuvre, avec les autres offices du département, ceux des autres départements, les offices interdépartementaux et avec l'office central institué auprès du Ministère du Travail.

« La correspondance postale échangée pour les besoins du service entre tous ces bureaux et offices de placement est admise à circuler en franchise sous pli fermé ».

« Article 85 c. — Chaque bureau municipal ou office départemental peut, pour certaines professions, instituer des sections professionnelles. L'institution d'une section agricole est obligatoire dans chaque office départemental.

« Il est adjoint à chaque bureau municipal et office départemental, et, s'il y a lieu, par arrêté spécial, à chaque section professionnelle, une Commission administrative chargée de contrôler les opérations de placement et de donner son avis pour toutes les questions intéressant le développement de ces institutions.

« Ces Commissions doivent comprendre un nombre égal d'ouvriers ou employés et de patrons appartenant, autant que possible, aux professions qui font le plus souvent appel au placement ».

« Article 85 d. — Les offices départementaux et les bureaux municipaux des villes de plus de 100.000 habitants pourront, sur la demande des Conseils généraux, ou des Conseils municipaux, qui les ont institués, être constitués en établissements publics par décret rendu en Conseil d'Etat ».

« Article 85 e. — Un règlement d'administration publique déterminera les autres conditions auxquelles devront, d'une manière générale satisfaire les divers offices, bureaux ou sections professionnelles, notamment en ce qui concerne : la constitution des commissions paritaires, les mesures à prendre pour assurer la gratuité et la sincérité des opérations de placement des offices, l'impartialité en cas de conflit du travail, la coordination entre les divers bureaux et offices, etc... »

DÉCRET DU 9 MARS 1926

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 2 février 1925 concernant les bureaux publics de placement.

Article premier. — Chaque office départemental ou bureau municipal de placement doit être installé dans un local spécialement affecté, pourvu du téléphone, d'accès facile au public, et dont l'emplacement est indiqué par des affiches et enseignes très apparentes.

Dans chaque office départemental et dans chaque bureau municipal les employés doivent être en nombre suffisant pour assurer pendant les heures d'ouverture de l'office ou des bureaux le fonctionnement normal du service.

Article 2. — La Commission administrative de contrôle prévue au paragraphe 2 de l'article 85 e doit être constituée comme suit :

Pour un office départemental ou pour un bureau municipal chargé de former l'office départemental, la Commission administrative comprend :

un représentant au moins du Conseil général et, le cas échéant, des conseils municipaux participant aux dépenses de l'office, désignés par ces assemblées ;

un nombre égal de patrons et d'ouvriers ou employés ou

d'anciens patrons, ouvriers ou employés, dont le total ne peut être inférieur à 10 ;

un représentant du Comité départemental des mutilés ;

Le chef de l'office régional de la main-d'œuvre dans la circonscription duquel se trouve l'office ou son délégué, quand il n'est pas lui-même directeur de l'office ou chef du bureau municipal ;

le directeur des services agricoles ou son délégué, l'inspecteur départemental du travail, et le directeur de l'office départemental ou le chef du bureau municipal avec voix consultative seulement.

Pour un bureau municipal, qui n'est pas chargé de former l'office départemental, la Commission administrative comprend :

un conseiller municipal désigné par le Conseil municipal ;

un nombre égal de patrons ouvriers ou employés dont le nombre total ne peut être inférieur à 8 ;

le chef de l'office régional de la main-d'œuvre dans la circonscription duquel se trouve le bureau ou son délégué et le directeur de l'office départemental ou de la section de l'office départemental dans la circonscription duquel se trouve le bureau ;

le chef du bureau municipal avec voix consultative seulement.

Dans toute Commission administrative le nombre des membres autres que les patrons, ouvriers ou employés ayant voix délibérative ne peut excéder le tiers.

Article 3. — Les membres de la Commission administrative de l'office départemental sont nommés par le Préfet, les membres de la Commission administrative du bureau municipal par le Maire.

Les membres patrons, ouvriers ou employés sont choisis parmi les personnes exerçant depuis trois ans au moins l'une des professions appelées à avoir le plus souvent recours aux services de placement publics et autant que possible sur la proposition des syndicats de patrons, d'ouvriers ou d'employés appartenant à ces professions et, en ce qui concerne les représentants de l'agriculture, sur la proposition des associations agricoles.

Article 4. — La Commission administrative de l'office départemental ou du bureau municipal de placement présente

au Préfet ou au Maire toutes propositions qu'elle juge utiles, relativement à l'organisation et au développement de l'office départemental ou du bureau municipal et, le cas échéant, des sections paritaires professionnelles.

Elle fixe le règlement de ces services sous réserve de l'approbation du Préfet ou du Maire. Elle présente au cours du premier trimestre de chaque année, au Préfet ou au Maire, un projet de budget des services et soumet à la session budgétaire du Conseil général ou du Conseil municipal un rapport sur leur fonctionnement.

Article 5. — Le budget des offices départementaux et des bureaux municipaux de placement prévoit, notamment, les crédits nécessaires pour assurer la rémunération du personnel, le paiement, s'il y a lieu, du loyer du local, des dépenses d'aménagement et d'entretien, de fonctionnement du téléphone, de correspondance, de publicité et de déplacements.

Il peut y être inscrit un crédit pour les jetons de présence alloués aux membres des Commissions administratives et paritaires.

Article 6. — La Commission administrative peut déléguer tout ou partie de ses attributions de contrôle, pendant l'interalle de ses sessions, à une délégation composée par moitié de patrons et d'ouvriers.

Article 7. — La section agricole instituée obligatoirement dans chaque office départemental et les autres sections professionnelles instituées, le cas échéant, au sein des offices départementaux ou des bureaux municipaux, sont placées sous l'autorité du directeur de l'office départemental ou du chef du bureau municipal.

Les commissions adjointes, s'il y a lieu, aux sections professionnelles sont composées d'au moins quatre patrons et ouvriers ou anciens patrons et ouvriers de la profession, désignés par le préfet ou le maire dans les mêmes conditions que les membres patrons et ouvriers de la Commission administrative.

Le directeur des services agricoles du département, ou son délégué, a le droit d'assister avec voix consultative aux séances de la commission de la section agricole. Il y est toujours convoqué.

La commission adjointe à une section professionnelle émet

son avis sur toutes les questions concernant le placement dans la profession. Ses délibérations et avis sont communiqués à la Commission administrative de l'office ou du bureau municipal qui arrête définitivement les propositions à formuler.

Chaque commission de section professionnelle délègue un patron et un ouvrier avec voix délibérative aux séances de la Commission administrative de l'office départemental ou du bureau municipal.

Article 8. — Pour chaque office départemental, l'arrêté préfectoral prévu par l'article 85 a, paragraphe 4 du Livre I^{er} du Code du Travail, et, pour chaque bureau municipal, un arrêté du maire, détermineront le mode de désignation du président de la Commission administrative et des commissions paritaires, la durée du mandat des membres de la Commission administrative et des commissions paritaires, qui ne peut excéder trois ans, la périodicité des séances, à raison d'une au moins par trimestre, la procédure du contrôle de la gestion du bureau et, s'il y a lieu, les indemnités à allouer aux membres à titre de jetons de présence.

Dans toute délibération, les patrons et ouvriers ou employés ne doivent prendre part au vote qu'en nombre égal.

Dans le cas où les patrons et ouvriers ou employés ne sont pas présents en nombre égal, un tirage au sort détermine le ou les membres qui ne prennent pas part au vote.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents. Au sein de la Commission administrative, cette majorité doit, dans les questions d'ordre professionnel, comprendre la majorité des membres patrons, ouvriers et employés.

Le président de la Commission administrative ou d'une commission paritaire ne doit être ni un des membres employeurs ou employés, ni l'agent ayant la direction de l'office départemental ou du bureau municipal, ni le préposé d'une section professionnelle. Il ne vote pas.

Le règlement intérieur détermine, en outre, le mode de nomination et les fonctions du ou des agents préposés au placement, et les conditions générales du fonctionnement des bureaux et notamment leurs heures d'ouverture.

Article 9. — Dans le cas où un service d'orientation professionnelle n'est pas adjoint à l'office départemental de placement, celui-ci doit se tenir en relation avec le ou les services voisins d'orientation professionnelle existant en dehors de lui.

Article 10. — Dans les salles où le public a accès, est apposée une affiche rappelant que le placement est rigoureusement gratuit et que, l'article 87 du Livre I du Code du Travail interdisant à tout gérant ou employé du service de percevoir une rétribution ou récompense quelconque à l'occasion du placement d'un ouvrier ou employé, il est formellement défendu aux employeurs et aux ouvriers ou employés d'offrir une rétribution quelconque au personnel des bureaux.

Sont également affichés ou tenus à la disposition des intéressés, les conventions collectives de travail et les bordereaux de salaires, qui auront été portés à la connaissance des services par les organisations intéressées.

Article 11. — Ne doivent être considérés comme placement que les opérations d'embauchage pour lesquelles il peut être apporté la preuve que l'employeur a accepté l'ouvrier présenté au bureau. Ces preuves, qui sont à conserver pendant une année au moins, doivent être tenues à la disposition des agents des offices régionaux de la main-d'œuvre, chargés par le Ministre du Travail de vérifier le fonctionnement des bureaux de placement. Elles doivent permettre de faire la ventilation entre les placements à demeure et les placements en extra.

Par placements en extra, il faut entendre ceux qui sont faits pour une durée déterminée, ne dépassant pas une semaine ou ceux dont la durée quoique indéterminée ne doit pas normalement dépasser une semaine en raison de la nature des travaux ou des usages de la profession.

Sont considérés comme placements à demeure, les placements à durée indéterminée, non visés ci-dessus, ainsi que les placements à durée déterminée dépassant une semaine.

Article 12. — En cas de conflit collectif ayant entraîné une cessation de travail, le service de placement continue de fonctionner. Mais si ce conflit est de notoriété publique ou a été porté à la connaissance du service, celui-ci est tenu d'en avertir tout demandeur auquel est offert un emploi dans une entreprise atteinte directement ou indirectement par le conflit ou tout employeur de la profession intéressée demandant du personnel.

La liste desdites entreprises est, en outre, affichée dans la salle réservée aux demandeurs et aux offreurs.

Article 13. — Les offices départementaux et les bureaux

municipaux sont tenus de renvoyer, dûment remplis, dans les délais qui leur sont impartis, les états périodiques concernant la situation du marché du travail de leur circonscription qui leur sont adressés par l'Office central de la main-d'œuvre nationale. La même obligation s'impose aux bureaux municipaux pour les états périodiques qui leur sont adressés par le bureau départemental de leur département.

Les bureaux départementaux et municipaux doivent également fournir sur toutes les questions intéressant le placement de la main-d'œuvre et la situation du marché du travail, notamment sur la compensation des offres et des demandes d'emploi entre les divers bureaux, sur les demandes d'introduction et de régularisation de situation de main-d'œuvre étrangère, sur la délivrance des bons de transport aux chômeurs, tous renseignements qui leur sont demandés par l'Office central ou les offices régionaux de la main-d'œuvre chargés d'assurer la coordination de leurs opérations et l'exécution des instructions ministérielles.

LOI DU 28 DÉCEMBRE 1927

portant promulgation du budget pour l'année 1928

Article 103. — Sont créés au Ministère du Travail les emplois suivants de titulaires en remplacement d'un nombre égal d'emplois correspondants d'auxiliaires actuellement existants.

Office central et offices régionaux de la main-d'œuvre.

Paris.

- 1 chef de l'office central de la main-d'œuvre ;
- 1 chef de l'office régional de la main-d'œuvre ;
- 1 chef comptable des services de main-d'œuvre ;
- 1 chef adjoint de l'office régional de la main-d'œuvre ;
- 3 contrôleurs principaux.
- 7 contrôleurs.

Province.

- 6 chefs d'offices régionaux de la main-d'œuvre ;
- 3 chefs adjoints d'offices régionaux de la main-d'œuvre ;
- 12 contrôleurs.

Service de la main-d'œuvre étrangère.

Paris.

- 1 chef du service de la main-d'œuvre étrangère ;
- 2 chefs adjoints du service de la main-d'œuvre étrangère ;
- 5 contrôleurs principaux ;
- 13 contrôleurs ;

Province.

- 13 chefs de dépôt ou de service de contrôle ;
- 19 contrôleurs.

DÉCRET DU 13 AVRIL 1929

*relatif au statut du personnel titulaire des services
de main-d'œuvre*

Article premier. — Les services relevant du Ministère du Travail qui assurent le placement, le recrutement et le contrôle de la main-d'œuvre nationale et étrangère comprennent un office central et sept offices régionaux de la main-d'œuvre nationale, un service central, quatre dépôts et neuf services de contrôle de la main-d'œuvre étrangère.

L'office central et le service central de la main-d'œuvre étrangère ont leur siège à Paris. Le siège et la circonscription des offices régionaux de la main-d'œuvre nationale dans les départements, des dépôts et services de contrôle de la main-d'œuvre étrangère sont fixés par arrêté ministériel.

Article 2. — Les agents titulaires des divers services de main-d'œuvre sont nommés par arrêté ministériel sur la proposition du directeur du travail.

Le chef de l'office... etc...

DÉCRET DU 14 AVRIL 1929

*relatif aux cadres et traitements du personnel titulaire
des services de main-d'œuvre*

Article premier. — Le personnel titulaire des services de la main-d'œuvre nationale et étrangère comprend :

Office central et offices régionaux de la main-d'œuvre nationale

Paris.

- 1 emploi de chef de l'office central de la main-d'œuvre ;
- 1 emploi de chef d'office régional ;
- 1 emploi de chef-adjoint d'office régional ;
- 3 emplois de contrôleurs principaux ;
- 7 emplois de contrôleurs.

Province.

- 6 emplois de chefs d'office régional ;
- 3 emplois de chefs adjoints d'office régional ;
- 12 emplois de contrôleurs.

Service de la main-d'œuvre étrangère

Paris.

- 1 emploi de chef du service de la main-d'œuvre étrangère ;
- 2 emplois de chefs adjoints du service de la main-d'œuvre étrangère ;
- 3 emplois de contrôleurs principaux ;
- 13 emplois de contrôleurs.

Départements :

- 13 emplois de chefs de dépôt ou de service de contrôle de la main-d'œuvre étrangère ;
- 19 emplois de contrôleurs.

Le personnel titulaire comprend, en outre, à Paris, un emploi de chef comptable commun à l'ensemble des services de main-d'œuvre et chargé, en outre, du service intérieur.

Article 2. — Les traitements... etc...

DÉCRET DU 14 AVRIL 1929

*relatif au statut et mode de rémunération du personnel
auxiliaire et temporaire des services de main-d'œuvre*

Article premier. — Les services de recrutement et de placement de la main-d'œuvre nationale et étrangère relevant du Ministère du Travail et dont la composition est fixée par le

décret du 14 Avril 1929 comprennent, indépendamment du personnel titulaire prévu par ledit décret, un personnel auxiliaire temporaire composé de : contrôleurs, interprètes, secrétaires, dactylographes, convoyeurs, plantons et gens de service.

L'effectif de ce personnel est fixé suivant les besoins et dans la limite des crédits budgétaires.

Article 2. — La rémunération... etc...

DÉCRET DU 28 FÉVRIER 1929

relatif au statut et traitement du personnel du Service de la main-d'œuvre et de l'immigration agricoles

Article premier. — Le service de la main-d'œuvre et de l'immigration agricoles a pour mission de s'occuper de toutes les questions concernant les conditions de travail en agriculture, l'immigration des travailleurs de l'agriculture et des exploitations forestières, la colonisation intérieure par la mise en exploitation des petits domaines ruraux, la législation relative à la main-d'œuvre agricole étrangère, l'apprentissage agricole et horticole, l'organisation scientifique du travail en agriculture et la préparation de la mobilisation de la main-d'œuvre agricole, ainsi que les questions sociales ouvrières en agriculture, notamment celles qui se rapportent au logement et à l'hygiène des travailleurs ruraux, aux allocations familiales en agriculture, aux salaires, ainsi que celles qui sont soumises à l'examen de l'organisation internationale du travail.

Il comprend :

- 1° un service central ;
- 2° des services départementaux.

Article 2. — Le personnel du service comprend des agents titulaires et des auxiliaires temporaires.

Le personnel titulaire est composé ainsi qu'il suit :

1° *Au service central :*

- 1 chef de service ;
- 1 chef adjoint ;
- 2 contrôleurs principaux ;
- 3 contrôleurs.

2° Dans les services départementaux :

3 chefs de dépôt ;

4 chefs de poste.

En dehors du personnel titulaire il peut être employé, tant au service central que dans les services départementaux, des agents auxiliaires temporaires (contrôleurs, secrétaires, adjoints à chefs de poste, sténodactylographes, journaliers ou gardiens de bureau). Ces agents sont recrutés et licenciés selon les besoins du service dans la limite des crédits affectés à cette dépense.

Article 3. — Tous les agents du service sont nommés par arrêté du Ministre de l'Agriculture pris sur la proposition du Directeur de l'Agriculture.

Toutefois... etc...

3°. — RÉGLEMENTATION DU PLACEMENT

LOI DU 19 JUILLET 1928

*portant modification des art. 78, 81, 82, 83, 88 et 102 du Livre I
du Code du Travail et de la Prévoyance sociale*

ARTICLE PREMIER. — L'article 79 du Livre I du Code du Travail et de la Prévoyance sociale est modifié comme suit :

« Art. 79. — L'autorité municipale surveille les bureaux de placement pour y assurer le maintien de l'ordre, les prescriptions de l'hygiène et, en ce qui concerne les bureaux autorisés, elle surveille en outre l'observation des prescriptions auxquelles ils sont tenus de se conformer.

« Elle prend les arrêtés nécessaires à cet effet ».

ARTICLE 2. — L'article 81 du Livre I du Code du Travail et de la Prévoyance sociale est modifié comme suit.

« Art. 81. — Aucun bureau de placement payant ou gratuit ne peut être géré ou exploité, directement ou indirectement, par une personne exerçant l'un des commerces ci-après : hôtelier, logeur, restaurateur, débitant de boissons, négociant ou courtier, ou représentant en denrées alimentaires ou en articles d'habillement, ou objets d'usage personnel, commerce d'achat et de vente de reconnaissances de Mont de Piété.

« Il est interdit d'établir le siège d'un bureau de placement dans les locaux ou dans les dépendances des locaux occupés par les exploitations visées au paragraphe précédent.

« Il est interdit à tout tenancier, gérant, préposé d'un bureau de placement de subordonner le placement à l'obligation de se fournir dans des magasins indiqués par lui. »

ARTICLE 3. — Il est ajouté dans le Livre I du Code du Travail et de la Prévoyance sociale, après l'article 81, un article 81 a et un article 81 b ainsi conçus :

« Article 81 a. — Dans chaque département, tout bureau de placement payant ou gratuit est tenu de faire parvenir chaque semaine et dans les conditions fixées par le Préfet, à l'office départemental de placement public, la statistique des offres et demandes d'emploi et des placements effectués. »

« Article 81 b. — Le contrôle de la sincérité des statistiques fournies par les bureaux de placement en exécution de l'article 81 a, le respect de la gratuité dans les bureaux de placement gratuits sont assurés, concurremment avec les officiers de police judiciaire, par des agents appartenant aux services publics de placement, choisis par le Ministre du Travail, après consultation, si ces bureaux effectuent des placements dans l'agriculture, du Ministre de l'Agriculture et désignés, après avis de l'autorité municipale, lorsque le bureau exerce son activité principale dans la commune où il est établi, du Préfet lorsque cette activité s'exerce principalement en dehors de la commune et dans la limite du département. »

ARTICLE 4. — Est inséré dans le Livre I du Code du Travail et de la Prévoyance sociale, après l'article 82, l'art. 82 a ci-après :

« Article 82 a. — Le recrutement pour la France et l'introduction en France des travailleurs coloniaux et étrangers, le placement en France des travailleurs étrangers, le recrutement en France de travailleurs de toutes nationalités pour l'étranger et les colonies, ne sont pas soumis aux dispositions du présent titre.

« Il est interdit à tout individu ou groupement de se livrer à de telles opérations, s'il n'a obtenu au préalable l'autorisation :

« — soit du Ministre du Travail, si les opérations dont il s'agit doivent porter exclusivement sur les travailleurs industriels,

« — soit du Ministre de l'Agriculture, si les opérations dont il s'agit doivent porter exclusivement sur les travailleurs agricoles,

« — soit enfin du Ministre de l'Agriculture et du Ministre du Travail, si les opérations dont il s'agit doivent porter concurremment sur des travailleurs agricoles et industriels.

« Tout individu ou groupement qui a obtenu la ou les autorisations prévues ci-dessus doit se conformer aux règle-

ments édictés par les Ministres intéressés qui ont droit à tout moment, de faire constater la régularité des opérations.

« Lorsque ces opérations intéressent les colonies et les pays de protectorat, l'autorisation est donnée et les règlements édictés après avis conforme des Ministres dont dépendent les colonies ou les pays de protectorat et auxquels appartient le contrôle de telles opérations dans les colonies ou protectorats.

« En cas d'infraction auxdits règlements, l'autorisation pourra être rapportée.

« Il n'est rien innové en ce qui concerne les agences d'émigration et les Compagnies de transport qui transportent les émigrants. »

ARTICLE 5. — L'art. 83 du Livre I du Code du Travail et de la Prévoyance sociale est complété comme suit :

« Toutefois restent soumis à l'autorisation prévue à l'article 88 ci-après, les bureaux de placement gratuits, créés par les groupements énumérés au paragraphe précédent, lorsque le placement des travailleurs adhérant à ces groupements en constitue le but principal. »

ARTICLE 6. — L'art. 88 du Livre I du Code du Travail et de la Prévoyance sociale est modifié comme suit :

« Article 88. — Nul ne peut tenir un bureau de placement sous quelque titre, pour quelque profession, place ou emploi que ce soit, sans une permission spéciale qui ne peut être accordée qu'à des personnes de moralité reconnue. Cette permission est accordée, après avis de l'office départemental de placement, par le Maire, lorsque le bureau doit exercer son activité principale dans la commune où il est établi, par le Préfet lorsque cette activité doit s'exercer principalement en dehors de la commune et dans la limite du département. Elle est accordée par le Ministre du Travail, après consultation, si les bureaux effectuent des placements dans l'agriculture, du Ministre de l'Agriculture, lorsque cette activité doit s'étendre sur plusieurs départements. »

ARTICLE 7. — Sont insérés dans le Livre I du Code du Travail et de la Prévoyance sociale, à la suite de l'article 88, les articles 88 a et 88 b ci-après :

« Art. 88 a. — Il est interdit aux gérants ou préposés de bureaux de placement :

1° de percevoir ou d'accepter, à l'occasion des opérations

faites par eux, des dépôts ou cautionnements de quelque nature que ce soit,

« 2° d'annoncer, de quelque façon que ce soit, les emplois qu'ils n'auraient pas mission d'offrir. »

« Art. 88 b. — Il est interdit de vendre, soit à l'abonnement, soit au numéro, des feuilles d'offres et de demandes d'emploi. Ne sont pas considérées comme feuilles d'offres ou de demandes d'emploi, les journaux ou périodiques qui, n'ayant manifestement pas pour objet des opérations de placement par voie d'annonces, insèrent des offres ou des demandes d'emploi, à condition qu'il ne soit pas consacré à ces offres ou demandes plus de la moitié de la superficie du journal ou du périodique. »

ARTICLE 8. — L'art. 102 du Livre I du Code du Travail et de la Prévoyance sociale est modifié comme suit :

« Art. 102. — Toute infraction soit aux règlements édictés en vertu des art. 79, 82 a et 90, soit aux prescriptions des art. 81, 83, 87, 88 a, 88 b, 89, parag. 2, et 91, sera punie d'une amende de 16 à 100 francs et d'un emprisonnement de 6 jours à un mois ou de l'une de ces deux peines seulement.

« Le maximum des deux peines sera toujours appliqué au délinquant lorsqu'il aura été prononcé contre lui, dans les douze mois précédents, une première condamnation pour infraction aux articles 81, 83 et 87, 88 a, 89, parag. 2, et 91 et aux règlements pris en vertu de l'article 90.

« Tout tenancier, gérant, employé d'un bureau fonctionnant en contravention des art. 82 a, 84 et 88 sera puni des peines portées au présent article.

« Les mêmes peines s'appliquent aux tenanciers, gérants ou employés des bureaux payants autorisés, lorsqu'ils se livrent au placement de professions non dénommées à leur arrêté d'autorisation.

« Ces peines seront indépendantes des restitutions et des dommages-intérêts auxquels pourront donner lieu les faits incriminés. »

4°. — PROTECTION DU MARCHÉ DU TRAVAIL NATIONAL

LOI DU 11 AOÛT 1926

*modifiant les art. 64, 98 et 172 du Livre II du Code du Travail
et de la Prévoyance sociale, en vue d'assurer la protection
du marché du travail national*

ARTICLE PREMIER. — La section IV du chapitre V du Titre I^{er} du Livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale est remplacée par les dispositions suivantes :

« Art. 64. — Il est interdit à toute personne d'employer un étranger non muni de la carte d'identité d'étranger délivrée conformément aux dispositions réglementaires en vigueur et portant la mention « travailleur ». Lorsque cette carte est délivrée pour la première fois, elle doit porter l'indication et la date du contrat de travail sur le vu duquel ladite carte a été délivrée. »

« Art. 64 a. — Il est interdit d'occuper dans une autre profession le travailleur étranger auquel la carte d'identité prévue à l'art. 64 aura été délivrée en vue de son emploi dans une profession déterminée, à moins qu'une année ne se soit écoulée depuis la délivrance de cette carte ou qu'il ne soit porteur d'un certificat délivré par un office public de placement qui devra tenir compte de l'état du marché du travail dans la profession considérée et de la qualification professionnelle dudit travailleur. »

« Art. 64 b. — Il est interdit à tout employeur d'embaucher, directement ou par intermédiaire, un travailleur étranger introduit en France, avant l'expiration du contrat de travail en vertu duquel il a été introduit.

« Cette interdiction est indépendante des actions en dommages-intérêts qui pourraient être intentées de ce chef.

« Elle ne sera pas applicable :

« 1° si le travailleur est porteur d'un certificat du précédent employeur attestant que le contrat dont il s'agit a été résilié d'accord avec ce dernier ou par décision de justice ;

« 2° si une année s'est écoulée depuis l'introduction du travailleur intéressé ;

« 3° si le travailleur est porteur d'une carte de présentation délivrée par l'office public de placement, après enquête auprès du précédent employeur dont les droits vis-à-vis du travailleur et du nouvel employeur sont réservés. »

« Art. 64 c. — Tout employeur de travailleurs étrangers est tenu de les inscrire dans un délai de 24 heures suivant leur embauchage sur un registre spécial établi dans les conditions qui sont déterminées par arrêté des Ministres du Travail, de l'Agriculture et de l'Intérieur. Ce registre devra être présenté à toute réquisition des agents désignés à l'article 98 du présent livre. »

ARTICLE 2. — Les articles 98 et 172 du Livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Art. 98. — L'application des dispositions des articles 64, 64 a, 64 b et 64 c est confiée, dans les établissements agricoles, aux officiers de police judiciaire et, concurremment avec ces derniers, aux inspecteurs du travail dans les établissements industriels et commerciaux. »

« Art. 172. — L'employeur qui aura contrevenu aux prescriptions des art. 64, 64 a, 64 b, sera puni d'une amende de 500 à 1000 francs pour chaque infraction constatée.

« L'art. 463 du Code pénal sera applicable.

« L'amende sera de 5 à 15 francs pour chaque infraction constatée aux prescriptions de l'art. 64 c. »

ARRÊTÉ DU 20 JANVIER 1927

*relatif au registre d'inscription des travailleurs étrangers
prévu par la loi du 11 août 1926*

Article premier. — Le registre spécial sur lequel les employeurs sont tenus d'inscrire les travailleurs étrangers qu'ils engagent, dans les vingt-quatre heures qui suivent leur embau-

chage, doit être paginé sans interruption et comprendre les colonnes ci-après :

- 1° date d'entrée dans l'établissement ;
- 2° date de sortie de l'établissement ;
- 3° noms et prénoms des travailleurs étrangers ;
- 4° nationalité ;
- 5° lieu et date de naissance.

Renseignements fournis par la carte d'identité :

- 6° Préfecture qui a délivré la carte ;
- 7° Numéro d'ordre de la carte ;
- 8° Année de délivrance de la carte ;
- 9° Profession inscrite sur la carte ;
- 10° Profession actuelle ;
- 11° Indications spéciales.

Article 2. — Si une année ne s'est pas écoulée depuis la délivrance de la première carte d'identité et si le travailleur étranger est embauché dans une profession autre que celle pour laquelle la carte a été délivrée, l'employeur devra indiquer dans la colonne « indications spéciales » :

1° le nom et le siège de l'office public de placement qui a délivré le certificat (carte de présentation ou tout document similaire) prévu par l'article 64 a du Livre II du Code du Travail,

2° la date et le numéro d'ordre de ce certificat.

Article 3. — Si le contrat de travail en vertu duquel le travailleur étranger a été introduit en France n'est pas expiré, l'employeur devra, à moins qu'une année ne se soit écoulée depuis cette introduction, indiquer dans la colonne « indications spéciales » :

a) si le contrat a été résilié d'accord avec l'ancien employeur, le nom, la profession et l'adresse de celui-ci, la date du certificat, signé par lui, attestant l'accord ;

b) si le contrat a été résilié par une décision de justice, le tribunal qui a prononcé la résiliation et la date du jugement ;

c) si le travailleur est muni d'une carte de présentation d'un office public de placement, le nom et le siège de cet office, la date et le numéro d'ordre de cette carte.

Article 4. — Les indications portées sur le registre doivent être conformes à celles qui figurent sur les cartes d'identité et autres documents dont le travailleur étranger doit être porteur.

DÉCRET DU 10 JUILLET 1929

relatif à la délivrance des cartes d'identité des étrangers

Article Premier. — Tout étranger, âgé de plus de quinze ans, devant résider en France plus de deux mois, est tenu, dans les huit jours de son arrivée (s'il vient d'un pays étranger) ou de l'achèvement de sa quinzième année (s'il est né en France ou s'il y est venu avant cet âge), de se présenter au commissariat de police de sa résidence (ou, à défaut, à la mairie) pour y souscrire une demande de carte d'identité.

Il doit, avant toutes choses, faire la preuve qu'il est entré en France d'une façon régulière, c'est-à-dire en se conformant aux conventions internationales en vigueur.

Cette formalité remplie, il remettra à l'appui de sa demande de carte d'identité, quatre photographies « de face et sans chapeau » et fournira les indications suivantes, destinées à être reportées sur deux fiches individuelles : nom, prénoms, filiation (avec date et lieu de naissance), profession, nationalité, situation de famille ; non patronymique, prénoms, âge et nationalité du conjoint ; prénoms et âge des enfants vivant avec lui ; dernier domicile à l'étranger ; noms et adresses de deux citoyens français qui consentent à se porter ses garants.

Il doit, en outre, acquitter, dans les formes qui lui seront indiquées, la taxe de délivrance à laquelle il est assujetti suivant sa catégorie et produire, à l'appui de ses déclarations, des papiers authentiques ne laissant aucun doute sur son état civil et celui des personnes vivant avec lui.

Les deux fiches individuelles, établies d'après les indications de l'étranger, sont destinées à la préfecture, qui en conserve une pour ses archives et envoie l'autre au service central des cartes d'identité au Ministère de l'Intérieur.

Un récépissé, d'un modèle spécial, sera délivré à tout étranger admis à souscrire une demande de carte d'identité. Ce récépissé ne sera valable que si toutes ses mentions sont remplies (contrat de travail visé conformément à l'article 7, taxe, durée...) et s'il porte, avec la signature de l'autorité qui l'a délivré, le timbre humide du commissariat de police (ou de la mairie) de la commune de résidence.

Article 2. — La carte d'identité reproduit les mentions portées sur les fiches individuelles visées à l'article précédent.

Elle est exclusivement délivrée par le préfet du département.

La photographie apposée sur la carte d'identité doit être oblitérée, au timbre sec, sur deux de ses coins.

Article 3. — La carte d'identité peut être refusée à l'étranger qui néglige de se conformer à la réglementation en vigueur, ou retirée à celui qui cesse d'offrir les garanties désirables.

En cas de refus ou de retrait de la carte d'identité, l'étranger doit quitter le territoire français dans le délai qui lui est imparti.

Article 4. — La carte d'identité doit être présentée à toute réquisition des autorités chargées du contrôle des étrangers.

Article 5. — Les cartes d'identité sont valables, sauf indications contraires, pour une durée de deux ans à compter de la date d'entrée en France.

Toute carte périmée est sans valeur.

Les demandes de renouvellement doivent être présentées au commissariat de police (ou, à son défaut, à la mairie) au cours du premier trimestre qui suit l'expiration de la dernière année de validité de la carte d'identité. Passé ce délai, les titulaires de cartes non renouvelées seront considérés comme étant en situation irrégulière et pourront faire l'objet d'une mesure de refoulement.

Article 6. — La carte d'identité n'est pas exigée des représentants diplomatiques ou consulaires des pays étrangers accrédités en France, ni de leur famille.

Article 7. — Tout étranger venant en France pour y occuper un emploi salarié — de quelque nature qu'il soit — doit, pour obtenir la délivrance de la carte d'identité, fournir un certificat sanitaire conforme aux instructions en vigueur et un contrat de travail visé favorablement par les services compétents du Ministère de l'Agriculture ou du Ministère du Travail suivant le cas.

L'étranger qui, lors de son entrée en France, produira ce certificat sanitaire et ce contrat de travail en règle, recevra du commissaire spécial du poste frontière (sous réserve de

l'application des règlements d'hygiène et de police) un sauf-conduit qui, pour être valable, portera la photographie de son titulaire, indiquera la date et le lieu de délivrance du certificat sanitaire et reproduira les principales indications du contrat de travail, ainsi que la date et le numéro du visa accordé. Dans les huit jours de son arrivée dans la commune où se trouve son emploi, il devra remettre ce sauf-conduit au commissaire de police (ou, à défaut, au maire) et souscrire auprès de lui une demande de carte d'identité dans les conditions fixées par l'article premier. La remise du sauf-conduit le dispensera de se séparer de son contrat de travail et de fournir les deux références exigées par le paragraphe 3 de l'article premier.

L'étranger porteur d'un contrat de travail visé favorablement par le Ministère intéressé, mais démuné du sauf-conduit délivré par le commissaire spécial du poste frontière, devra, dès son arrivée dans son lieu de résidence, se conformer complètement aux prescriptions de l'article premier et remettre au commissaire de police (ou, à défaut, au maire), avec son contrat de travail, le certificat sanitaire prévu au paragraphe premier du présent article.

L'étranger devant occuper un emploi salarié, mais dépourvu du contrat de travail prescrit plus haut, devra être invité à se procurer ce document (ainsi que le certificat sanitaire) et le récépissé de sa demande de carte d'identité ne lui sera délivré qu'autant qu'il aura satisfait à cette prescription.

Dans tous les cas, la carte d'identité ne sera délivrée aux salariés étrangers qu'après enquête favorable de la Préfecture.

Article 8. — Tout étranger ayant bénéficié d'une réduction de taxe lors de la délivrance de sa carte d'identité, au titre d'étudiant, de savant, d'écrivain ou de travailleur salarié, qui viendrait à prendre une profession pour laquelle cette réduction n'est pas prévue, est tenu de demander, préalablement, une nouvelle carte d'identité, pour laquelle la taxe pleine sera perçue. Sont soumis à la même obligation les membres de la famille d'un travailleur salarié qui auraient bénéficié d'une réduction de taxe en raison de la qualité du chef de famille.

Article 9. — Tout étranger muni d'une carte d'identité de travailleur agricole devra, s'il devient travailleur de l'indus-

trie, demander préalablement une nouvelle carte d'identité dans les conditions prévues par le paragr. 4 de l'article 7.

Article 10. — En cas de changement de domicile, l'étranger doit, « avant son départ », faire viser sa carte d'identité au commissariat de police (ou, à défaut, à la mairie) et accomplir la même formalité dans la commune de sa nouvelle résidence « dans les quarante-huit heures de son arrivée ».

Des feuilles intercalaires jointes à la carte d'identité sont destinées à recevoir mention de ces visas.

Ces visas sont également inscrits sur les registres spéciaux déposés à cet effet dans les mairies et les commissariats de police.

Les maires ou commissaires de police doivent, de leur côté, donner avis immédiat de tout changement de domicile à la Préfecture du département chargée d'aviser le service central des cartes d'identité des étrangers au Ministère de l'Intérieur.

Article 11. — L'étranger qui déclarera avoir perdu sa carte d'identité pourra en recevoir une nouvelle, dans les formes prévues par l'article premier, si la délivrance de la carte perdue est confirmée par le dossier conservé à la Préfecture.

Cette délivrance comportera le paiement d'une taxe égale à celle déjà acquittée.

La validité normale de deux ans sera accordée à la nouvelle carte d'identité, à moins que des motifs spéciaux, tirés du dossier de l'intéressé (durée du visa d'entrée en France, ou du contrat de travail), n'aient justifié une réduction de validité pour la première carte, cas où cette réduction serait à nouveau appliquée en tenant compte du laps de temps déjà écoulé.

Les Préfectures aviseront le Ministère de la Justice (service central des cartes d'identité des étrangers) des pertes de cartes d'identité portées à leur connaissance.

Article 12. — Tout étranger qui aura gratté, surchargé, falsifié une carte d'identité, ou qui aura utilisé, dans l'accomplissement d'un acte administratif, une carte autre que celle lui appartenant, sera expulsé du territoire français, sans préjudice de toutes autres sanctions pénales qui pourraient intervenir.

Article 13. — Les propriétaires, hôteliers, logeurs, doi-

vent signaler, dans les vingt-quatre heures, au commissaire de police (ou, à défaut, au maire) la présence des étrangers habitant leurs immeubles ou établissements. Il en est de même pour les propriétaires de pensions de famille et pour tous ceux qui hébergent des étrangers.

Article 14. — Les infractions au présent décret sont passibles des peines prévues à l'article 471, § 15, du Code pénal, sans préjudice du droit d'expulsion, qui appartient au Ministre de l'Intérieur en vertu de la loi du 3 décembre 1849 (article 7).

Article 15. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

Article 16. — Le Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, dont les dispositions sont également applicables à l'Algérie.

DÉCRET DU 20 JANVIER 1928

relatif au tarif des cartes d'identité des étrangers

Le Président de la République française :

Vu l'article 88 de la loi de finances du 27 mars 1927 ainsi conçu :

« La délivrance ou le renouvellement de la carte d'identité d'étranger donnera lieu à la perception des sommes suivantes :

« 100 francs sans décimes (dont 85 fr. pour l'Etat, 5 fr. pour le département et 10 fr. pour la commune), dans tous les cas où il y a lieu à application du plein tarif ;

« 20 francs sans décimes (dont 16 fr. pour l'Etat, 1 fr. 50 pour le département et 2 fr. 50 pour la commune), lorsqu'il y aura lieu à application du tarif réduit.

« D'autre part, la carte sera requise de tout étranger faisant en France un séjour de plus de deux mois. Elle sera valable pour deux ans.

« Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application du présent article.

« Toutes dispositions contraires à celles du présent article sont et demeurent abrogées ».

DÉCRÈTE :

Article premier. — Le tarif réduit, prévu par l'article 88 de la loi de finances du 27 mars 1927, est applicable aux étrangers appartenant à l'une des catégories suivantes :

A) Pères ou mères d'un ou de plusieurs enfants français ;
B) Etudiants et élèves des différents ordres d'enseignement, immatriculés dans les facultés ou inscrits dans les écoles de l'Etat ou les établissements privés ;

C) Savants appartenant au personnel d'une université, académie ou faculté étrangère reconnue comme telle par le Ministre de l'Instruction publique ;

D) Ecrivains (auteurs et journalistes) pouvant justifier d'une attestation émanant soit du Ministre de l'Instruction publique, soit d'une association corporative ;

E) Personnes recevant, à quelque titre que ce soit, un salaire inférieur à 18.000 francs par an (soit moins de 1.500 fr. par mois et moins de 60 francs par jour) et justifiant d'un contrat de travail, visé par le Ministère du Travail. Toutefois, pour les travailleurs agricoles, ce visa est remplacé par celui du Ministère de l'Agriculture ;

F) Fermiers et métayers cultivant par eux-mêmes et n'employant pas, habituellement et en dehors des travaux saisonniers, une main-d'œuvre autre que celle qui leur est fournie par leurs conjoints, leurs ascendants ou leurs descendants.

Article 2. — Sont exonérés du paiement des sommes prévues par l'article 88 de la loi de finances du 27 mars 1927, conformément à l'article 22, paragraphe 3, de la loi de finances du 3 août 1926, les étrangers ayant servi comme volontaires dans l'armée française pendant la guerre.

Article 3. — Bénéficient également, par application de l'article 66, paragraphe 3, de la loi de finances du 13 juillet 1925, du taux réduit ou de l'exonération, dans les mêmes conditions que les travailleurs salariés, les conjoints, ascendants ou descendants de ceux-ci, vivant avec eux.

Article 4. — Les cartes d'identité des étrangers sont timbrées à la diligence et sous la responsabilité de l'autorité chargée de leur délivrance ou de leur renouvellement, au

moyen de timbres mobiles fournis par l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre.

Le timbre mobile est immédiatement oblitéré, par l'apposition du cachet de la préfecture, appliqué à l'encre grasse ; l'oblitération est faite de telle manière que partie de l'empreinte figure sur la carte et partie sur le timbre mobile.

Le modèle des timbres est fixé par le Ministre des Finances.

Article 5. — Toutes les dispositions contraires au présent décret sont abrogées.

Article 6. — Les dispositions du présent décret sont applicables à l'Algérie.

Article 7. — Le Ministre de l'Intérieur, le Ministre des Affaires étrangères, le Président du Conseil, le Ministre des Finances, le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-arts, le Ministre de la Guerre, le Ministre de l'Agriculture et le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel et inséré au Bulletin des Lois.

ACCORD FRANCO-BELGE DU 4 JUILLET 1928

relatif aux frontaliers et saisonniers

« Considérant que de tout temps un grand nombre de sujets belges sont venus travailler dans les établissements industriels, commerciaux et agricoles sis en France, tout en conservant leur domicile en Belgique où ils rentrent chaque jour ou chaque semaine ;

« Que de tout temps, également, des sujets belges sont venus chaque année travailler temporairement en France, comme ouvriers saisonniers, tout en conservant leur domicile en Belgique ;

« Considérant qu'il y a lieu de tenir compte de ces conditions particulières dans l'application des formalités administratives prévues en France pour la protection du marché du travail national ;

« Vu les articles 1 et 10 du Traité de travail franco-belge,
« Les Administrations compétentes belges et françaises
sont tombées d'accord sur les dispositions suivantes :

Article premier. — Les travailleurs belges frontaliers, c'est-à-dire ceux qui travaillent dans les établissements industriels, commerciaux ou agricoles, sis en France, tout en conservant leur domicile en Belgique où ils retournent en principe chaque jour, sont soumis aux formalités ci-après :

A) Le travailleur frontalier devra se munir, auprès du bourgmestre de la commune de son domicile, d'un carnet d'identité qui lui sera délivré par celui-ci sur le vu :

- 1° d'un certificat de bonne vie et de bonnes mœurs,
- 2° d'un certificat du chef d'établissement qui l'emploie ou qui s'engage à l'employer, ce certificat étant visé par l'office public de placement français compétent.

B) Le travailleur frontalier devra faire ensuite viser son carnet d'identité par ledit office public de placement.

Article 2. — Les travailleurs saisonniers belges, c'est-à-dire ceux qui, tout en conservant leur domicile en Belgique, viennent travailler en France, dans un établissement industriel, commercial ou agricole, pour une durée n'excédant pas le laps de temps pour lequel la carte d'identité française n'est pas exigée, sont soumis aux formalités ci-après.

A) Le travailleur saisonnier devra se munir, auprès du bourgmestre de la commune de son domicile, d'un carnet d'identité qui lui sera délivré par celui-ci sur le vu :

- 1° d'un certificat de bonne vie et de bonnes mœurs,
- 2° d'un certificat du chef d'établissement qui l'emploie ou qui s'engage à l'employer, ce certificat étant visé par l'autorité compétente française.

Le bourgmestre devra indiquer sur la carte d'identité :

- a) les nom et adresse de l'employeur,
 - b) la profession que doit exercer le travailleur saisonnier,
 - c) l'indication de l'autorité française qui a visé le contrat.
- B) Le travailleur saisonnier devra faire viser son carnet à l'entrée et à la sortie du territoire français par le Commissaire spécial français, en lui présentant en même temps le certificat ci-dessus.

Article 3. — Les carnets de travailleur frontalier ou de travailleur saisonnier sont délivrés et visés gratuitement.

Les carnets de travailleurs frontaliers employés au moment de la mise en vigueur du présent accord dans un établissement industriel, commercial ou agricole, seront visés de droit.

Article 4. — En cas de délit commis par le porteur d'un carnet de frontalier ou de saisonnier, les deux administrations compétentes s'engagent à lui retirer ledit carnet.

Les carnets retirés par l'Administration française seront renvoyés au Gouvernement belge en indiquant le motif du retrait.

ACCORDS DU 16 MAI 1928

relatifs aux échanges de travailleurs entre la France et la Grande-Bretagne

Arrangement entre les autorités compétentes de France et de Grande-Bretagne, dans le but de faciliter l'admission des stagiaires dans les deux pays.

Article premier. — Il est entendu entre les autorités compétentes des deux pays que les stagiaires, c'est-à-dire les ressortissants de l'un des deux pays qui se rendent dans l'autre pays pour une période délimitée, afin de s'y perfectionner dans la connaissance de la langue ou des usages commerciaux ou professionnels de ce pays, tout en y occupant un emploi dans un établissement industriel ou commercial, seront autorisés à y occuper un tel emploi. Ces autorisations seront accordées dans les limites et conditions ci-après, quelle que soit la situation du marché du travail dans la profession, en considération de l'intérêt qu'elles présentent pour l'enseignement professionnel.

Article 2. — Les stagiaires peuvent être de l'un ou de l'autre sexe. En principe, ils doivent être débutants dans leur profession ou ne pas avoir dépassé l'âge de trente ans.

Article 3. — L'autorisation est donnée, en principe, pour une année. Elle pourra exceptionnellement être prolongée pour six mois.

Article 4. — Le nombre des autorisations qui seront accordées aux stagiaires de chacun des deux pays, en vertu du présent arrangement, pour un emploi dans l'autre pays, ne devra pas dépasser 250 pour la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 1928 et ne devra pas ensuite excéder 500 par an.

Le stage sera permis dans tous les emplois et professions à l'exception de ceux dont la loi exclut complètement les étrangers. Toutefois, le stage ne sera autorisé dans les emplois et professions ci-après, que dans les conditions prévues à l'article 5 :

- 1° Employés d'hôtel et de restaurant ;
- 2° Coiffeurs et employés des maisons de postiches ;
- 3° Employés de banque ;
- 4° Infirmières et nurses.

Article 5. — Les autorités compétentes des deux pays s'efforceront, soit avec le concours des associations professionnelles, soit de toute autre manière qu'elles jugeront appropriée, de procurer aux stagiaires des hôtels, des restaurants et des maisons de coiffure et de postiches, des emplois dans leurs pays respectifs.

Il en sera de même, dans la mesure du possible, en ce qui concerne les stagiaires employés de banque, infirmières et nurses.

La proportion des stagiaires de ces catégories admis chaque semestre en France et en Grande-Bretagne devra correspondre approximativement aux nombres figurant dans le tableau ci-après, tableau qui fixe le maximum des admissions dans chaque pays par semestre.

Branche professionnelle	STAGIAIRES	
	FRANÇAIS	ANGLAIS
	pouvant être	pouvant être
	admis en	admis en
	Grande-Bretagne	France
Hôtels et restaurants	100	50
Maisons de coiffure et de postiches	12	9
Banques	40	50
Infirmières et nurses	30	50

Le nombre des stagiaires français admis en Grande-Bretagne pour être employés dans les hôtels et restaurants du comté de Londres ne devra pas excéder les deux tiers du nombre admis pour l'ensemble de la Grande-Bretagne.

Alors même que la proportion entre stagiaires français et britanniques fixée par le tableau ci-dessus ne serait pas réalisée en fait durant les trois semestres qui s'écouleront du 1^{er}

juillet 1928 jusqu'au 31 décembre 1929, les stagiaires de chacun des deux pays seront néanmoins admis dans l'autre pays jusqu'à concurrence des maxima figurant dans le tableau.

Article 6. — a) Stagiaires ayant trouvé un emploi avant leur départ. — Les stagiaires qui désireront bénéficier des dispositions du présent arrangement devront en faire la demande à l'autorité chargée, dans leur pays, de centraliser les demandes. Ils devront donner, dans leur demande, toutes les indications nécessaires et faire connaître, notamment, l'établissement industriel ou commercial dans lequel ils doivent être employés.

Ladite autorité transmettra la demande à l'autorité compétente de l'autre pays (Ministère du travail), qui délivrera le document permettant au stagiaire de prendre possession de son emploi.

Ce document sera transmis au stagiaire, par l'entremise du ministère du travail de son pays.

Les stagiaires devront présenter ce certificat et leur passeport national valable à l'autorité du port de débarquement (Ministère de l'intérieur ou Home office), laquelle, à la condition qu'ils satisfassent aux règles concernant l'admission des étrangers dans le pays, leur donnera la permission de débarquer pour un séjour de douze mois.

b) Stagiaires n'ayant pas trouvé d'emploi avant leur départ. — Les stagiaires désirant effectuer un stage dans une profession déterminée, sans toutefois pouvoir indiquer un établissement industriel ou commercial où ils se soient assurés un emploi, devront obtenir un certificat (annexe A ou A I), délivré par l'autorité compétente de leur pays (Ministère du travail), attestant qu'ils ont l'intention d'effectuer un stage dans l'autre pays, en vertu du présent arrangement.

Ce certificat devra être complété par l'engagement visé dans l'annexe B ou B I.

Les stagiaires devront présenter ce certificat et leur passeport national valable à l'autorité du port de débarquement (Ministère de l'intérieur ou Home office), laquelle, à la condition qu'ils satisfassent aux règles concernant l'admission des étrangers dans le pays, leur donnera la permission de débar-

quer pour une période de deux mois, pendant laquelle ils pourront chercher un emploi dans leur profession.

Les stagiaires ne pourront toutefois prendre possession de cet emploi qu'après y avoir été autorisés par les administrations compétentes du pays de résidence. Ils devront, à cet effet, adresser à M. le Ministre du travail en France, au Home office en Grande-Bretagne, une demande (annexe C ou C I), mentionnant le nom et l'adresse de l'employeur, le genre de travail, ainsi que le salaire qui leur est offert.

S'ils sont autorisés, ils pourront ensuite séjourner dans le pays pendant douze mois. Les ministères des deux pays se donneront avis des décisions prises.

Article 7. — Les autorités compétentes des deux pays prendront des mesures pour que la décision sur chaque demande intervienne dans un délai maximum de 14 jours.

Article 8. — Les autorités compétentes sont :

En Angleterre : The Ministry of Labour, Montagu House, Whitehall, London, S. W. I. and The Home office, Whitehall, London S. W. I.

En France : Le ministère du travail, service de la main-d'œuvre étrangère, 2, avenue Rapp, Paris (7°).

Article 9. — Le présent arrangement entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1928 et restera applicable jusqu'au 31 décembre 1929.

Il continuera à s'appliquer, d'année en année, à moins qu'il n'ait été dénoncé par l'une ou l'autre des autorités compétentes, le 1^{er} octobre 1929, au plus tard, ou le 1^{er} octobre, au plus tard, les années suivantes.

Toutefois, en cas de dénonciation, les autorisations accordées en vertu du présent arrangement resteront valables pour la durée pour laquelle elles ont été accordées.

Article 10. — Les textes français et anglais du présent arrangement ont même valeur et font foi l'un et l'autre également.

Fait à Paris, le 16 mai 1928.

ARRANGEMENT DU 13 AOÛT 1928

relatif à l'admission des stagiaires en France et en Allemagne

En vue de favoriser la formation de stagiaires français et allemands au point de vue professionnel et linguistique, les représentants soussignés du ministère du travail de la France et du ministère du travail du Reich ont, sous réserve de l'approbation de leurs gouvernements respectifs, conclu l'arrangement suivant :

Article premier. — Le présent arrangement s'applique aux « stagiaires », c'est-à-dire aux ressortissants de l'un ou de l'autre Etat qui désirent occuper un emploi dans un établissement industriel ou commercial sur le territoire de l'autre Etat pour perfectionner leurs connaissances professionnelles et linguistiques.

Les stagiaires seront autorisés à occuper un emploi dans les conditions fixées par les articles ci-après sans que la situation du marché du travail dans la profession dont il s'agit puisse être prise en considération.

Article 2. — Les stagiaires peuvent être de l'un ou de l'autre sexe. En principe ils doivent ne pas avoir dépassé l'âge de trente ans.

Article 3. — L'autorisation est donnée en principe pour une année. Elle pourra exceptionnellement être prolongée pour six mois.

Article 4. — Le nombre des autorisations qui seront accordées aux stagiaires de chacun des deux Etats, en vertu du présent arrangement, ne devra pas dépasser 500 par an.

Cette limite sera indépendante du nombre des stagiaires de chacun des deux Etats résidant déjà sur le territoire de l'autre Etat en vertu du présent arrangement. Elle s'appliquera quelle que soit la durée pour laquelle les autorisations délivrées au cours d'une année auront été accordées et pendant laquelle elles auront été utilisées.

Si ce contingent de 500 autorisations n'était pas atteint

au cours d'une année par les stagiaires de l'un des deux Etats, celui-ci ne pourrait pas réduire le nombre des autorisations données aux stagiaires de l'autre Etat, ni reporter sur l'année suivante le reliquat inutilisé de son contingent.

Ce maximum de 500 joue pour l'année 1928 jusqu'au 31 décembre 1928, et pour chacune des années suivantes du 1^{er} janvier au 31 décembre. Il pourra toutefois être modifié ultérieurement en vertu d'un accord qui devra intervenir sur la proposition de l'un des deux Etats le 1^{er} décembre au plus tard pour l'année suivante.

Article 5. — Les stagiaires ne pourront être admis par les autorités compétentes, que si les employeurs qui les occuperont s'engagent, envers ces autorités, dès que ces stagiaires rendront des services normaux, à les rémunérer, là où il existe des conventions collectives d'après le tarif fixé par ces conventions, là où il n'en existe point, d'après les taux normaux et courants de la profession et de la région. Dans les autres cas, les employeurs devront s'engager à leur donner une rémunération correspondant à la valeur de leurs services.

Article 6. — Les stagiaires, qui désireront bénéficier des dispositions du présent arrangement, devront en faire la demande à l'autorité chargée, dans leur Etat, de centraliser les demandes des stagiaires pour leur profession. Ils devront donner, dans leur demande, toutes les indications nécessaires et faire connaître notamment l'établissement industriel ou commercial dans lequel ils doivent être employés. Il appartiendra à ladite autorité d'examiner s'il y a lieu de transmettre ladite demande à l'autorité correspondante de l'autre Etat, en tenant compte du contingent annuel auquel elle a droit et de la répartition de ce contingent qu'elle aura arrêtée elle-même entre les diverses professions et de la transmettre, le cas échéant, aux autorités compétentes de l'autre Etat.

Les autorités compétentes des deux Etats feront tout leur possible pour assurer l'instruction des demandes dans le plus court délai.

Article 7. — Les autorités compétentes feront tous leurs efforts pour que les décisions des autorités administratives concernant l'entrée et le séjour des stagiaires admis interviennent d'urgence. Elles s'efforceront également d'aplanir avec la

plus grande rapidité les difficultés qui pourraient surgir a propos de l'entrée ou du séjour des stagiaires.

Article 8. — Chacun des deux gouvernements communiquera à l'autre gouvernement, dans le mois qui suivra la mise en vigueur du présent arrangement, la ou les autorités qu'il aura chargée de centraliser les demandes des ressortissants de son Etat et de donner suite aux demandes des ressortissants de l'autre Etat.

Article 9. — Le présent arrangement reste en vigueur jusqu'au 31 décembre 1928. Il sera prorogé ensuite par tacite reconduction et chaque fois pour une nouvelle année, à moins qu'il ne soit dénoncé par une des deux parties avant le 1^{er} octobre pour la fin de l'année.

Toutefois, en cas de dénonciation, les autorisations accordées en vertu du présent arrangement resteront valables pour la durée pour laquelle elles ont été accordées.

Berlin, le 13 août 1928.

5°. — LE STATUT DES NORD-AFRICAINS

CIRCULAIRE DU 8 AOÛT 1924

relative à l'entrée en France des travailleurs Nord-Africains

Article premier. — Tout indigène désireux de venir en France occuper un emploi salarié devra produire au moment de son embarquement :

a) un certificat d'engagement visé par le Ministère du travail (Office de placement du département où se trouve le lieu du travail), certificat assurant du travail à l'intéressé dès son arrivée à destination ;

b) un certificat médical délivré par l'un des médecins désignés spécialement à cet effet par l'administration et attestant que l'indigène est physiquement apte à travailler en France et qu'il n'est atteint d'aucune maladie contagieuse ni tuberculose ;

c) une carte d'identité avec photographie délivrée par le maire ou l'administrateur de la commune où l'indigène est domicilié et mentionnant avec les nom, prénoms et âge de l'intéressé, sa profession habituelle.

Article 2. — Lorsqu'un employeur établi en France, sera désireux de faire venir des ouvriers algériens qu'il ne connaît pas nominativement, il pourra les obtenir par l'intermédiaire de l'Office de placement de son département.

Pour cela il devra présenter, au visa de cet Office, des contrats individuels, en nombre correspondant à celui des ouvriers qu'ils désire introduire, sans préciser le nom des titulaires. Après visa, l'Office de placement transmettra ces contrats à l'Office départemental d'Alger qui se chargera, soit directement, soit par l'intermédiaire des Offices de placement de l'Algérie, de faire connaître ces offres d'emplois aux travailleurs intéressés et de leur remettre les contrats d'engagements.

Article 3. — Lorsqu'un indigène algérien, établi en France, sera désireux de faire venir auprès de lui sa famille (femme, ascendants à sa charge ou enfants), il devra adresser aux in-

intéressés un certificat, établi par son employeur, attestant qu'il gagne un salaire suffisant pour subvenir aux besoins de sa famille et qu'il dispose d'un logement pour l'héberger. Ce certificat, qui devra obligatoirement porter l'avis motivé du maire de la commune de sa résidence, n'aura pas à être visé par le Ministre du Travail et il remplacera le certificat d'engagement prévu à l'article premier a).

DÉCRET DU 3 AOÛT 1926

*relatif aux pièces à produire par les indigènes algériens
désireux de venir travailler en France*

Article premier. — Les indigènes désireux de venir travailler en France devront, au moment de leur embarquement, produire :

1° une carte d'identité avec photographie établissant que le titulaire a satisfait aux exigences du service militaire ;

2° un extrait du casier judiciaire constatant que l'intéressé n'a pas été frappé de condamnations graves ;

3° un certificat médical attestant que l'indigène n'est atteint d'aucune maladie contagieuse et a été vacciné depuis moins de cinq ans.

4° la justification d'un certain pécule permettant de subsister en attendant d'avoir trouvé du travail.

Article 2. — Le Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel et inséré au Bulletin des Lois et au Bulletin Officiel du Gouvernement général de l'Algérie.

DÉCRET DU 4 AVRIL 1928

*réglementant la venue en France des travailleurs indigènes
algériens*

Article premier. — L'article premier du décret du 4 août 1926 fixant les pièces à produire par les indigènes algériens

désireux de venir travailler en France, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Au moment même de leur embarquement, les intéressés devront présenter :

1° une carte d'identité avec photographie ;

2° un extrait du casier judiciaire constatant que l'intéressé n'a pas encouru de condamnations graves ;

3° un certificat médical attestant que l'indigène n'est atteint d'aucune maladie contagieuse et a été vacciné depuis moins de 5 ans. Ce certificat devra être établi par le médecin communal ou le médecin de colonisation du lieu de résidence de l'intéressé et porter le visa (après contrôle et nouvelle visite) d'un médecin du port d'embarquement ;

4° un reçu du receveur municipal de la commune d'origine de l'indigène constatant que ce dernier a versé à la caisse du receveur la somme représentant le prix d'un passage sur mer en 4^e classe soit environ 125 francs. Cette somme sera conservée par le receveur municipal aussi longtemps que l'indigène ne sera pas revenu en Algérie. En cas de retour, elle ne sera restituée au déposant que si celui-ci justifie qu'il est revenu par ses propres moyens. Si, au contraire, l'indigène s'est fait rapatrier par voie de réquisition administrative, la somme déposée sera versée aux recettes générales du budget de la colonie.

En cas de décès, dans la métropole, de l'intéressé, le dépôt effectué par lui sera versé à ses héritiers ;

5° Un bulletin de passage sur le paquebot en partance pour la France, billet que l'indigène aura retiré à ses frais ;

6° Un pécule de 150 francs, au minimum, dont l'indigène devra être porteur à son arrivée sur le paquebot et qu'il devra représenter de nouveau lors de son débarquement, pécule qui lui permettra de subsister en attendant d'avoir trouvé du travail. »

Article 2. — Le Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel et inséré au Journal Officiel de l'Algérie.

6°. — EMPLOI OBLIGATOIRE DES MUTILÉS

LOI DU 26 AVRIL 1924

assurant l'emploi obligatoire des mutilés de la guerre

Article premier. — Les militaires des armées de terre ou de mer, titulaires d'une pension, définitive ou temporaire, en vertu de la loi du 31 mars 1919, bénéficieront, à partir de la publication du règlement d'administration publique, prévu par l'article 18, des dispositions de la présente loi.

Article 2. — Toutes les exploitations industrielles et commerciales, autres que celles visées par les articles 1^{er} et 7 de la loi du 31 janvier 1923, qui occupent régulièrement plus de dix salariés de l'un ou de l'autre sexe, âgés de plus de 18 ans, français ou étrangers, seront tenues d'employer des pensionnés de guerre, au prorata de leur personnel total, dans les conditions fixées à l'article 3.

Toutes les exploitations agricoles et forestières, qui occupent régulièrement plus de quinze salariés, seront soumises aux mêmes obligations.

Toutefois, les exploitations qui emploient plus de 50 % de main-d'œuvre féminine seront soumises au payement d'une redevance annuelle, proportionnelle au nombre des pensionnés de guerre non employés. Ces exploitations seront exonérées du payement de la redevance, si elles justifient qu'elles emploient, au prorata de leur personnel masculin, le nombre des pensionnés de guerre prévu à l'article 3, et pour l'effectif féminin, une égale proportion de veuves de guerre non remariées ou remariées avec enfants mineurs du conjoint mort pour la France, de mères ou filles mineures de militaires morts à la guerre ou de suites de la guerre, ou femmes d'aliénés internés, bénéficiaires de la loi du 31 mars 1919.

Article 3. — Dans les trois mois qui suivront la promulgation de la présente loi, le Ministre du Travail arrêtera, après avis conforme de l'Office national des mutilés, pour chaque

catégorie d'établissements, la proportion des pensionnés de guerre dont l'emploi sera obligatoire, sans que cette proportion puisse dépasser 10 % du personnel total dans chaque exploitation. Ne seront pas compris dans ce décompte les apprentis et volontaires non rémunérés.

Sera compté pour deux unités, tout pensionné de la loi du 31 mars 1919, dont l'invalidité physiologique atteindra au moins 80 %.

Dans les exploitations occupant un nombre de salariés égal ou supérieur à trente, cette proportion devra comprendre un tiers de pensionnés ne jouissant que d'une capacité professionnelle réduite. Si cette opération donne lieu à un reste au moins égal à une demi-unité, on ajoutera une unité au nombre qui en sera le produit.

L'employeur titulaire d'une pension en vertu de la loi du 31 mars 1919, sera compté pour une unité dans le pourcentage des mutilés qui lui est imposé s'il est réformé avec moins de 80 % d'invalidité ou pour deux unités s'il est pensionné avec un taux supérieur.

Il en sera de même des victimes d'accidents du travail titulaires d'une pension en vertu de la loi du 9 avril 1898 et des lois subséquentes relatives au même objet lorsqu'elles seront au service de l'exploitation où l'accident s'est produit.

Article 4. — L'emploi des pensionnés de guerre tel qu'il est réglé par l'article 3 n'est obligatoire, pour les exploitations existant au jour de l'entrée en vigueur de la présente loi, que dans la mesure des disponibilités de ces exploitations à cette date ou des vacances qui se produiront par suite de modifications dans le personnel.

Toutefois, les exploitations qui, dans le délai de deux ans, à compter de la promulgation de la présente loi ne justifieront pas avoir atteint le pourcentage fixé uniformément aux articles 2 et 3, seront tenues des redevances prévues à l'article 10.

Article 5. — Dans la première quinzaine du mois de janvier de chaque année, les chefs d'exploitation assujettis à la présente loi seront tenus de faire connaître au préfet la liste des pensionnés de guerre employés par eux pendant l'année précédente, en spécifiant la période d'utilisation de chacun d'eux.

Dans la première quinzaine de février, le préfet transmet

ces renseignements et ceux faisant l'objet du paragraphe ci-dessous au directeur de l'Office départemental de placement, à la commission départementale de contrôle visée à l'article 13, et aux présidents des associations du département ayant pour objet principal la défense des intérêts des bénéficiaires de la présente loi.

Les assujettis doivent, en outre, notifier au préfet toutes les modifications qui se produiraient en cours d'année, en ce qui concerne, soit le renvoi ou l'embauchage des ouvriers mutilés, soit la nature de leur emploi.

Article 6. — Les chefs d'exploitation qui n'utilisent pas le nombre prescrit de pensionnés de guerre doivent faire connaître, dans les quarante-huit heures, à l'Office public de placement, par lettre recommandée avec avis de réception, toutes les vacances d'emploi.

Dans un délai de huit jours francs, à dater de la réception de la déclaration, l'Office doit présenter à l'employeur un pensionné de guerre. A défaut de présentation dans ce délai, le chef d'exploitation reprend sa liberté d'embauchage.

L'offre restera valable si, à l'expiration d'un nouveau délai de huit jours, les vacances déclarées à l'Office n'ont pas été comblées directement par l'entreprise.

Article 7. — Tout pensionné de guerre, présenté par les Offices publics de placement, sera soumis à une période d'essai qui ne pourra être supérieure à une semaine pour les ouvriers et à un mois pour les employés.

Tout refus opposé par le patron à la période d'essai devra être motivé et soumis au directeur de l'Office départemental de placement qui statuera sur la légitimité des motifs invoqués. Appel de la décision pourra être porté devant la commission prévue à l'article 14, qui statuera en dernier ressort et fera, s'il échoit, application des dispositions de l'article 10.

En cas de contestation, soit sur la nature de l'affectation, soit sur la capacité et le rendement professionnels, le différend pourra être porté devant la commission prévue à l'article 14, par lettre recommandée adressée au préfet.

Appel de cette décision pourra être formé devant la commission prévue à l'article 15, dans la même forme que ci-dessus, et ce, dans les trois jours de la décision de la commission prévue à l'article 14, à peine de forclusion.

La décision de la première commission sera exécutoire par provision, sauf en ce qui concerne les pensionnés munis du certificat de capacité professionnelle, organisé par l'article 9.

Article 8. — Le salaire de l'intéressé, tel qu'il sera fixé par la décision de la commission de l'article 14, et, en cas d'appel, par celle de la commission prévue à l'article 15, ne pourra faire l'objet, entre les mêmes parties, d'une demande de révision qu'à l'expiration du délai de six mois, à compter du jour de cette décision.

En cas de rejet, les demandes de cette nature ne pourront être renouvelées que d'année en année.

Le salaire des pensionnés de guerre visés par la présente loi ne pourra être inférieur au tarif normal et courant de la profession et de la région. A défaut de salaire normal et courant, fixé en vertu des décrets du 10 août 1899, la détermination en sera faite dans les conditions prévues par l'article 7 desdits décrets.

Toutefois, le salaire pourra être réduit, soit par les parties elles-mêmes, soit, en cas de désaccord, par l'une des commissions de contrôle, s'il est établi que le pensionné se trouve, de par son invalidité, dans une condition d'infériorité notoire sur les ouvriers de la même catégorie. Dans ce cas, la réduction ne pourra pas excéder 20 % si la capacité professionnelle est au moins égale à la moitié de la capacité normale, et 50 % du salaire normal et courant, dans le cas où elle serait inférieure à cette moitié.

Article 9. — Par dérogation aux dispositions de l'article précédent, le salaire normal et courant de la profession et de la région sera toujours dû au pensionné pendant la période d'essai.

Tout pensionné muni d'un certificat de capacité professionnelle, délivré par la commission prévue à l'article 13, aura droit, en outre, au salaire normal et courant, jusques et y compris le troisième jour qui suivra la décision définitive.

Article 10. — Tout chef d'exploitation qui n'a pas employé le nombre des pensionnés prescrit par l'article 3 et qui n'a pas fait la déclaration visée à l'article 6 est assujéti à une redevance fixée à 6 francs par jour ouvrable et par pensionné.

Toutefois, les emplois de direction qui deviendraient va-

cants pendant la période transitoire, prévue à l'article 4, ne donneront lieu au paiement de la redevance que trois mois après la déclaration de la vacance.

Ces emplois seront déterminés par les règlements d'administration publique prévus à l'article 19.

La redevance n'est pas due :

1° Pour les jours pendant lesquels l'exploitation n'a pas fonctionné ;

2° Pour les pensionnés de guerre que les chefs d'exploitation justifient avoir demandé aux Offices publics de placement et que ceux-ci n'ont pu fournir.

Toute fausse déclaration entraîne le paiement du double de la redevance.

Le défaut de paiement du salaire, tel qu'il est déterminé en application des articles 8 et 9, donne lieu, à la charge de l'employeur contrevenant, au paiement d'une redevance égale au double de la différence entre le salaire effectivement payé et le salaire normal et courant, sans préjudice des réparations civiles dues à l'ouvrier lésé.

Les associations ayant pour objet principal la défense des intérêts des bénéficiaires de la présente loi peuvent exercer une action civile, basée sur l'inobservation de ces prescriptions, sans avoir à justifier d'un préjudice.

Article 11. — Les redevances fixées par l'article 10, ainsi que la redevance annuelle établie par le paragraphe 2 de l'article 2 et dont le montant sera déterminé par la commission prévue à l'article 15, seront recouvrées par l'Administration des contributions directes. Elles seront soumises, le cas échéant, aux mêmes voies de recours que lesdites contributions.

Le produit de ces redevances sera affecté à un fonds commun destiné à être utilisé au profit des pensionnés de guerre, dans les conditions prévues par un règlement d'administration publique, après avis de l'Office national des mutilés.

Article 12. — Sous le bénéfice des dispositions qui précèdent, toutes les règles relatives au contrat de travail, et notamment celles qui figurent au Livre I du Code du Travail et de la Prévoyance sociale, demeurent applicables aux conventions visées par la présente loi.

Toutefois les pensionnés atteints d'une invalidité physiologique supérieure à 60 % pourront prétendre à un délai-congé

de deux semaines pour les emplois payés à la journée ou à la semaine, et de deux mois pour les emplois payés au mois, à moins que les usages ou le contrat ne prévoient une durée supérieure.

Le délai de préavis spécial, institué par le paragraphe précédent, ne pourra être invoqué par l'invalidé dont le renvoi immédiat, pour une faute très grave, serait possible, même en présence d'un délai-congé prescrit par le contrat ou les usages.

Article 13. — Le certificat facultatif de capacité professionnelle, prévu à l'article 7, est établi par une commission siégeant au chef-lieu d'arrondissement, et comprenant :

un juge ou un juge de paix, président de droit, désigné annuellement par le président du tribunal civil ;

un médecin désigné par le même magistrat sur la liste des médecins experts accrédités auprès du tribunal de première instance ;

un des membres élus du comité départemental des mutilés et réformés de guerre ;

un patron et un ouvrier.

Les conditions de nomination des membres de cette commission et des deux commissions visées aux articles suivants seront déterminées par le règlement d'administration publique prévu à l'article 19.

Cette commission s'adjoindra, dans chaque espèce, deux techniciens qualifiés, l'un patron, l'autre ouvrier, qui seront désignés par le président du conseil de prud'hommes ou de la juridiction en tenant lieu.

Article 14. — Les contestations prévues à l'article 7 seront portées devant une commission siégeant au chef-lieu d'arrondissement, qui se réunira une fois au moins par semaine.

Cette commission comprendra :

un juge du tribunal civil, président de droit, désigné annuellement par le tribunal ;

un médecin choisi par le Ministère de la Justice sur la liste des médecins experts près des tribunaux ;

un des membres élus du comité départemental des mutilés et réformés de guerre ;

un employeur et un ouvrier ou employé.

Article 15. — Il est créé dans chaque chef-lieu de départe-

lement une commission, dite commission départementale de contrôle, qui est composée ainsi qu'il suit :

un conseiller à la cour d'appel ou un président de tribunal civil, président, avec voix prépondérante, désigné par la cour d'appel ;

un inspecteur divisionnaire du travail qui pourra se faire suppléer par un inspecteur départemental ;

un médecin, ou l'un des médecins attachés au centre de rééducation professionnelle des mutilés s'il en trouve un dans le département et à défaut de centre de rééducation dans le département, un médecin choisi par le Ministre de la Justice sur la liste des médecins experts près des tribunaux, ou sur une liste de dix membres présentés par les syndicats ou associations de médecins du département ;

un des membres élus du comité départemental des mutilés de guerre ;

un employeur et un ouvrier ou employé, tous deux pensionnés de guerre.

Cette commission a pour rôle :

1^o De statuer en dernier ressort sur les conditions relatives de salaire ;

2^o De déterminer le montant des redevances dues par les assujettis qui ne se seront pas conformés aux prescriptions de la présente loi, ou par les chefs des exploitations féminines ou mixtes assujetties à une redevance annuelle, sur les indications qui leur seront fournies par le préfet.

Le préfet transmettra les états ainsi dressés à l'Administration des contributions directes, chargée du recouvrement des redevances reconnues exigibles par la commission.

Article 16. — L'exécution des prescriptions de la présente loi est assurée sous le contrôle de la commission prévue à l'article précédent par les inspecteurs du travail et les officiers de police judiciaire, en ce qui concerne les exploitations agricoles.

Article 17. — L'alinéa 1^{er} de l'article 1^{er} de la loi du 25 novembre 1916 est ainsi modifié :

« Toutes les fois qu'un militaire des armées de terre et de mer, titulaire d'une pension en vertu de la loi du 31 mars 1919, aura été victime d'un accident du travail survenu dans les conditions prévues par les lois des 9 avril 1898, 30 juin 1899, 12 avril 1906, 13 juillet 1907 et 15 juillet 1914, l'ordon-

nance du président ou le jugement du tribunal qui fixera le montant des rentes pouvant résulter, tant de sa mort que de la réduction permanente de sa capacité de travail, devra indiquer expressément : »

Article 18. — Les bénéficiaires de la présente loi, employés ou ouvriers auxiliaires même temporaires, dans une administration ou un établissement de l'Etat, seront titularisés dans leur emploi s'ils justifient d'une année de présence.

En cas de suppression d'emploi, ils seront pourvus d'un emploi équivalent.

Article 19. — Les règlements d'administration publique relatifs à l'application de la présente loi seront élaborés par le Ministre du Travail, après avis du Ministre des Pensions, du Ministre de l'Agriculture, du Ministre du Commerce et de l'Office national des mutilés.

Ces règlements devront prévoir une indemnité dite de « vacation » à accorder de plein droit aux ouvriers ou employés et aux élus des comités départementaux des mutilés et réformés de guerre devant siéger dans les commissions prévues par les articles 13, 14 et 15 de la présente loi.

Article 20. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux Colonies.

ARRÊTÉ DU 16 JUILLET 1925

fixant la proportion des mutilés à employer dans les entreprises assujetties à la loi du 26 avril 1924

Article premier. — La proportion des bénéficiaires de la loi dont l'emploi est obligatoire en vertu de la loi du 26 avril 1924 dans les exploitations industrielles à l'exception des mines concédées et dans les entreprises commerciales visées à l'article 2, qui occupent régulièrement plus de dix salariés de l'un ou de l'autre sexe, âgés de plus de 18 ans, français ou étrangers, et dans les exploitations agricoles et forestières qui occupent régulièrement plus de quinze salariés, est fixé uniformément à 10 %.

Article 2. — Dans les entreprises comportant des succursales, le pourcentage fixé par l'article 1 est calculé sur l'ensemble du personnel de ces entreprises.

Article 3. — Lorsque le jeu du pourcentage fixé par l'article 1 donne lieu à un reste au moins égal à une demi-unité on comptera ce reste pour une unité.

Article 4. — Le présent arrêté est valable pour l'année 1925.

Au cours du dernier trimestre de chaque année, le Ministre du Travail arrête, après avis conforme de l'Office national des mutilés, les modifications reconnues nécessaires pour l'année suivante.

Article 5. — Le conseiller d'Etat, Directeur du travail, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Journal Officiel.

ARRÊTÉ DU 9 MARS 1928

*prorogeant pour 1928 les dispositions de l'arrêté
du 16 juillet 1925*

Article premier. — Les dispositions de l'arrêté du 16 juillet 1925, fixant uniformément à 10 % la proportion des bénéficiaires de la loi du 26 avril 1924 dont l'emploi est obligatoire dans les établissements assujettis, sont prorogées jusqu'au 31 décembre 1928.

Article 2. — Le conseiller d'Etat, Directeur du Travail, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal Officiel.

DÉCRET DU 9 JUIN 1928

*portant règlement d'administration publique pour l'application
de la loi du 26 avril 1924 sur l'emploi obligatoire des
mutilés de guerre*

Article premier. — Tout chef d'entreprise qui, au cours de l'année précédente, a occupé pendant une période de plus de deux mois un nombre de salariés supérieur à dix ou quinze suivant les distinctions établies par les paragraphes 1 et 2 de

la loi du 26 avril 1924, doit, conformément à l'article 5 de la même loi, adresser au préfet, dans la première quinzaine du mois de janvier, la liste des salariés visés par l'article 1^{er} et par l'article 3, § 5 de la loi, qu'il a employés pendant l'année écoulée, comprenant le relevé des offres d'emploi par lui faites aux offices de placement pendant ladite année.

Cette liste doit être établie conformément au modèle annexé au présent décret.

Article 2. — Si le nombre des journées de travail effectuées dans l'établissement, pendant l'année écoulée, par lesdits bénéficiaires de la loi du 26 avril 1924 est inférieur au nombre minimum exigé par la loi, eu égard au nombre de journées de travail effectuées, pendant la même période, par le personnel total de l'établissement et à la proportion fixée, en exécution de l'article 3, § 1^{er} de la loi, pour la catégorie à laquelle appartient l'établissement considéré, et si l'employeur désire bénéficier du deuxième cas d'exemption de la redevance, prévu au 4^e alinéa de l'article 10 de la loi, il doit adresser au préfet, en même temps que la liste visée à l'article 1^{er} ci-dessus, toutes justifications utiles ; ces justifications comprennent notamment les avis de réception prévus à l'article 6 de la loi.

Article 3. — Les chefs d'exploitation qui emploient plus de 50 % de main-d'œuvre féminine, doivent, pour bénéficier de l'exonération du paiement de la redevance prévue au paragraphe 3 de l'article 2 de la loi, porter sur la quatrième partie de la liste mentionnée à l'article 1^{er} ci-dessus, les veuves de guerre et autres bénéficiaires de la loi appartenant au sexe féminin.

Article 4. — En adressant aux Offices publics de placement leurs demandes d'emploi, les salariés visés par l'article 1^{er} de la loi doivent justifier qu'ils ont droit au bénéfice de cette disposition.

Chaque Office public de placement doit tenir constamment à jour, sous forme de registre ou de fichier, une liste des demandes d'emploi qui lui sont ainsi parvenues.

Cette liste doit faire ressortir de façon apparente que le demandeur a droit au bénéfice de l'article 1^{er}.

Article 5. — Les Offices départementaux et municipaux doivent prendre note, sur une fiche spéciale portant la dési-

gnation précise de l'entreprise, des offres reçues du même employeur en vertu de l'article 6 de la loi. La fiche mentionne la date des offres reçues, la nature des emplois offerts, la suite donnée à chaque offre, ainsi que tous les renseignements relatifs à l'application de la loi dans l'établissement intéressé, notamment les contestations prévues par l'article 7 de la loi et la suite donnée à ces contestations.

Les fiches sont arrêtées au 31 décembre de chaque année. Celles des Offices municipaux sont adressées aussitôt à l'Office départemental, qui les classe avec les siennes et transmet le tout au Préfet le 15 janvier au plus tard.

Article 6. — Lorsqu'un employeur oppose un refus motivé à la période d'essai, il doit en aviser sans délai le directeur de l'Office départemental de placement, alors même que la présentation aurait été faite par un Office municipal. L'employeur fait connaître les motifs invoqués au directeur de l'Office départemental. Celui-ci statue dans le délai de quarante-huit heures et notifie sa décision motivée à l'employeur. Dans les trois jours de la réception de ladite décision, l'employeur peut former appel par lettre motivée et recommandée, adressée au préfet ou sous-préfet qui en saisit le président de la Commission d'arrondissement, instituée par l'article 14 de la loi.

La Commission se prononce au cours de sa première réunion ; si elle n'admet pas la légitimité des motifs invoqués par l'employeur, celui-ci ne peut bénéficier de l'exonération prévue au 2° du quatrième paragraphe de l'article 10 de la loi, à compter du jour où il a avisé de son refus le directeur de l'Office départemental de placement.

Notification de la décision de la Commission est adressée à l'employeur et au directeur de l'Office départemental de placement.

Article 7. — En cas de contestation, soit sur la nature de l'affectation, soit sur la capacité et le rendement professionnels, le Préfet, saisi par lettre recommandée conformément au troisième alinéa de l'article 7 de la loi, transmet immédiatement cette lettre au président de la Commission d'arrondissement, instituée par l'article 14 de la loi. La Commission examine l'affaire au cours de sa première réunion. Elle peut demander au Préfet de faire procéder à une enquête sur place par un agent chargé du contrôle.

Cet agent adresse les résultats de son enquête dans les huit jours, au Préfet, qui les transmet immédiatement au président de la Commission d'arrondissement. Celle-ci statue au cours de sa plus prochaine séance et notification de sa décision est adressée aux deux parties dans les vingt-quatre heures.

Copie en est, en outre, envoyée à l'Office départemental de placement.

Appel peut être formé, dans les trois jours de la notification de la décision, par lettre recommandée adressée au Préfet avec la décision y annexée. Le Préfet en saisit immédiatement le président de la Commission départementale de contrôle. Celle-ci est convoquée et se prononce dans les quinze jours qui suivent la réception de l'appel. Toutefois, si la Commission juge utile de faire procéder à une enquête sur place, il est procédé comme il est spécifié au premier alinéa du présent article et la Commission se prononce dans les quinze jours qui suivent la réception du rapport de l'agent de contrôle.

Article 8. — Les demandes de fixation de salaires prévues par l'article 8 de la loi, sont adressées, par lettres recommandées, au Préfet ou Sous-Préfet, qui les transmet au président de la Commission d'arrondissement prévue à l'article 14 de la loi.

En cas d'appel, les recours sont adressés, par lettres recommandées au Préfet qui en saisit le président de la Commission départementale de contrôle.

Article 9. — A défaut de paiement du salaire, tel qu'il a été déterminé en application des articles 8 et 9 de la loi, le Préfet, sur la réclamation du salarié ou des associations prévues au dernier alinéa de l'article 10 de la loi, ou d'office, fait procéder à une enquête dont il transmet les résultats à la Commission départementale de contrôle.

La Commission décide s'il y a lieu de faire application de la sanction prévue à l'avant-dernier paragraphe de l'article 10 de la loi. La commission fixe, le cas échéant, la redevance à payer par l'employeur.

Cette redevance est recouvrée dans les formes indiquées aux articles ci-après.

Article 10. — Entre le 15 janvier et le 15 février de chaque année, le Préfet relève les décisions prises dans l'année précédente, par la Commission départementale de contrôle, en vertu de l'article précédent,

Dans la même période, le Préfet examine les renseignements qui lui sont fournis pour l'année précédente par les chefs d'entreprise visés par l'article 1^{er} du présent décret. Le Préfet rapproche ces renseignements de ceux qui sont fournis par l'Office de placement ; il peut faire procéder à toutes vérifications utiles soit par ces Offices, soit sur place par les agents de contrôle.

Lorsqu'à la suite de cet examen, il constate qu'un chef d'entreprise est passible d'une redevance par application de l'article 10, § 1^{er} ou de l'article 2, § 3 de la loi, il prépare un projet de liquidation des sommes dues par ce chef d'entreprise.

Article 11. — Lorsqu'un chef d'entreprise n'a pas employé au cours de l'année la proportion obligatoire de bénéficiaires et lorsqu'il n'est pas dans le deuxième cas d'exemption prévu au paragraphe 4 de l'article 10 de la loi, la redevance dont il est passible est calculée comme suit : après avoir établi à l'aide des indications portées en tête de la liste annuelle, vérifiées et rectifiées, s'il y a lieu, le nombre de journées de travail qu'auraient dû faire, dans l'établissement et pendant l'année écoulée, les bénéficiaires de la loi, on soustrait de ce nombre le total des journées de travail effectivement faites par lesdits bénéficiaires, et des journées écoulées entre le jour où le chef d'entreprise a passé une offre d'emploi à l'Office de placement et celui où lui est envoyé par l'Office un pensionné, accepté par lui ou dont le refus a été reconnu justifié.

La différence ainsi obtenue donne le nombre des journées de travail pour lesquelles est due par l'employeur la redevance journalière de 6 francs.

Dans le calcul des journées de travail faites par les bénéficiaires de la loi, on compte comme journées de travail effectivement faites, les journées pendant lesquelles un bénéficiaire de la loi n'a pas travaillé par suite de maladie, de congé ou d'absence volontaire.

Les journées, ainsi assimilées aux journées de travail effectivement faites, doivent toutefois être mentionnées d'une manière distincte sur les listes fournies par les chefs d'entreprise en exécution de l'article 1^{er}.

Article 12. — Pour les chefs d'établissement n'occupant pas plus de 50 % de main-d'œuvre féminine, qui, après avoir

été individuellement mis en demeure, n'auront pas fourni la liste annuelle visée à l'article premier ou n'auront pas complété, dans le délai imparti, les renseignements qui doivent figurer sur ladite liste, le projet de liquidation de la redevance sera établi comme s'ils n'avaient occupé aucun bénéficiaire de la loi pendant l'année envisagée et fera état de la base journalière de 6 francs prévue à l'article 10, § 1^{er} de la loi, du nombre de journées de fonctionnement de l'établissement et du nombre de bénéficiaires que l'établissement était tenu d'occuper, en raison tant de l'effectif total de son personnel que de la proportion obligatoire pour l'industrie dont il s'agit.

Lorsque le Préfet ne possède pas d'informations précises sur le nombre de journées de fonctionnement de l'établissement, ce nombre est fixé à 300 pour les établissements ayant fonctionné toute l'année et réduit proportionnellement pour ceux qui n'ont fonctionné que pendant une partie de l'année.

Le chef d'entreprise peut contester l'exactitude du projet de liquidation devant la Commission départementale de contrôle qui le rectifie, s'il y a lieu.

Article 13. — Lorsqu'il s'agit d'une entreprise employant plus de 50 % de main-d'œuvre féminine, visée par l'article 2, § 3 de la loi, la liquidation des redevances à payer est faite séparément, d'une part pour le personnel féminin, d'autre part pour le personnel masculin.

En ce qui concerne le personnel féminin, après avoir établi le nombre de journées de travail qu'auraient dû faire, dans l'établissement et pendant l'année écoulée, les salariés visés à l'article 2, § 3, on soustrait de ce nombre le total des journées de travail qu'elles ont effectivement faites dans l'établissement et les journées de congé, de maladie et d'absence volontaire. La différence ainsi obtenue donne le nombre de journées de travail pour lesquelles est due par l'employeur la redevance journalière, dont il appartient à la Commission départementale de contrôle de fixer le taux et le montant.

Article 14. — Pour les employeurs qui, après une mise en demeure individuelle, n'ont pas fourni en temps utile la quatrième partie de la liste annuelle visée à l'article 1^{er} ou qui n'ont pas complété dans le délai imparti les renseignements qui doivent figurer sur ladite liste, le projet de liquidation

de la redevance sera établi comme s'ils n'avaient employé aucune salariée des catégories prévues à l'article 2, § 3 de la loi. Le chef d'entreprise peut contester l'exactitude du projet de liquidation devant la Commission départementale de contrôle qui le rectifie, s'il y a lieu.

Article 15. — Les projets de liquidation de redevance sont transmis sans retard par le Préfet à la Commission départementale de contrôle, avec toutes pièces justificatives. Le Préfet transmet également à la Commission les dossiers relatifs aux entreprises pour lesquelles il a estimé qu'il n'y avait pas lieu à redevance.

La Commission examine les projets de liquidation et les dossiers transmis par le Préfet ; elle peut demander tous renseignements complémentaires qu'elle juge utile ; elle décide, le cas échéant, si les justifications produites par les employeurs, rapprochées des renseignements fournis par les Offices de placement, permettent de prononcer l'exemption de redevance prévue à l'article 10 de la loi au bénéfice des employeurs qui se sont conformés aux prescriptions de l'article 6 de ladite loi ; elle opère, s'il y a lieu, les rectifications prévues aux articles 12, § 3 et 14 du présent décret.

Enfin, la Commission arrête le montant des redevances dont le paiement doit être réclamé au chef d'entreprise.

Article 16. — Les décisions de la Commission départementale de contrôle relatives aux redevances à payer par les employeurs sont transmises par le Préfet à l'Administration des Contributions directes qui dresse les états des sommes à recouvrer.

Les états dressés par l'Administration des Contributions directes sont rendus exécutoires par le Préfet et transmis au Trésorier-Payeur général. Ils sont pris en charge et mis en recouvrement dans les mêmes conditions que les rôles des contributions directes, après avertissement envoyé aux chefs d'entreprises.

Article 17. — Sont à la charge du fonds commun prévu par l'article 11 de la loi : les frais d'impression et d'expédition des rôles, les frais de confection et de distribution des avertissements et enfin les frais de perception proprement dits fixés à 3 % du montant des rôles.

Article 18. — La présentation, l'instruction et le jugement des réclamations s'effectuent comme en matière de contributions directes. Toutefois, l'instruction est assurée par la Commission départementale de contrôle.

Article 19. — Des décrets ultérieurs, rendus dans la même forme que le présent décret, fixeront les conditions d'application de la loi du 26 avril 1924 en Algérie et dans les colonies.

Article 20. — A titre transitoire, les listes annuelles visées aux articles 1^{er} et 3 du présent décret devront être fournies du 1^{er} au 15 janvier 1929 pour la période écoulée entre la date de publication dudit décret et le 31 décembre 1928.

Article 21. — Le Ministre du Travail, le Ministre des Pensions, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre des Colonies et le Ministre des Finances sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal Officiel et inséré au Bulletin des Lois.

7°. — LES QUESTIONS AGRICOLES

LOI DU 31 JUILLET 1929

concernant l'amélioration du logement des travailleurs agricoles

Article premier. — Des règlements d'administration publique, pris sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, dans les dix-huit mois qui suivront la promulgation de la présente loi, après avis des Chambres d'agriculture et du Conseil supérieur d'hygiène publique de France, détermineront par régions agricoles, et, s'il y a lieu, par natures d'exploitation, les conditions générales de salubrité auxquelles doit satisfaire le logement des salariés dans les exploitations agricoles notamment en ce qui concerne l'aération, la ventilation, l'éclairage, le couchage, les moyens d'ablution, etc... etc... Ils prescriront, en particulier, les mesures propres à supprimer le couchage des gardiens de nuit au contact direct des animaux dans les écuries ou les étables, ainsi qu'à réaliser le logement du personnel célibataire dans des locaux séparés d'après les sexes et la mise à sa disposition de lits individuels.

Sont exemptés des dispositions de la présente loi les locaux temporairement utilisés pour l'habitation dans les exploitations pastorales en montagne.

Article 2. — Les mesures prescrites par les règlements d'administration publique visés à l'article 1^{er} de la présente loi devront être réalisées dans un délai de un an, courant de la publication desdits règlements, pour les exploitations agricoles comportant plus de 100 hectares de terres labourables et de prairies, dans un délai de deux ans pour les exploitations agricoles comportant de 50 à 100 hectares de terres labourables et de prairies, dans un délai de trois ans pour les exploitations de moins de 50 hectares labourables et de prairies.

Article 3. — En cas d'infraction aux règlements d'administration prévus à l'article 1^{er} de la présente loi les agents chargés de son application, avant de dresser procès-verbal, mettent les chefs d'exploitation en demeure de se conformer auxdits règlements. La mise en demeure indique les contraventions constatées et fixe un délai à l'expiration duquel ces contraventions devront avoir disparu. Ce délai, qui ne pourra en aucun cas être inférieur à trois mois ni supérieur à six, devra être fixé, en tenant compte des circonstances, à partir du minimum établi pour chaque cas par les règlements d'administration publique.

Article 4. — Au plus tard dans les quinze jours qui suivent la mise en demeure, le chef d'exploitation adresse, s'il le juge convenable, une réclamation au Ministre de l'Agriculture.

Cette réclamation, qui est suspensive, est soumise après enquête au Comité du logement rural nommé par le Ministre de l'Agriculture et qui comporte un tiers de représentants des Chambres d'agriculture, un tiers de représentants du Conseil supérieur d'hygiène publique de France, un tiers de représentants de l'administration de l'Agriculture.

Le Comité du logement rural entend le réclamant, s'il y a lieu, ou son représentant. Lorsque l'obéissance à la mise en demeure nécessite des transformations importantes portant notamment sur le gros œuvre de l'établissement, le Ministre de l'Agriculture accorde au réclamant le délai qui est reconnu nécessaire et suffisant par le Comité.

Notification de la décision est faite au chef d'exploitation; avis en est donné à l'agent ayant effectué la mise en demeure.

Article 5. — Les occupants des locaux mis à la disposition du personnel des exploitations agricoles sont responsables du bon entretien desdits locaux et du matériel mis à leur disposition. Si les défauts constatés dans les logements sont imputables à des dégradations commises volontairement par les occupants desdits locaux, procès-verbal est dressé par les agents chargés de l'application de la loi contre les occupants responsables, qui sont passibles des amendes prévues à l'article 8.

Article 6. — En cas de fermage, les dépenses de construction et d'aménagement immobilier résultant de l'applica-

tion de la présente loi sont à la charge du propriétaire du domaine. Le fermier supporte l'intérêt légal du capital engagé.

Article 7. — Les caisses de crédit agricole sont autorisées à consentir aux propriétaires ruraux des prêts individuels à long terme en vue de faciliter la construction, l'aménagement, l'amélioration ou la transformation des bâtiments destinés au logement des travailleurs agricoles.

Le montant des prêts ne peut excéder 100.000 francs pour une même exploitation.

Ces prêts sont remboursables par amortissements annuels dans un délai maximum de vingt-cinq années.

Le taux d'intérêt est fixé par décret rendu sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et du Ministre des Finances après avis du Conseil d'Administration de la Caisse nationale du Crédit agricole.

Il doit toujours être inférieur de 1,50 % au moins au taux d'escompte de la Banque de France.

Article 8. — La constatation des infractions aux dispositions de la présente loi est confiée aux officiers de police judiciaire.

Les contraventions aux dispositions des articles 1^{er}, 2 et 5 seront poursuivies devant le tribunal de simple police et punies des peines prévues à l'article 471 du code pénal. Les faits retenus dans la poursuite ne pourront donner lieu qu'à une seule amende.

Le juge saisi fixera le nouveau délai dans lequel les améliorations devront être réalisées. Ce délai, qui ne pourra être supérieur à six mois, étant passé, une nouvelle poursuite devant le tribunal de simple police pourra être engagée, l'amende unique à prononcer ne pouvant alors dépasser le maximum de 15 francs.

Dans la suite seulement, et pour le cas où la contravention serait à nouveau relevée après un délai de trois mois, le contrevenant sera poursuivi devant le tribunal correctionnel et puni d'une amende de 16 à 100 francs.

Article 9. — Le Ministre de l'Agriculture et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme la loi de l'Etat.

BIBLIOGRAPHIE

- H. BONNET. — De la nécessité d'une politique en matière de main-d'œuvre agricole. *Revue de l'Immigration* (N° 10, février 1929).
— Le problème de la main-d'œuvre en agriculture. *Revue d'économie rurale* (Juin 1929).
- G. DUHAMEL. — Libres propos sur l'assimilation. *Revue de l'immigration* (N° 9, janvier 1929).
— Le problème de la main-d'œuvre. *La Métallurgie* (7 mars 1929).
- F. FAGNOT. — Le problème de la main-d'œuvre étrangère. F. Alcan, Editeur, Paris 1924.
- A. GEROLAMI. — Le problème de l'immigration nord-africaine à Paris. Interviews politiques, économiques et financières (N° 8 et 9, août-septembre 1928). 50, rue de Châteaudun, Paris.
- G. LE FÈVRE. — *Homme-Travail*. Baudinière Edit., Paris 1929.
— Agriculture et Main-d'œuvre. Enquête. *Le Journal* (30 septembre, 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 octobre 1928). (Articles réunis sous le titre « L'Homme machine »).
- M. MERCIER. — Etude sur la crise de la main-d'œuvre en Algérie. Carbonel, éditeur. Alger 1929.
- B. NOGARO. — La politique française d'immigration et son évolution récente. *Revue de l'Immigration* (N° 6, octobre 1928).
- W. OUALID. — L'immigration algérienne en France. *Bulletin de l'Immigration* (N° 3, Juillet 1927).
— L'immigration ouvrière en France. *Cahier du redressement français*. (N° 23, Edition de la S.A.P.E., 11 bis, rue Keppler. Paris).
— L'immigration ouvrière en France et ses causes. *Revue d'Economie politique* (N° 6, 1928).
— Cours de doctorat (1928-1929). Même sujet.
- R. TEMPLIER. — La réorganisation des services de main-d'œuvre. *Politica* (N° 42, août 1925. 59, Boulevard Exelmans, Paris).
- L. VARLEZ. — Importance internationale des mouvements de population. *L'Europe nouvelle* (12 octobre 1928).
Revue de l'Immigration. Toute la collection (Mai 1928, Novembre 1929, 35, rue Saint-Dominique. Paris).

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
PREMIÈRE PARTIE. — L'ORGANISATION DU CONSEIL NATIONAL DE LA MAIN-D'ŒUVRE	9
CHAPITRE PREMIER. — La création du Conseil National	9
CHAPITRE II. — Composition du Conseil National	17
CHAPITRE III. — Fonctionnement du Conseil National	19
CHAPITRE IV. — Attributions du Conseil National	23
DEUXIÈME PARTIE. — LES TRAVAUX DU CONSEIL NATIONAL DE LA MAIN-D'ŒUVRE	27
CHAPITRE PREMIER. — Vue d'ensemble des travaux	27
CHAPITRE II. — La réorganisation des services de main-d'œuvre	31
Paragraphe I. — Les services de placement	32
Paragraphe II. — Les services d'immigration et de main-d'œuvre étrangère	41
Paragraphe III. — La permanisation des services de main-d'œuvre	52
Paragraphe IV. — L'organisation actuelle des services de main-d'œuvre	54
CHAPITRE III. — La réglementation du placement	59
CHAPITRE IV. — La protection du marché du travail national	65
Paragraphe I. — L'immigration	65
Paragraphe II. — L'émigration	80
Paragraphe III. — Le placement des ouvriers étrangers	83
Paragraphe IV. — La carte d'identité	85
Paragraphe V. — Les frontaliers et saisonniers	90
Paragraphe VI. — Les échanges de travailleurs	93
CHAPITRE V. — Le statut des Nord-Africains	99
Paragraphe I. — Le problème de l'immigration nord-africaine	99
Paragraphe II. — La circulaire de 1924	102
Paragraphe III. — Le décret de 1926	108
Paragraphe IV. — Le décret de 1928	112

Paragraphe V. — Le contrôle et le placement des indigènes algériens	113
CHAPITRE VI. — L'emploi obligatoire des mutilés de guerre	119
Paragraphe I. — La loi de 1924	119
Paragraphe II. — Le décret de 1928	122
CHAPITRE VII. — Les questions agricoles	125
Paragraphe I. — L'instabilité de la main-d'œu- vre étrangère en agriculture	125
Paragraphe II. — Le logement rural	133
Paragraphe III. — L'exode saisonnier des tra- vailleurs bretons	144
Paragraphe IV. — Les baux ruraux	145
Paragraphe V. — Les usages locaux	146
CHAPITRE VIII. — Les enquêtes du Conseil National de la Main-d'Œuvre	147
Paragraphe I. — Les enquêtes du service de la main-d'œuvre étrangère	149
Paragraphe II. — L'instabilité de la main-d'œu- vre étrangère dans les mines de fer	156
Paragraphe III. — Les conditions d'établisse- ment des ingénieurs français à l'étranger	163
CONCLUSION	171
ANNEXE	175
I. — TEXTES ORGANISANT LE CONSEIL NATIONAL DE LA MAIN-D'ŒUVRE	175
Décret du 3 Février 1920	175
Décret du 7 Avril 1925	176
Décret du 30 Novembre 1926	178
Règlement intérieur du Conseil National	178
II. — TEXTES DONT LE CONSEIL NATIONAL A RÉGLÉ L'AP- PLICATION ET TEXTES ISSUS DE SES TRAVAUX	183
1° Commission permanente interministérielle de l'immigration. Décret du 28 Avril 1928	183
2° Réorganisation des services de main-d'œuvre. Loi du 2 Février 1925	185
Décret du 9 Mars 1926	187
Loi du 28 Décembre 1927 (art. 103)	192
Décret du 13 Avril 1929	193
Décrets du 14 Avril 1929	193
Décret du 28 Février 1929	195
3° Réglementation du placement. Loi du 19 Juillet 1928	197

4° Protection du marché du travail national.	
Loi du 11 Août 1926	201
Arrêté du 20 Janvier 1927	202
Décret du 10 Juillet 1929	204
Décret du 20 Janvier 1928	208
Accord franco-belge du 4 Juillet 1928	210
Accord franco-anglais du 16 Mai 1928	212
Accord franco-allemand du 13 Août 1928	216
5° Statut des Nord-Africains.	
Circulaire du 8 Août 1924	219
Décret du 3 Août 1926	220
Décret du 4 Avril 1928	220
6° Emploi obligatoire des mutilés de guerre.	
Loi du 26 Avril 1924	223
Arrêté du 16 Juillet 1925	230
Arrêté du 9 Mars 1928	231
Décret du 9 Juin 1928	231
7° Questions agricoles.	
Loi du 31 Juillet 1929	239
BIBLIOGRAPHIE	243
TABLE DES MATIÈRES	245

